l'Humanité

Jean Jaurès, l'actualité d'un engagement

TABLE RONDE. Gilles Candar, historien, président de la Société d'études jaurésiennes et coauteur de *Jean Jaurès.*

Monique Pinçon-Charlot et **Michel Pinçon,** sociologues et auteurs de *la Violence des riches.*

Charles Silvestre, vice-président des Amis de l'Humanité et auteur de *la Victoire de Jaurès.* **P. 11**

ENTRETIEN

Jacques Rancière

Philosophe. **P. 16**

FACE-À-FACE Les cours en ligne ouverts et massifs vont-ils tuer les universités?

Pierre Mœglin, professeur en sciences de l'information, **Éric Bruillard,** professeur des universités. **P. 13**

LES HORIZONS DE L'HUMANITÉ Le gaz russe comme arme de dissuasion massive

Philippe Migault, directeur de recherche à l'Iris. **Jean Géronimo,** universitaire. **P. 20**

HISTOIRE Il y a cent trente ans, la loi affirmait la liberté syndicale. **P. 22**

VENDREDI 18, SAMEDI 19 ET DIMANCHE 20 AVRIL 2014 | N° 21404 | 1,50 € humanite.fr

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité *des débats*

Depuis sa création, 110 ans d'histoire avec vous

LE 18 AVRIL 1904 PARAISSAIT LE PREMIER NUMÉRO DE *L'HUMANITÉ.*

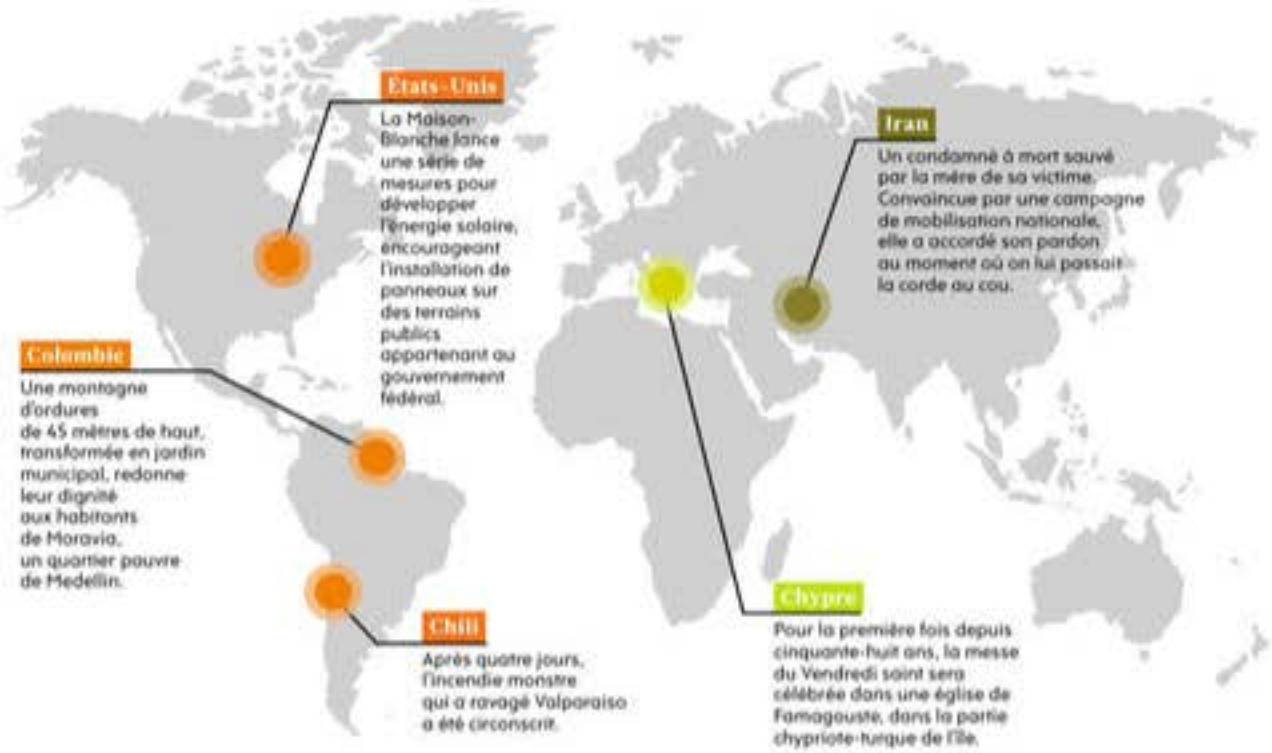
M 00110 - 418 - F: 1,50 €

« Quand les hommes ne peuvent changer les choses, ils changent les mots. »
Jean Jaurès, *en septembre 1900, au Congrès socialiste international.*

Géographie de l'humanité

NOS POINTS CHAUDS

ENVIRONNEMENT · DROITS DE L'HOMME · POLITIQUE



AFRIQUE
Ils coopèrent pour sauver les rhinocéros

« Travailler à l'éradication du braconnage de rhinocéros », c'est le sens de l'accord signé entre l'Afrique du Sud, où 293 de ces animaux ont été tués depuis janvier, et le Mozambique, plaque du transit des cornes vers le marché noir asiatique. Une partie de la frontière entre les deux pays passe dans le parc national du Kruger, où de nombreux Mozambicains pauvres braconnent pour vivre. Au Mozambique, où les rhinocéros ont entièrement disparu, une loi va interdire le braconnage : il n'était jusqu'alors pas considéré comme un délit.

MEXIQUE
Une alternative à la chirurgie réparatrice

La revue *The Lancet* annonce l'implantation, sur quatre femmes âgées de 13 à 18 ans entre 2005 et 2008, de vagins aux cellules cultivées en laboratoire dans un hôpital de Mexico. Elles souffraient du syndrome de Mayer-Rokitansky-Küster-Hauser, soit une absence totale ou partielle de vagin et d'utérus, traitée jusqu'ici par une douloureuse chirurgie reconstructive. Deux des quatre patientes ont un utérus qui fonctionne, explique le directeur des recherches : *« Il n'y a aucune raison de penser qu'elles ne peuvent pas tomber enceintes. »*

IRAN
Bientôt des robots au service de l'homme ?

L'Iran sacré champion du monde de football… robotique. De fabrication française (Aldebaran Robotics), programmés pour être autonomes, ces robots promettent des avancées spectaculaires. Un autre robot avait été créé en Iran pour faciliter l'apprentissage de prières. Ceux-là sont plus utiles, selon l'un des participants : *« S'ils détectent une balle, ils peuvent retrouver une cible spécifique lors d'une opération de secours, et s'ils peuvent marcher, ils peuvent explorer un environnement dangereux ou contaminé. »*

France-Palestine Solidarité@AFPSOfficiel
Depuis 1967, plus de 850 000 Palestiniens (20 % de la population) ont été emprisonnés par Israël
#Palestinelacaseprison

BONNE NOUVELLE MAUVAISE NOUVELLE

KARIM WADE, FILS DE L'EX-PRÉSIDENT DU SÉNÉGAL ABDOULAYE WADE, SERA JUGÉ EN JUIN PAR UNE COUR SPÉCIALE POUR « ENRICHISSEMENT ILLICITE ». SA FORTUNE EST ESTIMÉE À 1 MILLIARD D'EUROS.

SUR LES 4 000 LOGEMENTS QUE L'USAID DEVAIT CONSTRUIRE EN HAÏTI, SEULS 900 ONT VU LE JOUR. QUATRE ANS APRÈS LE TREMBLEMENT DE TERRE, 137 000 HAÏTIENS VIVENT ENCORE DANS DES CAMPS DE FORTUNE.

L'actualité sur humanite.fr

MEDIATOR

La pneumologue Irène Frachon, qui avait révélé le scandale du Mediator, cet antidiabétique prescrit comme coupe-faim, réagit à la mort de Jacques Servier, le président fondateur du laboratoire qui le distribuait : *« Servier n'aurait jamais rien reconnu, ni responsabilité ni culpabilité. (…) De ce point de vue-là, on fera l'économie du cynisme. »*
www.humanite.fr/node/520382

FRONDE SOCIALISTE

Les parlementaires socialistes à l'origine de l'appel des 100 proposant une *« réorientation des politiques menées jusqu'ici »* interpellent le premier ministre. L'Humanité reproduit leur lettre rédigée après la présentation mercredi du pacte de stabilité, qu'ils estiment *« dangereux économiquement, car conduisant à asphyxier la reprise et l'emploi »*.
www.humanite.fr/node/520417

L'HUMANITÉ

Fondateur : Jean Jaurès.
Directeur : Patrick Le Hyaric.
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1er janvier 1957).
Capital social : 2 500 000 euros.
Siège social : 5, rue Pleyel, immeuble Callisto, 93528 Saint-Denis CEDEX.
Téléphone : 01 49 22 72 72.
Service diffusion (fax) : 01 49 22 73 37.
Service aux abonnés : 01 55 84 40 30 · relationslecteur@humanite.fr.
Vente commerciale : 01 49 22 73 31.
Vente militante : 01 49 22 73 47.
Publicité : Comédiance.
Téléphone : 01 49 22 74 43 (commerciale)
01 49 22 74 53 (annonces classées)
01 49 22 74 89 (annonces légales).
Directoire : Patrick Le Hyaric, président du directoire et directeur de la publication ; Patrick Apel-Muller, directeur de la rédaction ; Sévère Magnon, secrétaire général et co-directeur de la publication ; André Cicodicola, directeur de la rédaction pôle magazine.
Conseil de surveillance : Jean-Louis Frostin, président.
Impression : POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes).
Numéro ISSN : 0242-6870.
Dépôt légal : date de parution.
Commission paritaire : 0418 C 79615.
Tirage du mercredi 16 avril 2014 : 61 822 exemplaires.

ÉDITORIAL

Par Jean-Paul Piérot

Un dialogue sans faux-fuyants

L'avenir de l'Ukraine ne dépendrait-elle donc que de l'issue du bras de fer opposant l'Union européenne et les États-Unis à la Russie ? Ce pays de 41 millions d'habitants est-il voué à n'être qu'un enjeu géopolitique : poste avancé occidental aux frontières de la Russie, ou partie d'un ensemble eurasiatique dans l'espace jadis occupé par l'Union soviétique ? Cette lecture de la crise évacue les inquiétudes réelles et aisément compréhensibles qu'inspirent les orientations des nouvelles autorités de Kiev à des millions d'habitants des régions industrielles de l'Est et du Sud-Est, russophones et économiquement liées à la Russie voisine. Dans le climat explosif actuel, où tout incident peut déclencher l'irréparable, une note d'espoir est donnée par la population, qui jusqu'à présent a évité que le pays ne sombre dans la violence, ne se laisse entraîner dans une guerre civile, comme l'ont montré ces soldats envoyés par les autorités de Kiev, qui ont refusé de tirer sur d'autres Ukrainiens dans l'est du pays, où des groupes « prorusses » ont occupé des bâtiments publics.

Si les autorités de Kiev s'obstinent à tenir une élection présidentielle le 25 mai afin de légitimer le pouvoir issu de Maïdan, sans assurer les conditions d'un débat démocratique sur l'avenir institutionnel de l'Ukraine, il est vain d'attendre un apaisement du climat politique. L'option de la fédéralisation du pays, qui offrirait des garanties aux régions de l'Est pour la poursuite de leurs relations avec la Russie, ne peut être écartée d'un revers de manche sous prétexte qu'elle a la préférence de Moscou. L'établissement d'un dialogue politique à l'intérieur du pays et de conversations diplomatiques entre les Occidentaux et les dirigeants russes s'avère indispensable pour faire baisser la tension et établir un minimum de confiance. Derrière la question des rapports entre l'Ukraine et l'Union européenne, c'est le risque de voir l'Otan, qui a déjà un partenariat avec Kiev, s'embarquer dans les valises de l'UE qui préoccupe le Kremlin. Cette menace a justifié, selon Vladimir Poutine, le rattachement de la Crimée à la Russie. Il est grand temps que tout soit mis sur la table sans faux-fuyants. •

IL Y A CENT DIX ANS

Et ce jour-là naquit *l'Humanité*

Le 18 avril 1904, paraît le premier numéro de notre journal. Et s'ouvre l'aventure des dix dernières années de Jean Jaurès.

Il tache encore les doigts mais il est là, sur quatre pages grand format. Ce 18 avril 1904, Jean Jaurès, en tenant bras tendus le premier numéro de *l'Humanité*, touche au but. Journaliste, il l'est depuis longtemps. La presse est sa passion, le lieu quotidien de son combat, là où il constitue sa pensée dans le tourbillon de l'actualité, qu'il brasse ses idées à l'usage du plus grand nombre. Il aime à ce point l'exercice qu'il lui arrive de livrer deux chroniques par jour à *la Dépêche*. « *Il aime écrire dans le journal* », conclut l'historienne Madeleine Rebérioux. Il y convoque toute sa culture, sa sensibilité, mais aussi sa férocité de polémiste. Tout mobilise son attention, les paysans et l'art toulousain, les institutions et Arthur Rimbaud, Dieu, le chemin de fer ou les retraites, la révolution russe et la révolte des vignerons, les inondations parisiennes et la mise en place des retraites, l'histoire du drapeau rouge et les scandales financiers, le nationalisme et le syndicalisme allemand. Il s'astreint à écrire pour être lu par tous, à conduire ses récits en entraînant son lecteur par une interpellation « *Vous voyez* », « *Comme vous le savez* » et souvent le convie à éclaircir avec lui le problème soumis : « *nous chercherons ensemble et nous trouverons* ».

« Politique, républicain et socialiste »

Mais ce jour-là, c'est son journal qu'il examine. Il le brandit comme une arme et comme un projet, non seulement politique mais de civilisation : « *réaliser l'humanité* ». Depuis plusieurs années, il en caressait l'idée. Après sa défaite aux élections législatives de 1898 – et son refus de quitter Carmaux pour se faire élire dans une circonscription plus facile à Paris –, il a puisé pour beaucoup ses moyens d'existence dans le journalisme. Il a même pris la direction politique de *la Petite République*. Mais il n'est pas maître à bord. Avec un petit groupe d'amis, il décide de créer son journal, un grand quotidien qui ferait pièce aux feuilles à grand tirage dont il a mesuré les turpitudes lors de l'affaire Dreyfus et la vénalité au fil des scandales financiers. Son retour à l'Assemblée, la sympathie de fortunes juives facilitent la collecte des 800 000 francs nécessaires au démarrage. La montée de nationalismes furieux et d'un antisémitisme structurant la vieille droite française a sans doute motivé des concours. Les statuts de la Société anonyme du journal l'*Humanité* peuvent être déposés – ne souriez pas – le 1er avril 1904 et définissent le nouveau venu comme « *politique, républicain et socialiste* ».

L'Humanité. Le titre sonne clair. Pourtant, ce quotidien tout neuf qui se vend à la criée dans les rues de Paris et n'atteindra la province que le lendemain a failli s'appeler *Lumières* en hommage au siècle des Encyclopédistes. C'est Lucien Herr, l'érudit qui dirige la bibliothèque de Normale sup, qui l'a trouvé. Et dans son premier éditorial (voir page 32), « Notre but », Jaurès le justifie ainsi : « *L'humanité n'existe point encore, ou elle existe à peine. À l'intérieur de chaque nation, elle est compromise et comme brisée par l'antagonisme des classes, par l'inévitable lutte de l'oligarchie capitaliste et du prolétariat. Seul le socialisme, en absorbant toutes les classes dans la propriété commune des moyens de travail, résoudra cet antagonisme et fera de chaque nation – enfin réconciliée avec elle-même, une parcelle d'humanité.* » Et il résume : « *Le titre même de ce journal en son ampleur marque exactement ce que notre parti se propose* . » Il y affirme les fonctions de son quotidien : rassembler le socialisme dispersé, combattre le cléricalisme très actif à l'époque, donner voix aux manifestations de la vie et des luttes ouvrières en encourageant « *les efforts de groupement syndical et coopératif* », combattre les compétitions guerrières, porter la « *grande transformation sociale* ».

Jean Jaurès ne croit pas aux faux-semblants de l'objectivité ou aux artifices de la neutralité. Il veut un journal de combat, rigoureux et honnête, destiné « *aux intelligences libres* ». Il fixe cette boussole à son équipe : apporter « *des informations étendues et exactes* », garantir « *la loyauté de nos comptes rendus, la sûreté de nos renseignements, l'exactitude de nos correspondances* », en manifestant « *un souci constant et scrupuleux de la vérité* ».

DESSIN RÉALISÉ PAR ÉLOY VINCENT EN 1910 POUR ILLUSTRER L'ÉLOQUENCE. RUE DES ARCHIVES.

« Ce sont des humanités »

Le tribun socialiste est bien accompagné dans son entreprise : Aristide Briand, René Viviani, Jean Allemane, Lucien Herr, Francis de Pressensé, Léon Blum, Tristan Bernard, Jules Renard, Anatole France, Octave Mirbeau, Henry de Jouvenel… Briand a ce bon mot : « *Ce n'est pas* l'Humanité, *ce sont les humanités* », tandis que Charles Péguy évoque avec aigreur « *une horde de petits agrégés normaliens* ».

Un journal de combat, rigoureux et honnête, destiné aux « intelligences libres ».

Ce 18 avril 1904, Jean Jaurès ne connaît pas encore les chiffres de vente – tirage 140 000, vendus 138 000 exemplaires ! – mais il sait qu'on s'arrache le journal. Il ignore que des temps plus difficiles ne tarderont pas puisqu'en 1906 le quotidien ne diffuse plus qu'à 18 000, voire 13 000 exemplaires… Le nouveau directeur pense déjà aux éditions qui suivront, à ce qu'il écrira : le 19 avril sur la séance de Cour de cassation qui examine, dans l'affaire Dreyfus, le sort des faussaires de la prétendue lettre de l'empereur Guillaume II ; le 20 avril pour dénoncer Déroulède et ses nationalistes, le « *parti des matamores* » ; le 21 avril sur Dreyfus encore ; le 22 avril sur le combat des ouvriers du textile du nord et de l'ouest pour l'application de la journée de dix heures sans diminution de salaire… Désormais, il va tester ses formules dans les couloirs de l'Assemblée, écrire sur les bancs de son groupe, orienter la rédaction en déléguant à d'autres une confection technique qui ne l'intéresse pas. Il s'engage dans une aventure d'un peu plus de dix ans, à laquelle le coup de feu de Raoul Villain mettra fin, quand déjà la guerre gronde. •

PATRICK APEL-MULLER

L'événement

HOMMAGE PRÉSIDENTIEL MERCREDI
François Hollande devrait se rendre mercredi prochain à Carmaux, marquée par la grande grève des mineurs à la fin du XIXe siècle, pour la projection en avant-première du film *Jaurès est vivant !*, réalisé par Bernard George et Jean-Noël Jeanneney.

1924
Cette année-là, la dépouille de Jaurès entre au Panthéon, tandis que la droite nationaliste manifeste contre l'hommage de la nation.

1904 - 2014

110 ans d'*Humanité*

Par Patrick Le Hyaric, directeur de l'*Humanité*.

Bon anniversaire à l'*Humanité* ! Ce matin, voilà cent dix ans que l'*Humanité* paraît. De la grande œuvre de réflexions politiques, culturelles et historiques ou des conquêtes sociales et démocratiques que nous lègue Jean Jaurès, son journal l'*Humanité* est sa création toujours vivante, toujours active, toujours utile.

Le quotidien a dû surmonter de multiples difficultés financières, des tracasseries diverses, la censure exercée contre lui, voire son interdiction dans les années noires de la Seconde Guerre mondiale où la parution est interdite par le gouvernement Daladier, fin août 1939. Pendant la guerre d'Algérie, il est régulièrement saisi parce qu'il dénonce les exactions de l'armée française. Tout cela explique pourquoi l'*Humanité* est bien ancrée dans le patrimoine médiatique, culturel et politique français.

Depuis sa naissance, le 18 avril 1904, le journal ne vit que grâce au soutien militant, à l'action inlassable de ses équipes et de ses lectrices et lecteurs. Rendons ici hommage à celles et ceux qui, depuis plus d'un siècle, se sont avec courage, dévouement, abnégation mobilisés pour le faire vivre, rayonner et se développer dans des contextes souvent difficiles.

Manifeste pour un authentique journalisme engagé

En cent dix ans, le monde a beaucoup changé. Mais l'ambition qui conduit Jean Jaurès à fonder l'*Humanité* demeure intacte. Son projet est énoncé dès la première phrase de son premier éditorial, « Notre but » : « *Le nom même de ce journal, en son ampleur, marque exactement ce que notre parti se propose (…), la réalisation de l'humanité.* » Ce puissant et beau texte, à relire sans retenue, est un véritable manifeste en faveur d'un authentique journalisme engagé. Il est plus que jamais d'actualité. *L'Humanité* luttera sans relâche contre la guerre, indépendamment des calomnies dont elle sera l'objet. Selon Jaurès, « *la promotion de l'universelle justice sociale sera le moyen de réconcilier tous les peuples* », ajoutant : « *Alors vraiment, mais seulement alors, il y aura une humanité réfléchissant à son unité supérieure dans la diversité vivante des nations amies et libres.* » La violence de la guerre économique qui fait rage, au détriment de la vie humaine et de l'environnement, nous appelle à amplifier cet inlassable combat et à préférer en ces dangereux moments la force de la politique à la politique de la force.

« Libérer les hommes de la propriété oligarchique »

Le journal a également cette ambition de contribuer à « *la grande transformation sociale qui doit libérer les hommes de la propriété oligarchique* ». Les 67 familles qui disposent aujourd'hui de plus de patrimoine que les 3 milliards 500 millions d'habitants de notre planète nous rappellent à ce combat. La révolution est bien à l'ordre du jour ! Elle doit permettre une nouvelle répartition des richesses et une nouvelle manière de les produire. Et Jaurès, tirant les mêmes enseignements que Karl Marx sur l'écrasement de la Commune de Paris, insiste sur l'importance que cette révolution s'accomplisse « *sans les violences qui, il y a cent dix ans, ensanglantèrent la Révolution démocratique et bourgeoise, et dont s'affligeait, en une admirable lettre, notre grand communiste Babeuf* ».

L'ambition qui conduit Jaurès à fonder *l'Humanité* demeure intacte.
PATRICK LE HYARIC

Au cœur du journal, les apirations et les combats des citoyens

Dans ce premier éditorial, Jaurès initie une conception neuve de la presse, faisant des citoyens, des travailleurs, des créateurs, des ouvriers, des jeunes, des paysans, de leur vie, de leurs souffrances, de leurs aspirations et combats, le cœur du journal. Toujours, ce sont les visages des hommes, des femmes, des enfants qui font notre pays et le monde qui sont à la une de l'*Humanité*.

Tout à l'opposé du ressassement permanent de la sainte catéchèse visant à faire accepter son sort au nom des vieux livres de compte capitalistes emplis des mots « compétitivité », « concurrence », « déficits », « coût du travail », pour toujours mieux vider les comptes de celles et ceux qui n'ont que leur travail ou leur retraite pour vivre. Et il a pour ambition de donner une information rigoureuse. « *C'est par des informations étendues et exactes que nous voudrions donner à toutes les intelligences libres le moyen de comprendre et de juger elles-mêmes les événements du monde.* » Quelle modernité dans ce propos ! À l'opposé des autoroutes de l'information qui crachent pêle-mêle, sans repères, sans éléments d'analyse, des paquets d'informations comme des paquets de mer, aussi superficielles et aussi vite disparues qu'elles sont apparues dans les circuits troubles du média business.

Nous tentons, dans les conditions d'aujourd'hui, d'être fidèles à cet éditorial fondateur et de le faire vivre au quotidien. Les changements auxquels nous procédons actuellement visent à permettre à toutes et tous, à gauche, dans la sphère syndicale ou progressiste, d'accéder à des informations, des savoirs, de la culture, des décryptages d'événements qui stimulent leur réflexion personnelle et leur permettent ainsi d'être toujours mieux actrices et acteurs des indispensables transformations sociales, démocratiques et écologiques.

Plus que jamais, la gauche est à refonder

Le chantier est immense et complexe. Les résultats des récentes élections municipales, et ce qui se passe depuis, viennent d'en apporter la confirmation. Dans un contexte bouleversé par la mondialisation financière et par l'hégémonie culturelle et idéologique des droites et des extrêmes droites, la gauche est à refonder ! Jaurès en son temps avait su l'unifier et la porter haut. À nous de prendre ce grand chantier à bras-le-corps.

De Dreyfus à Mandela, le combat pour l'émancipation humaine

L'Humanité, mais surtout sa lecture, est encore plus indispensable aujourd'hui pour les grands combats, pour l'égalité et la justice, pour les libertés, de Dreyfus à Mandela et aujourd'hui de Marwan Barghouti à Mumia Abu-Jamal et toutes celles et ceux qui en sont privés partout dans le monde. Pour les grands combats à mener dans l'unité la plus large, pour l'émancipation humaine. Raison de plus pour élargir encore l'audience et la lecture de l'*Humanité*, de l'*Humanité Dimanche* et de la plateforme éditoriale, l'*Humanité.fr*, qui a la particularité de permettre à chacune et chacun d'intervenir, d'enrichir ou de discuter, voire de contester nos informations et nos manières de traiter les événements.

« Faire vivre un grand journal sans qu'il soit à la merci d'aucun groupe d'affaires »

La campagne d'abonnements de parrainage, avec le Fonds solidaire pour le développement de la lecture de l'*Humanité*, vient de permettre la réalisation de 250 abonnements, la semaine dernière. Ce mouvement va s'amplifier !

Depuis le premier jour, Jean Jaurès savait que « *faire vivre un grand journal sans qu'il soit à la merci d'aucun groupe d'affaires est un problème difficile mais non insoluble* ». Tous ici, poursuivait-il, « *nous nous donnerons un plein effort de conscience et de travail pour mériter ce succès : que la démocratie et le prolétariat nous y aident* ».

Cela demeure notre engagement et notre espoir.

1. POSTE DE VENTE DU JOURNAL DANS LES ANNÉES 1950. 2. À LA MÊME PÉRIODE, LOUIS ARAGON À SON BUREAU. 3. LES SALARIÉS DE L'HUMANITÉ LORS DES OBSÈQUES DES VICTIMES DE LA STATION CHARONNE, LE 13 FÉVRIER 1963, AU CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE. 4. CRÉATION DES CDH EN 1929 (COMITÉS DE DÉFENSE DE L'HUMANITÉ). 5. GENTILLY 1950, PHOTO DE ROBERT DOISNEAU. 6. AVRIL 1936, À LA RÉDACTION DE L'HUMANITÉ, LES TYPOGRAPHES AUTOUR DE PAUL VAILLANT-COUTURIER. 7. EN 2009, LORS D'UNE MANIFESTATION À PARIS. 8. JEAN FERRAT ET FRANCESCA SOLLEVILLE VENDENT L'HUMANITÉ À L'OCCASION DU CENTENAIRE DU JOURNAL. 9. 2004. À L'IMPRIMERIE, LES JOURNAUX SONT PRÊTS À ÊTRE LIVRÉS. 10. LA FÊTE DE L'HUMANITÉ ÉDITION 2010.

GAUCHE

Jaurès-Clemenceau, les nouveaux habits d'une controverse

Si la figure de Jaurès est respectée à gauche, son héritage n'a cessé de nourrir la controverse entre réformistes et révolutionnaires. Mais celle-ci prend un nouveau tour à la lumière des choix antisociaux de François Hollande et de celui de Manuel Valls qui lui préfère Clemenceau.

Pas une fois, dans son fameux discours fondateur du Bourget, pas plus dans celui de Toulouse, qui clôturait l'entre-deux-tours de la présidentielle, François Hollande ne mentionnera Jean Jaurès. Venu dans le Tarn, le 16 avril 2012, le candidat Hollande a bien sûr, à Carmaux, évoqué la figure de l'homme politique. Mais ce fut à travers les mots de… François Mitterrand, citant lui-même Jaurès, et une pensée qui était, selon l'ancien président, « *une espérance, mais jamais un système. Parce qu'elle plonge ses racines dans le goût pour la vie, elle en affronte toutes les contradictions. Ce sont les contradictions de la République elle-même : entre ordre et progrès, entre raison et liberté. Jaurès aura tenté, sans jamais se lasser malgré les épreuves, cette difficile synthèse* ».

Que reste-t-il, cent ans après la mort du fondateur de l'*Humanité*, de cette « *espérance* », à l'heure où ceux qui ont voté à gauche en 2012 l'ont perdue en grande partie ? Pour la première fois dans l'histoire de la gauche, un premier ministre issu de ses rangs ose publiquement assumer sa préférence pour Georges Clemenceau, l'antithèse radicale de Jaurès. « *Manuel Valls, avec Clemenceau, n'est pas dans la tradition socialiste même si, le temps passant, on garde de lui la figure de la République*, analyse l'historien Alain Bergounioux, directeur des études politiques au PS, et dirigeant de *la Revue socialiste*. *Cela dit, Manuel Valls ne renie ni Blum ni Jaurès.* »

Le Tigre contre Jean Jaurès

Dont acte : dans son discours de politique générale, le premier ministre a pris la peine de mentionner son nom. « *Estimer Georges Clemenceau n'empêche en aucun cas d'apprécier Jean Jaurès* », déclarait d'ailleurs l'ancien maire d'Évry lors d'une conférence à la Fondation Jean-Jaurès, en 2010. Mais s'il ne le renie pas formellement, Manuel Valls disqualifie Jaurès comme repère pour la gauche du XXIe siècle, préférant Clemenceau le pragmatique « *voyant la raison dans la réalité* », au fondateur de l'*Humanité* attaché à « *l'idéologie binaire de la lutte des classes* ».

Manuel Valls n'est certes pas le premier à tenter de réhabiliter Clemenceau contre Jaurès. Dans sa biographie du Tigre, Michel Winock ouvrait la voie : « *L'échec historique du marxisme pousse la gauche à reconnaître aujourd'hui ceux des siens qu'elle avait frappés d'ostracisme pour manquement à la doctrine de la lutte des classes.* » Mais, selon l'historien Jean-Paul Scot, auteur de *Jaurès et le réformisme révolutionnaire* (à paraître au Seuil le 2 mai), le chef du gouvernement « *ne remet jamais en cause chez Clemenceau le radical briseur de grèves, qui envoie l'armée contre les mineurs de Courrières, le nationaliste qui dirige la guerre et impose le catastrophique traité de Versailles* ». Mieux : il met en avant l'audace qu'il y a à être de gauche en se revendiquant de celui qui se présentait comme le « *premier flic de France* » de l'époque…

L'aveu de Manuel Valls a cependant un mérite : rendre à Jaurès, même de façon caricaturale et de manière à mieux le rejeter, la dimension marxiste dont les sociaux-démocrates l'ont longtemps amputé pour le réduire à un réformiste bon teint, Dreyfusard – ce qu'il fut sans conteste – et pacifiste. Désormais, les deux courants coexistent chez ceux que gêne l'engagement révolutionnaire du tribun de Carmaux : disqualifier Jaurès au nom de son attachement à la lutte des classes, à la manière de Valls, ou réhabiliter Jaurès contre… lui-même, au nom d'une interprétation déformée de la pensée de ce dernier. C'est le cas chez Vincent Peillon, pour qui, « *le socialisme de Jaurès était, contrairement à des idées reçues, un individualisme et un spiritualisme – deux raisons pour heurter ses lecteurs marxistes ou libéraux* » (*Jean Jaurès et la religion du socialisme*, Grasset). Pour l'ancien ministre de l'Éducation, « *retrouver la philosophie jauréstenne* » reviendrait donc « *à mener le combat contre le collectivisme, contre*

Un hors-série exceptionnel pour continuer l'histoire

HUMANITÉ Ce numéro anniversaire réunit photos et documents d'époque, témoignages et textes originaux, qui éclairent d'un jour nouveau le parcours de l'homme Jaurès.

Le hors-série de l'*Humanité*, « Jean Jaurès, une vie pour changer le monde », n'est pas un simple hommage. Sur plus de 120 pages, il propose avec de nombreuses photos, des témoignages émouvants de la vie rurale et ouvrière… Certains documents, comme le meeting du 25 mai 1913 au Pré-Saint-Gervais, en présence de 150 000 personnes, sont très connus. D'autres moins, comme Jaurès à la tribune de la Chambre. Mais tous donnent à comprendre l'homme, enfant de paysans, député de Carmaux, tribun pacifiste, fondateur du journal… jusqu'à son assassinat, le 31 juillet 1914. Et c'est un Jaurès humain, intime que l'on découvre, avec des images tirées de l'album d'une famille modeste, dont est issu le portrait en pied du jeune homme « *gominé, tiré à quatre épingles, qui pose pour ses futurs beaux-parents* ».

Plusieurs témoignages éclairent le citoyen Jaurès, comme celui de l'historien et penseur politique israélien Zeev Sternhell, pour qui, « *c'est par l'affaire Dreyfus qu'il devint une grande figure du socialisme européen. Il fut l'un des tout premiers à comprendre que l'affaire était beaucoup plus qu'un déni de justice, que l'antisémitisme moderne était beaucoup plus qu'une manifestation un peu plus virulente que l'ancestrale haine du juif, à connotation religieuse* ».

Oskar Lafontaine, fondateur du parti de la gauche allemand Die Linke, rappelle que, « *pour les jeunes socialistes en Allemagne, Jaurès constituait une référence* ». On se doit aussi de citer le cinéaste Ken Loach qui nous a déclaré : « *L'orage que prévoyait Jaurès se reproduit encore et encore* », ou encore la contribution de l'écrivain Günter Grass.

Ce numéro est aussi l'occasion de découvrir quelques-uns des textes du journaliste, député, infatigable opposant à l'ignorance et à l'oppression des hommes et des femmes quand il s'adresse aux lycéens d'Albi, à ses lecteurs, ou à des publics variés lors de multiples conférences.

Enfin, Charles Silvestre, ancien rédacteur en chef de l'*Humanité*, reprend les questions du fondateur du journal s'adressant à la jeunesse : « *Qu'allez vous faire de vos vingt ans, qu'allez-vous faire de vos cœurs, qu'allez-vous faire de vos cerveaux ?* » Des interrogations toujours d'actualité. Comme celui qui les a formulées. ●

GÉRALD ROSSI

AU SOMMAIRE DU HORS-SÉRIE

Dans son éditorial, Patrick Le Hyaric affirme : « *Jaurès est un homme de son temps.* » Les premières pages sont ensuite consacrées à « L'enfant d'une France rurale ». L'aventure humaine continue « En 1892, avec ceux du fond, à Carmaux dans la mêlée sociale ». En 1898, c'est « L'homme qui fit grandir la (IIIe) République ».

En 1904, « Créer l'Humanité, c'est une folie ! » lui dit-on et beaucoup ne donnent au journal que quelques mois à vivre. Vient alors la séquence titrée « Jaurès et le socialisme, sur le rude chemin des luttes ». En 1911, voilà « Le patriote universel ». Hélas, en 1914, « L'homme de paix est assassiné ».

Des personnalités tel Georges Séguy, des historiens comme Gilles Candar, Michel Vovelle, Jean-Numa Ducange croisent leurs éclairages. Des textes de Jaurès sont regroupés sous le titre « Réflexions pour changer le monde » ; et pour aller plus loin de nombreux ouvrages sont répertoriés.

Bulletin de commande

❑ Je souhaite recevoir le hors-série *Jean Jaurès*, au prix de 9,50 € + 2 € de frais de port (valable uniquement pour la France métropolitaine) par exemplaire, soit : 11,50 € x ..... = ... euros.

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Téléphone .....

Adresse e-mail .....

Renvoyer impérativement ce bulletin accompagné du règlement (chèque à l'ordre de l'Humanité) à : l'Humanité - Service diffusion militante, 5, rue Pleyel - Immeuble Calliope 93528 Saint-Denis Cedex.
Téléphone : 01 49 22 73 47 (42).
Disponible également chez votre marchand de journaux ou par Internet sur **www.humanite.fr**

le matérialisme » ! Idem chez l'historien Vincent Duclert, pour qui, *« Jaurès permet désormais aux socialistes de disposer d'un début de doctrine alternative au marxisme de lutte de classes »*. Une interprétation de la pensée de Jaurès que réfute totalement Jean-Paul Scot. *« La réponse de Jean Jaurès au dilemme réforme-révolution est un dépassement de celui-ci, grâce au concept d'"évolution révolutionnaire", puisé chez Marx. Chez Jaurès, la fin reste la révolution socialiste, la transformation de la propriété privée en propriété sociale, et le moyen, c'est l'évolution dialectique et contradictoire qui doit introduire dans la société capitaliste des germes de socialisme, jusqu'au point où le socialisme l'emportera »*, souligne l'historien.

Revenir aux origines du socialisme

À la décharge des Peillon et Duclert, la controverse n'est pas neuve, et les communistes l'ont eux-mêmes alimentée au XXe siècle, en délaissant la figure du fondateur de *l'Humanité* un temps jugée trop peu léniniste. Car si, jusqu'à la *« bolchevisation du Parti »* au tournant des années 1920-1930, *« Jean Jaurès reste une figure de référence chez les communistes »*, ils ne renouent avec elle que du *« bout des lèvres »* au moment du Front populaire, souligne Jean-Paul Scot. Par la suite, le PCF ne redécouvrira vraiment Jaurès que dans les années 1990, après un long détour, *« quand l'effondrement du bloc soviétique l'a contraint et forcé à revenir aux origines du socialisme français, pour montrer que celui-ci était autre chose qu'une importation soviétique »*, poursuit l'historien.

Mais pour Alexis Corbière, secrétaire national du Parti de gauche, la controverse a désormais changé de nature avec la politique incarnée par Manuel Valls et François Hollande, et n'oppose plus les partisans de la réforme à ceux de la révolution. *« François Hollande ne s'inscrit même pas dans une démarche réformiste*, estime l'auteur de *Lire Jaurès* (Éditions Bruno Leprince). *Si encore l'action de son gouvernement s'inscrivait dans une politique des petits pas, marquée par des compromis favorables au monde du travail… Mais c'est le contraire, sa politique se traduit par des reculs sociaux. Jean Jaurès, de son côté, croyait à la lutte des classes, il considérait qu'on ne peut pas être socialiste sans cela. Ce débat entre réforme et révolution n'a donc aucun sens dans le cadre de la politique gouvernementale, celle-ci est totalement hors-champ de cette discussion »*.

Comment expliquer, alors, que le spectre de Jaurès continue de hanter les cercles gouvernementaux, pourtant plus prompts à se réclamer de Rocard ou de Mendès France qu'à invoquer le fondateur de *l'Humanité* ? *« Jaurès est un personnage encombrant. Il sent trop la sueur et la lutte, pour eux, mais ils ne savent pas comment s'en débarrasser »*, résume Alexis Corbière. Le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, avance une autre explication : *« L'offensive contre Jaurès n'est pas celle d'une partie de la gauche contre une autre. C'est l'offensive d'un tout petit cercle de dirigeants avec François Hollande contre la gauche elle-même qui, dans son ensemble, se reconnaît dans le fondateur de l'Humanité. Manuel Valls veut "en finir avec le vieux socialisme", comme le proclame le titre de l'un de ses livres, mais pas seulement : c'est l'ensemble du corpus d'idées et de valeurs qui a rassemblé la gauche depuis la Révolution française qui est visé par les choix politiques, économiques et idéologiques de François Hollande et de son gouvernement. »* Dès lors, pour le dirigeant communiste, *« une question nouvelle se pose : celle de la reconstruction d'une gauche du XXIe siècle qui devra rassembler nécessairement des hommes et des femmes venus de toutes ses familles »*. Une tâche que ne renierait sans doute pas Jean Jaurès, militant infatigable de l'unité de la gauche de son temps, qu'il savait inséparable du respect de sa diversité. ●

SÉBASTIEN CRÉPEL ET LIONEL VENTURINI

ALEXIS CORBIÈRE
« IL VOULAIT DES RÉFORMES FAITES DE RADICALITÉ CONCRÈTE, ÉTAPES SUR LA ROUTE FONDAMENTALE : LA SOCIALISATION DES MOYENS DE PRODUCTION. »

1910. JEAN JAURÈS ARRIVE À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS. ROGER-VIOLLET

(Publicité)

2014 année Jaurès

Une année événement

Expositions, films, livres, conférences, spectacles vivants…

Cent ans après l'assassinat de Jean Jaurès, la Fondation Jean-Jaurès coordonne tout au long de l'année de nombreuses initiatives pour mettre en pleine lumière cette grande figure du socialisme, de la paix et de la liberté.

Agenda et cartographie des événements, ressources documentaires et contributions, chronologie et archives, images et vidéos inédites…

Découvrez « 2014, année Jaurès » sur

jaures2014.org

Une initiative de la Fondation Jean-Jaurès

Reconnue d'utilité publique dès sa création, en 1992, par Pierre Mauroy, la Fondation Jean-Jaurès est la première des fondations politiques françaises. Lieu de réflexion, de dialogue et d'anticipation, elle agit depuis vingt ans pour construire un monde plus démocratique, comprendre l'histoire du mouvement socialiste et inventer les idées de demain.

Plus d'infos sur jean-jaures.org

Jean Jaurès Fondation

Suivez-nous sur @jaures2014 #Jaures2014 #Jaures2014 #Jaures2014

HOLLANDE SE REGONFLE CHEZ MICHELIN
Le chef de l'État reprend ses déplacements en France et se rend aujourd'hui sur le site Michelin de Clermont-Ferrand, « *pour retrouver le terrain* » et vanter le pacte de responsabilité au cours d'un « *échange libre avec les salariés* » qu'on imagine remontés.

PAUVRES DANS LE VISEUR
« *La mise en place du pacte de responsabilité et la réduction du déficit public se feront bien au détriment des plus pauvres.* »
Le collectif Alerte

PARTI SOCIALISTE

Cent élus socialistes froissent la feuille de route de Manuel Valls

Après avoir accepté à contrecœur de voter la confiance au premier ministre, des députés socialistes remontent au créneau pour dénoncer le plan d'économies de 50 milliards d'euros défendu par l'exécutif. À l'approche des élections européennes, le bateau PS tangue.

Exaspérés, humiliés, furieux… Chacun y va de sa frustration, mêlant colères feintes et réelles désillusions : les parlementaires socialistes sont de plus en plus nombreux à dire tout haut leurs désaccords avec un gouvernement qui les réduit au rôle de spectateurs muets. Et c'est en écoutant la télévision, mercredi, qu'ils prendront connaissance du détail du plan de 50 milliards d'économies annoncé par Manuel Valls dans son discours de politique générale du 8 avril dernier.

Un coup sur la tête de ceux auxquels Manuel Valls avait pourtant promis « *un contrat de majorité* », leur proposant même de contribuer pleinement « *à l'expression de la souveraineté nationale* ». C'est d'ailleurs avec ce petit rappel à l'ordre que plusieurs députés socialistes, dont un proche d'Aubry, Christian Paul, des animateurs des courants de gauche du PS, Laurent Baumel, Pouria Amirshahi, et du pôle écologiste avec Laurence Dumont interpellaient, hier, dans une missive plutôt menaçante le premier ministre :

« *En premier lieu, nous estimons dangereux économiquement, car conduisant à asphyxier la reprise et l'emploi, et contraire aux engagements pris devant nos électeurs, ce plan de 50 milliards d'économies sur la période 2015-2017* », expliquent les élus, ajoutant qu'« *au-delà de 35 milliards, nous croyons que reculs sociaux et mise à mal des services publics seront inéluctables* ». Le message est clair. S'ensuit un long développement pour des solutions alternatives, « *un appel à projet de 5 milliards d'euros en direction des collectivités locales* », 50 000 nouveaux « *emplois aidés* », la diminution, de 30 à 20 milliards d'euros, de l'aide aux entreprises par l'exonération fiscale…

« L'AUSTÉRITÉ DE BRUXELLES EST UNE ERREUR, PAR UN AUTRE VOTE, IMPOSONS UNE NOUVELLE CROISSANCE. »
SLOGAN DU PS POUR LES EUROPÉENNES…

En jeu : deux lignes qui sans se nommer s'affrontent ouvertement

Une lettre qui augure une prise de distance avec le gouvernement ? « *Nous formulons ces propositions dans un esprit de responsabilité. (…) Elles guideront nos votes lors des grands rendez-vous que vous avez fixés avec le Parlement* », préviennent, en tout cas, en conclusion les élus, qui revendiquent cent députés signataires de leur courrier. En jeu : deux lignes qui sans se nommer s'affrontent de plus en plus ouvertement. D'un côté, les partisans d'une relance par la demande et l'augmentation du pouvoir d'achat, de l'autre, un exécutif qui se radicalise avec des mesures exclusivement tournées vers « l'offre », les coupes budgétaires et l'austérité généralisée.

« *Comment penser renouer avec notre électorat quand le pacte de solidarité, présenté comme la réponse à l'échec des municipales, se traduit par une baisse du niveau de vie des Français ?* » tranche Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice de l'aile gauche du PS qui soutient l'initiative de ses collègues députés.

Après la débâcle des municipales, ni l'occupation quasi instantanée de la scène médiatique par le remaniement ministériel, ni l'arrivée à la tête du parti de Jean-Christophe Cambadélis n'auront réussi à faire taire les doutes. Bien au contraire. L'autre mâchoire de la tenaille semble se refermer sur la majorité avec l'irruption d'un nouveau débat : celui concernant les questions européennes. Les élections se tiendront le 25 mai. Personne n'imagine avoir le temps de réparer d'ici là les dégâts mais chacun espère un semblant d'unité.

15,5 millions de Français ont rejeté en 2005 le projet constitutionnel

Épreuve redoutable, car là plus qu'ailleurs, chaque camp pourrait se voir contraint de tenir un bord du fossé de l'austérité, qui divise déjà les socialistes et la gauche en général. « *L'austérité de Bruxelles est une erreur, par un autre vote, imposons une nouvelle croissance* », prône le slogan socialiste de la campagne électorale. « *L'austérité de Paris vaudrait-elle mieux ?* » ne manqueront pas de leur demander leurs détracteurs.

« *Le but de cette campagne*, tente Jean-Christophe Cambadélis, *est de réorienter la construction européenne vers une nouvelle croissance, une remise à plat des critères de convergence élaborés avant la crise lors du traité de Maastricht, indiquer qu'il y a un autre chemin crédible en Europe entre les conservateurs qui veulent continuer l'austérité et les europhobes qui se contentent de la dénoncer.* » Un chemin plutôt sinueux et qui consiste en creux à avouer que la majorité mène une mauvaise politique nationale au seul prétexte de voir la France respecter sa parole en respectant des critères imposés par Bruxelles.

Une autre parole aurait pu être entendue : celle des 15,5 millions de Français qui avaient rejeté en 2005 le projet constitutionnel. Projet remis dans les tuyaux du Congrès par Nicolas Sarkozy en 2007 et finalement adopté grâce à l'appui des voix d'élus… socialistes. ●

FRÉDÉRIC DURAND

SAPIN EN GARDIEN DE LA RIGUEUR

Jean-Christophe Cambadélis s'est dit hier « *très heureux qu'on ait pu gagner un peu de temps sur la réduction des déficits* ». La veille, le ministre de l'Économie a pourtant été clair : « *Il y a un rythme qui était prévu dans la trajectoire qui peut être légèrement modifié sans pour autant remettre en cause (…) le fait d'être à 3 % en 2015.* » L'un discute avec Bruxelles, tandis que l'autre a une campagne pour les européennes à mener. Ceci explique cela.

10,6 %
C'est la hausse des immatriculations de voitures neuves constatée en mars dans l'Union européenne, soit le septième mois consécutif de reprise du marché.

COLÈRE DES FONCTIONNAIRES
« Si le gel des salaires devait être confirmé jusqu'en 2017, ce serait un affrontement »,
Jean-Marc Canon,
secrétaire général de l'UGFF CGT.

POSE D'ENROBÉS SUR L'AUTOROUTE A89 EN DORDOGNE EN OCTOBRE 2009. PHOTO STÉPHANE KLEIN/FEDEPHOTO

SANTÉ

Le goudron, un nouvel amiante ?

Tenace, la CGT a obtenu que soit reconnu le risque sanitaire auquel sont exposés les travailleurs du bitume. La bataille continue.

« *Aujourd'hui, plus personne ne peut nier que les salariés qui travaillent sur les réseaux routiers ne sont pas exposés à des produits à risque et notamment l'amiante.* » À l'issue d'une réunion avec la direction générale du travail – à laquelle participaient plusieurs ministères, syndicats et les employeurs de l'industrie routière –, la CGT est plutôt satisfaite. Depuis quelques années maintenant, plusieurs fédérations de la centrale syndicale (transports, construction, équipement et services publics) se battent pour faire reconnaître le risque sanitaire auquel sont confrontés les travailleurs du bitume. « *Nombre de salariés ont payé de leur vie l'utilisation de certains produits introduits dans les enrobés sans connaissance de cause. Aujourd'hui, plusieurs rapports soulignent enfin les responsabilités des maîtres d'ouvrage et les dispositions à prendre lors des opérations sur les enrobés* », rappelle Pascal Sancéré, de la fédération CGT de l'équipement.

Entre 1970 et 1995, l'amiante a en effet été utilisé pour ses propriétés de résistance à l'usure dans les enrobés bitumeux, en particulier pour la construction d'autoroutes, de parkings, etc. Mais il aura fallu attendre mai 2013 pour que le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie reconnaisse la présence d'amiante dans les couches d'enrobés routiers. « *Jusqu'à la moitié des années 1990, certaines couches de roulement ont été réalisées avec des enrobés pouvant contenir de l'amiante autour de 1 % de la masse totale et généralement du chrysotile* », révèle la circulaire, application d'un décret ministériel de 2012.

Cependant, si l'amiante n'a plus été utilisé dans la fabrication du bitume en 1995, elle n'a pas pour autant disparu des routes. Car lorsqu'on refait une route, les déchets d'enrobés (qu'on appelle des fraisats), et qui sont susceptibles de contenir de l'amiante, sont recyclés dans d'autres couches de chaussée. Selon la circulaire de mai 2012, des sondages (carottages en termes techniques) doivent être systématiquement pratiqués sur les routes promises à la réfection afin de s'assurer que leur revêtement ne contienne pas d'amiante. Sauf que cette circulaire n'est que trop rarement appliquée. Sans doute pour une question de coûts. « *De nombreux chantiers sont bloqués car, une fois qu'on a trouvé de l'amiante, ce n'est plus le même budget* », fait valoir Pascal Sancéré, évoquant quelque 170 chantiers bloqués pour la seule région Bretagne.

CHAQUE ANNÉE, L'ENTRETIEN DES CHAUSSÉES BITUMEUSES GÉNÈRE ENVIRON DEUX MILLIONS DE TONNES DE FRAISATS D'ENROBÉS POTENTIELLEMENT AMIANTÉS.

La CGT construction, qui ne compte pas lâcher sur la question de la pénibilité

Si le lien est enfin établi, ce n'est pas suffisant pour le syndicat. « *Nous n'avons toujours pas de visite médicale de suivi. Rien non plus concernant la reconnaissance des maladies professionnelles des fonctionnaires* », déplore le syndicaliste, alors qu'en février dernier Jean-Marc Ayrault, encore premier ministre, s'était engagé à étendre l'allocation amiante aux agents publics ayant développé une maladie professionnelle reconnue en lien avec l'amiante, comme c'est déjà le cas pour les salariés du privé. « *Nous allons rappeler cet engagement à Manuel Valls* », insiste le militant.

Si les salariés du privé ont, sur le principe, accès à des départs anticipés, ceux travaillant sur les réseaux routiers n'en ont jamais vu la couleur à ce jour. « *Le lien entre travail et pathologie n'est pas fait* », déplore Laurent Orlich, de la CGT construction, qui ne compte pas lâcher sur la question de la pénibilité : « *Aujourd'hui, on a un cocktail d'indices (silice, amiante, produits bitumeux…) suffisant pour faire reconnaître le facteur de pénibilité.* » ●

ALEXANDRA CHAIGNON

Conjoncture L'austérité nuit à la reprise et surtout à l'emploi

François Hollande renoncerait-il à sa promesse de début d'année de placer l'emploi comme priorité numéro un ? C'est en tout cas la conclusion que l'on peut tirer des calculs réalisés par l'OFCE, le laboratoire de recherche en économie de Sciences-Po. Selon l'institut, « *l'ajout de 4 milliards d'euros d'économies supplémentaires en 2014 dans le cadre d'un budget rectificatif pèserait pour 0,2 point sur la croissance en 2014, et porterait le taux de chômage à 10,2 % de la population active en fin d'année (contre 10 % dans notre scénario). L'objectif de déficit à 3,6 % du PIB serait atteint* ». Et sans ces mesures supplémentaires, l'OFCE estime que l'économie française devrait se voir amputer de 0,9 point de croissance en 2014 et de 0,7 point en 2015 et péniblement atteindre une hausse du PIB de 1,2 % en 2014 et de 1,6 % en 2015. Un rythme qui ne peut être qualifié de reprise, étant donné qu'il ne repose pas « *sur la hausse de l'emploi, la distribution de revenu, l'accélération de la consommation et la reprise de l'investissement* ». ● **C. H.**

Plan Valls La contestation syndicale monte d'un cran

Appelant l'ensemble des salariés, retraités et chômeurs à se saisir de la fête des travailleurs pour faire entendre leur opposition aux coupes drastiques dans la dépense publique, le numéro un de la CGT Thierry Lepaon a promis un « *1er mai particulier* », jeudi sur i-Télé. « *Ceux qui ont le plus de patrimoine, le plus de revenus, le plus de salaires s'en sortiront encore bien. Par contre tous ceux qui n'ont que leur salaire ou leur retraite pour vivre, pour eux la vie sera plus dure demain qu'hier* », a dénoncé le secrétaire général de la CGT. Avec beaucoup de prudence, le leader de la CFDT Laurent Berger a regretté que le plan « *manque de justice parce qu'il ne protège pas les plus modestes* » au micro de France Info, promettant d'« *essayer d'infléchir* » la politique gouvernementale, allant jusqu'à mettre en avant « *(sa) liberté de ton et d'action par tous les moyens* ». Le cédétiste a en outre réitéré son opposition à la poursuite du gel des salaires des fonctionnaires, qu'il a qualifiée d'« *inacceptable* ». ● **L. N.**

Santé Malgré le Cice, les patrons de cliniques privées en veulent toujours plus

Ils ne manquent pas d'air ! Les patrons de cliniques privées misent désormais tout sur l'Autorité de la concurrence. Après avoir porté l'affaire devant le Conseil d'État et à Bruxelles, la Fédération de l'hospitalisation privée (FHP) vient mercredi de la saisir pour casser « *des mesures discriminatoires sur le plan administratif, financier et fiscal* », selon elle, en faveur des hôpitaux publics. Le secteur privé bénéficie chaque année de 140 millions d'exonérations au titre du crédit d'impôt compétitivité emploi (Cice) et du coup, l'État, qui fixe les tarifs pour les actes médicaux, a décidé de les baisser pour les cliniques privées… pour gommer cet avantage par rapport à l'hôpital public ! Dans sa saisine, la fédération patronale dénonce « *l'octroi de ressources financières supplémentaires aux hôpitaux publics par le biais de subventions de retour à l'équilibre ou d'avantages compétitifs* ». Elle conteste également une organisation des soins régionaux qui « *favorise les établissements publics et/ou associatifs* ». ● **T. L.**

Annonces légales

L'Humanité est officiellement habilité pour la publication des annonces judiciaires et légales dans les départements : 91 (arrêté 2013-PREF/DCSIPC/BAGP n° 137) 5,12 euros HT/ligne, 92 (arrêté CAB/SDC) n° 2013-589) 5,49 euros HT/ligne, 93 (arrêté n° 2013- 3372) 5,49 euros HT/ligne, 94 (arrêté n° 2013/3819) 5,49 euros HT/ligne. Ministère de la Culture et de la communication (arrêté du 21 décembre 2012, modifié par arrêté du 20 décembre 2013, relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales NOR : MCCE1240070A). La ligne se définit par 40 caractères, signes ou espaces de corps 6.

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP du 14 avril 2014, il a été constitué la société :

ARTHEMUS RH

Forme : SASU.
Capital : 30 000 euros.
Siège social : 22 bis, rue Auber, 92120 Montrouge.
Objet : conseil, formation en ressources humaines, gestion de ses filiales.
Durée : 99 ans.
Présidente : Mme ROUDEILLA Sylvie, demeurant 25ter, boulevard de Stalingrad, 92240 Malakoff.
Immatriculation au RCS de Nanterre.

Dénomination :

ASIC

Forme : SAS.
Capital : 2 000 euros.
Siège social : 5, avenue Léon-Blum, 93800 Épinay-sur-Seine.
Objet : serrurerie, électricité, bâtiment et métiers connexes.
Durée : 99 ans.
Président : M. COULIBALY Issa, demeurant 5, avenue Léon-Blum, 93800 Épinay-sur-Seine.
Immatriculation au RCS de Bobigny.

Suivant acte SSP du 24 mars 2014, il a été décidé la création d'une SARL dénommée :

BEST

Siège social : 13, passage des Roses, 93300 Aubervilliers.
Objet : achat, vente de pneumatiques, montage, démontage, et prestations de services.
Gérant : M. Habibi Abdul Munir, demeurant 23, avenue du Général-de-Gaulle, 77210 Avon.
Durée : 99 ans.
Immatriculation au RCS de Bobigny.

Dénomination :

CHEZ DODO-LES-RETROUVAILLES

Forme : SARL au capital variable.
Capital : minimum 100 euros, maximum 100 000 euros.
Siège social : 2 bis, boulevard Carnot, 94140 Alfortville.
Objet : restaurant afro-antillais, commerce ambulant et sédentaire, vente en détails et gros des produits exotiques, tropicaux, cosmétiques non réglementés, import-export, transfert de fonds.
Durée : 99 ans.
Gérante : Mme NYONGO Bula Véronique, demeurant 8, rue de Flandre, 92140 Clamart.
Immatriculation au RCS de Créteil.

Par acte SSP du 8 avril 2014, il a été constitué la société :

SCI JANOT

Forme : SCI.
Capital : 1 000 euros.
Siège social : 5, rue Gabriel-Péri, 92140 Clamart.
Objet : l'acquisition de tous biens immobiliers, la cession des biens immobiliers.
Durée : 99 ans.
Gérant : Mme JANOT Stéphanie, demeurant au 5, rue Gabriel-Péri, 92140 Clamart.
Immatriculation au RCS de Nanterre.

Suivant acte SSP du 20 mars, il a été décidé la création d'une SARL dénommée :

RSB

Siège social : 90, bd. Anatole-France, 93200 Saint-Denis.
Objet : peinture, carrelage, revêtement de sols, flocage thermique.
Gérant : M. Rodrigues Fernandes Mario Rui, demeurant 24, rue Pablo-Picasso, 93000 Bobigny.
Durée : 99 ans.
Immatriculation au RCS de Bobigny.

Dénomination :

VAR BÂTIMENT

Forme : SARL.
Capital : 5 000 euros.
Siège social : 83, rue Molière, 94370 Sucy-en-Brie.
Objet : maçonnerie, plomberie, électricité, travaux et réparations diverses.
Gérant : M. BENRAMDANE François, demeurant 3410 Corniche des Issambres, 83380 Les Issambres.
Durée : 99 ans, à compter de son immatriculation au RCS de Créteil.

AVIS DIVERS

CN

SAS au capital de 3 000 euros
Siège social : 21, rue Laennec
93150 Le Blanc-Mesnil
RCS Bobigny 533 427 332

Suivant l'AGE du 10 février 2014, il a été décidé de transférer le siège social au 7/F KIN ON COMM BLDG 49-51 JERVOIS ST SHEUNG WAN (Hong Kong). Mention faite au RCS de Bobigny.

CN

SAS au capital de 3 000 euros
Siège social : 21, rue Laennec
93150 Le Blanc-Mesnil
RCS Bobigny 533 427 332

Suivant l'AGE du 10 janvier 2014 il a décidé de nommer nouveau président M. Mohamed Khaliq Mohamad, demeurant 31, rue Nationale, 75013 Paris, en remplacement de M. CISSE Abou, gérant démissionnaire ; et de modifier l'objet qui devient : import-export d'emballage et de produits agro-alimentaires. Mentions faites au RCS de Bobigny.

DEX CONSULTING

SARL transformée en
Société par actions simplifiée
Au capital de 1 500 euros
Siège social : 2, rue Jules-Verne
94550 Chevilly-Larue
RCS Créteil 532 936 887

Aux termes de décisions constatées dans un procès-verbal en date du 31 mars 2014, l'associé unique a décidé de modifier l'objet social de la société et d'ajouter l'activité de formation. La nouvelle rédaction de l'objet social est : conseil en systèmes et logiciels informatiques, planification et conception de systèmes informatiques intégrant les technologies du matériel, des logiciels et de communication, développement de logiciels informatiques personnalisés, formation professionnelle, achat, vente de logiciels et de matériel informatique ou assimilés. Il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 13 500 euros, pour la passer de 1 500 euros à 15 000 euros, par prélèvement d'une pareille somme sur le poste report à nouveau et création de 900 parts nouvelles, décidé de la transformation de la société en SAS, à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la société. La dénomination de la société, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées. Le capital social est fixé à la somme de 15 000 euros.
Exercice du droit de vote : tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Agrément : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Sous sa forme à responsabilité limitée, la société était gérée par M. Oussoumany BENE. Sous sa nouvelle forme de société par actions simplifiée, la société est dirigée par son Président, M. Oussoumany BENE, demeurant 2, rue Jules-Verne, 94550 Chevilly-Larue.
Mentions faites au RCS de Créteil.

SARL GBT

SARL au capital de 15 000 euros
Siège social : 72, rue Vaillant-Couturier
93130 Noisy-le-Sec
RCS Bobigny 789 514 445

Par AGE en date du 1er octobre 2013, M. LABBE LE PICARD FRANCOIS, demeurant au 107, rue Regnault, 75013 Paris, a été nommé gérant en remplacement de M. TUNC Hakan, gérant démissionnaire. Mention faite au RCS de Bobigny.

LES BONS MAÇONS DU BÂTIMENT SARL

SARL au capital de 20 786 euros
Siège social : 19, 21, rue des Saules
93800 Épinay-sur-Seine
RCS Bobigny 752 360 156

Suivant l'AGE du 24 mars 2014, les associés ont nommé en qualité de gérant M. AHMAD RAJA, demeurant chez M. AHTZAZ IFTIKHAR AHMED, au 21 bis, rue de Montmorency, 95230 Soisy-sous-Montmorency, en remplacement de M. KHAN IMRAN MUHAMMAD, gérant démissionnaire.
Modification faite au RCS de Bobigny.

M.D.G

SARL au capital de 7 500 euros
Siège social : 18, rue du Capricorne
93600 Aulnay-sous-Bois
RCS Bobigny 519 065 304

Suivant l'AGE du 4 avril 2014, il a été décidé l'extension de l'objet social aux activités de : bazar, import-export, commerce en détail, bazar sur éventaires et marchés, épicerie et ventes de fournitures non réglementés, à compter de ce jour. Mention faite au RCS de Bobigny.

Par acte SSP en date du 11 avril 2014, à Paris, enregistré au SIE de Bobigny, le 14 mai 2014, bord. 2014/220 case 2, la société :

SARL ROSES

Dont le siège social est situé au 75, rue de Paris, 93260 Les Lilas, immatriculée au RCS de Bobigny sous le n°522 759 802, a cédé un fonds de commerce de restaurant sis à l'adresse de son siège, moyennant le prix de 260 000 euros à la SAS

LORINE

Immatriculée au RCS de Bobigny sous le n°801 066 275, dont le siège social est à l'adresse du fonds cédé. Date d'entrée en jouissance le 11 avril 2014. Oppositions reçues dans les dix jours de la dernière en date des publications légales, pour la validité à l'adresse du fonds cédé et pour la correspondance chez SCP BERTHILLIER-TAVERDIN, 60, boulevard Strasbourg, 75010 Paris.

SINOYS

EURL au capital de 2 000 euros
Siège social : 1, avenue des Roses
94600 Choisy-le-Roi
RCS Créteil 521 296 392

Aux termes d'une AGE en date du 29 novembre 2013, à 19 heures, il a été décidé de la dissolution anticipée de la société, à compter du 29 novembre 2013, et sa mise en liquidation. M. MAROUF Borhen, demeurant 1, avenue des Roses, 94600 Choisy-le-Roi, a été nommé liquidateur, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé au 1, avenue des Roses, 94600 Choisy-le-Roi, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée.
Aux termes de l'AGE en date du 29 novembre 2013 à 20 heures, l'associé unique a approuvé les comptes définitifs de la liquidation, donné quitus au liquidateur pour sa gestion et l'a déchargé de son mandat, prononcé la clôture des opérations de liquidation, à compter du 29 novembre 2013.
Les comptes de liquidation sont déposés au RCS de Créteil, où la société sera radiée.

REPUBLIQUE FRANCAISE
PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau de l'Urbanisme et des Affaires Foncières

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

ARRETE PREFECTORAL N° 2014 - 0845 du 11 avril 2014

RÉNOVATION DU QUARTIER DES QUATRE ROUTES SECTEUR DU MARCHÉ - A LA COURNEUVE

Arrêté prescrivant l'ouverture d'une enquête publique conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire

LE PRÉFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'environnement ;
Vu le code de l'urbanisme ;
Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
Vu le code de la voirie ;
Vu le code de la construction et de l'habitation ;
Vu le décret n° 2001-959 du 19 octobre 2001 relatif à la solidarité et au renouvellement urbains ;
Vu le décret n° 2002-1341 du 5 novembre 2002 relatif à la désignation et à l'indemnisation des commissaires enquêteurs ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et dans les départements ;
Vu la délibération du 17 septembre 2013 du conseil communautaire de Plaine Commune approuvant le dossier d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire relatifs au projet de rénovation du quartier des Quatre Routes – secteur du Marché - à La Courneuve ;
Vu le dossier d'enquête d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire ;
Vu la décision n° E14000007/93 du 18 mars 2014 par laquelle le premier vice-président du tribunal administratif de Montreuil a désigné pour conduire l'enquête en qualité de commissaire enquêteur titulaire M. Pierre VIGEOLAS et, en qualité de commissaire enquêteur suppléant, Mme Micheline BELFORT ;
Considérant qu'il peut être, en l'espèce, procédé à une enquête conjointe ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis,

ARRETE

Article 1er : il sera procédé
du lundi 28 avril au vendredi 16 mai 2014 inclus,
soit pendant 16 jours consécutifs, à une enquête conjointe regroupant :
- une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de rénovation du quartier des Quatre Routes – secteur du Marché - à La Courneuve ,
- une enquête parcellaire sur la commune de La Courneuve, conformément à l'état et au plan parcellaires figurant dans le dossier d'enquête, en vue d'acquérir par voie amiable ou d'expropriation les parcelles de terrain nécessaires à la réalisation du projet et de déterminer la liste des ayants droit à exproprier.

Article 2 : le préfet de la Seine-Saint-Denis est l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, ainsi que pour signer l'arrêté de déclaration d'utilité publique et l'arrêté de cessibilité.

Article 3 : cette enquête sera conduite par **M. Pierre VIGEOLAS** en qualité de commissaire enquêteur, qui siègera en mairie de La Courneuve où toutes les observations doivent lui être adressées.

En cas d'empêchement de M. Pierre VIGEOLAS, la conduite de l'enquête sera assurée par **Mme Micheline BELFORT**, commissaire enquêteur suppléant.

Article 4 : le siège de l'enquête publique est fixé à la mairie de La Courneuve.

Article 5 : un avis d'ouverture d'enquête publique conjointe sera publié par voie d'affiches ou, éventuellement, par tout autre procédé, huit jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, en mairie de La Courneuve. L'accomplissement de cette mesure de publicité incombe au maire et est certifié par lui.

Cet avis sera publié en caractères apparents huit jours au moins avant le début de l'enquête publique et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux d'annonces légales du département de la Seine-Saint-Denis. Ces formalités de publication seront effectuées par les soins et aux frais du maître d'ouvrage.

A – ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Article 6 : les pièces du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la mairie de La Courneuve pendant le délai fixé à l'article 1 afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures habituelles d'ouverture des bureaux et consigner éventuellement ses observations sur le registre réservé à cet effet ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de La Courneuve.

Le commissaire enquêteur examinera les observations consignées ou annexées au registre et entendra toute personne qu'il lui paraîtra utile de consulter. Il établira son rapport en relatant le déroulement de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et l'examen des observations recueillies. Il rédigera ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou non à la poursuite du projet soumis à l'enquête publique.

B - ENQUETE PARCELLAIRE

Article 7 : le plan parcellaire, l'état parcellaire et le registre d'enquête seront déposés en mairie pendant le délai fixé à l'article 1 et aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.

La notification individuelle du dépôt du dossier en mairie sera effectuée par l'expropriant, sous pli recommandé avec demande d'avis de réception à chacun des ayants droit figurant sur les états parcellaires soumis à l'enquête 15 jours avant la fin de celle-ci.

Le commissaire enquêteur examinera les observations consignées ou annexées au registre et entendra toute personne qu'il lui paraîtra utile de consulter. Il établira son rapport en relatant le déroulement de l'enquête parcellaire et l'examen des observations recueillies. Il rédigera ses conclusions motivées en précisant si elles sont favorables ou non à la poursuite du projet soumis à l'enquête publique.

C – DISPOSITIONS COMMUNES

Article 8 : pendant la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations, propositions et contre-propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, tenu à sa disposition en mairie de La Courneuve .

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être adressées par correspondance au commissaire enquêteur au siège de l'enquête.

En outre, les observations écrites et orales du public seront également reçues par le commissaire enquêteur aux lieux et jours fixés à l'article 10 du présent arrêté.

Article 9 : le public pourra consulter les dossiers d'enquêtes aux jours et heures d'ouverture suivants :

Du lundi au vendredi : de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

Les consultations se feront à l'adresse suivante :

Centre administratif de La Courneuve
Unité Territoriale Foncier – Droits des sols (3ème étage)
58, avenue Gabriel Péri - 93120 - La Courneuve

Les mardis après-midi la consultation se fera à l'accueil du Centre Administratif de La Courneuve.

Article 10 : le commissaire enquêteur recevra en personne les observations du public à la mairie de La Courneuve, à l'adresse mentionnée à l'article précédent, aux jours et heures suivants :

- **lundi 28 avril 2014 de 9h00 à 12h00**
- **mardi 6 mai 2014 de 9h00 à 12h00**
- **vendredi 16 mai 2014 de 14h00 à 17h00**

Article 11 : le maître d'ouvrage du projet est la Communauté d'Agglomération Plaine Commune. Toutes informations sur les dossiers d'enquête peuvent être recueillies auprès de :

Communauté d'Agglomération Plaine Commune
21, avenue Jules Rimet - 93218 Saint-Denis Cedex
Tél : 01.49.92.60.83 ou 01.49.92.60.50

Article 12 : à l'expiration du délai d'enquête publique, les registres seront clos par le maire de La Courneuve et mis à disposition du commissaire enquêteur dans les vingt-quatre heures, accompagnés du registre d'enquête.

Le dossier transmis au commissaire enquêteur sera accompagné du certificat d'affichage, d'un exemplaire de l'affiche et des deux numéros des journaux d'insertion.

Article 13 : le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies.

Le commissaire enquêteur consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes en précisant si elles sont favorables, favorables avec réserves ou défavorables au projet.

Article 14 : le commissaire enquêteur transmettra au préfet les registres avec ses pièces annexées, ainsi que le rapport et les conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête.

Article 15 : le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pourront être consultés pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête à la mairie de La Courneuve, ainsi qu'à la préfecture de la Seine-Saint-Denis – direction du développement durable et des collectivités locales – et en sous-préfecture de Saint-Denis.

Article 16 : le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la sous-préfète de Saint-Denis, le maire de la commune de La Courneuve, le président de la Communauté d'Agglomération Plaine Commune sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis et dont une copie sera adressée au commissaire enquêteur, au président du tribunal administratif de Montreuil, ainsi qu'à la directrice de l'unité territoriale de la direction régionale et interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement de la Seine-Saint-Denis.

Le Préfet de la Seine-Saint-Denis
Philippe GALLI

EP14-065

enquete-publique@publilegal.fr

L'Humanité des débats

TRIBUNE LIBRE P. 14
Jean Zay au Panthéon et le drapeau français par Christian de Montlibert, professeur émérite de sociologie

LA CHRONIQUE PHILO P. 15
L'horizon bioéconomique par Cynthia Fleury

LES LECTEURS EN DIRECT P. 18
La prison, marché libre et non faussé, par Marie Vanier.

Table ronde

Jean Jaurès, l'actualité d'un engagement

LES FAITS Le 22 mars dernier, *l'Humanité* organisait une table ronde au Salon du livre de Paris sur le thème « Que reste-t-il de Jaurès ? ». Notre compte rendu de cette rencontre à laquelle le public participait en nombre.

LE CONTEXTE Jaurès est vivant ! Ouvrages, conférences, débats se multiplient… En cette année 2014, on célèbre les cent dix ans d'existence de *l'Humanité*, fondée par Jean Jaurès ; l'homme politique dont on commémore le centenaire de l'assassinat fait partout l'actualité..

AU DÉBUT DE NOTRE XXIe SIÈCLE, LES ANALYSES ET CHOIX DE JAURÈS SONT D'UNE CRIANTE ACTUALITÉ. PHOTO PIERRE PYTKOWICZ

Gilles Candar, historien, président de la Société d'études jaurésiennes et coauteur de *Jean Jaurès*.

Monique Pinçon-Charlot et **Michel Pinçon,** sociologues et auteurs de *la Violence des riches*.

Charles Silvestre, vice-président des Amis de l'Humanité et auteur de *la Victoire de Jaurès*.

En ce centenaire de l'assassinat de Jean Jaurès qui a donné le signal de départ à l'effroyable Première Guerre mondiale, on met l'accent sur son combat pour la paix. Faut-il y voir la réalisation d'une action et d'une pensée de l'émancipation humaine ? Qu'en pensez-vous Gilles Candar en tant qu'historien et coauteur de sa biographie (1) de référence ?

GILLES CANDAR Effectivement, Jaurès est d'abord un penseur de l'émancipation. Il fait de la politique suivant un choix philosophique, presque civique : il veut libérer l'homme. Le jeune et brillant normalien, agrégé de philosophie, possède une culture colossale. Il a tout lu. Ce qu'il connaît le moins bien finalement, c'est la société de son temps qui l'entoure à Paris, et même à Castres, sa ville natale. Promis à un grand avenir à vingt-cinq ans, c'est en devenant député qu'il va acquérir une connaissance plus réelle de la diversité sociale et choisir de se mettre au service de l'idée d'émancipation. Chez lui, il y a l'idéal d'une République qui accomplirait les promesses de la Révolution française : une République de citoyens libres et égaux en droits. Il avance ses idées et fait très concrètement des propositions de réformes au sein du Parti républicain dont il fait partie. Mais très vite, il va se rendre compte qu'elles ne passent pas. Dans le texte « les Hommes pratiques » que j'aime beaucoup, il écrit, au moment où il s'apprête à devenir socialiste : « *On me reproche parfois d'être un philosophe, d'être dans les nuées mais c'est tout le contraire. C'est parce que je suis clair que l'on me fait ces reproches. Vous me comprendriez mieux si j'étais moins clair.* » Jaurès réalise cela lorsqu'il commence à parler des réalités d'une retraite pour les ouvriers, du droit des ouvriers mineurs, etc. Contrairement à l'idée répandue, ce n'est pas forcément par la lecture directe de Marx ou de tels ou tels grands penseurs que l'intellectuel Jean Jaurès découvre la lutte des classes. C'est en député républicain avec les ouvriers du Tarn, de Toulouse ou de Paris et en constatant les blocages devant les moindres propositions de réformes sociales qu'il peut faire.

Cette découverte des classes sociales conditionne le parcours de Jaurès. Qu'en pensent les sociologues ? L'homme politique d'aujourd'hui est-il confronté à cette même réalité ?

MONIQUE PINÇON-CHARLOT Jaurès découvre en son temps la lutte de classes sur le terrain lorsqu'il se retrouve dans ce face-à-face entre les mineurs et le marquis de Solages, propriétaire des mines de Carmaux. Dans nos travaux de recherche, nous montrons que nous sommes passés de la lutte de classes à la « guerre des classes ». En cent ans, il y a eu des changements incroyables. Nous sommes passés à un autre système de fonctionnement supranational avec des gouvernances mondiales comme on le voit avec l'Europe néolibérale ou à l'échelle du monde avec des instances telles que le FMI non démocratiques et technocratiques. Ce sont des instances de mobilisation de la classe dominante oligarchique. De telle sorte qu'aujourd'hui, avec les différentes armes financières, idéologiques et même linguistiques qu'elles sont capables de monopoliser, l'émancipation des travailleurs est beaucoup plus difficile ! Le constat que nous faisons dans *la Violence des riches* (2) plomberait le moral de Jaurès, comme le nôtre. Pourtant, il faut le garder ! Nous sommes tous là et le changement est toujours dans nos mains.

MICHEL PINÇON Dans nos travaux, nous nous sommes rendu compte que la grande bourgeoisie est un groupe social qui se présente toujours sous une forme très mobilisée. Un groupe qui a conscience de lui-même et dispose des instances de sociabilité et de rencontres multiples et variées avec de nombreux cercles et clubs. En regard, la classe ouvrière ou les classes subalternes sont si dominées que la conscience de classe nous paraît être très effacée. De nombreux indices en attestent. Dans les élections, les ouvriers et les employés constituent le groupe social qui s'abstient le plus. Cet éloignement des milieux populaires de la conscience de classe et de la lutte se retrouve aussi dans la difficulté des partis politiques progressistes ou dans la désyndicalisation. Et puis, il y a la financiarisation de l'économie. C'est différent de l'époque de Jaurès durant laquelle les patrons étaient bien identifiés. On savait qui tirait les ficelles. On est maintenant dans un nuage de responsabilités. L'adversaire n'est pas clairement défini.

Il y a eu de nombreux bouleversements en cent ans… Pourquoi faut-il alors repartir de Jaurès pour penser un monde nouveau au point de parler de la « victoire de Jaurès », comme vous le faites, Charles Silvestre ?

CHARLES SILVESTRE *La Victoire de Jaurès* (3) commence à son époque et va jusqu'à aujourd'hui. Il y a une projection de Jaurès au travers du XXe siècle jusqu'à nos jours. L'œuvre de Jaurès est immense. C'est un continent ! Lorsqu'on dit Jaurès, on parle aussi du mouvement ouvrier. Jaurès n'est pas un génie isolé ! Dans ce grand œuvre, l'action particulièrement magistrale réside dans sa lutte contre la guerre. En ce centenaire, on va beaucoup parler du Jaurès mort, sacrifié le 31 juillet 1914. Pour ma ●●●

Table ronde

part, j'ai envie que l'on parle du Jaurès vivant. En particulier, celui qui crée l'*Humanité* le 18 avril 1904, dont on fête le cent dixième anniversaire. On dirait qu'il a fondé ce journal pour lutter contre la guerre pendant les dix dernières années de sa vie. Il y a chez Jaurès une clairvoyance. La victoire de Jaurès repose sur cette clairvoyance. Jaurès, longtemps à l'avance, à partir des années 1890, voit venir la guerre. Il comprend que l'alliance qui se noue entre la France républicaine et la Russie du tsar va inévitablement provoquer une autre alliance, celle de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne. J'aime à faire des projections de Jaurès jusqu'à aujourd'hui… Lorsque j'entends dire qu'en Ukraine, il y a deux camps, l'Otan d'un côté et la flotte russe de l'autre, je crois qu'il y a du souci à se faire. Je ne veux pas être un oiseau de malheur, mais il faut faire très attention. La grande leçon de Jaurès, c'est deviner longtemps à l'avance les germes de guerre car, lorsque la guerre se déclare, il est trop tard.

GILLES CANDAR Je suis d'accord avec Charles Silvestre concernant la clairvoyance. Jaurès a des facultés d'imagination qui nourrissent son intelligence. Pour lui, la guerre menace aussi tous les efforts en France pour démocratiser, laïciser et socialiser la République qui ont permis des petites avancées : amorce d'une retraite, journée de dix heures, jour de repos hebdomadaire le dimanche, etc. Il voit que le conflit va entraîner une catastrophe et un recul de civilisation. Sa clairvoyance est telle qu'il en voit y compris les conséquences désastreuses pour le mouvement ouvrier. Il voit s'envoler les germes d'espoir d'une évolution pacifique dans une lutte des classes régulée. Jaurès prévoit que cet effort de civilisation sera perdu des deux côtés après un conflit si meurtrier. Du côté patronal, après la guerre, les solutions seront d'ailleurs trouvées dans un rapport de forces et la brutalité. Le mouvement ouvrier devra se radicaliser et avoir une vision plus âpre de la lutte de classes. Il envisage une révolution possible et si elle avait lieu en Russie – il s'y attendait –, elle doit prendre la forme d'une révolution violente, postguerrière.

CHARLES SILVESTRE Dans l'*Humanité* du 23 février 1905, à propos de la répression sanglante de la marche pacifique des ouvriers russes à Saint-Pétersbourg, Jaurès écrit un article extraordinaire intitulé « Le tsarisme est mort ». Il explique que si l'ordre établi ne laisse pas s'accomplir la révolution sous la forme d'évolutions ou transformations sociales, il y aura de la violence. Il ne s'est pas trompé.

Même si les réalités vécues sont parfois très éloignées, on peut toutefois se demander si le monde dans lequel Jaurès a évolué est si différent du monde actuel ?

GILLES CANDAR Il est évident qu'il y a des tas de choses qui ont changé et, en même temps, on retrouve finalement en ce début du XXIe siècle des données du monde des années 1900. C'est vrai de la mondialisation des échanges et de la production. À la Chambre des députés, on parle de la concurrence des produits à bas prix en provenance de la Chine ou d'Inde. Sur le plan politique, avec la réalisation du programme républicain et laïque, on vit une période d'hésitation, un peu trouble et équivoque. La droite et la gauche ont perdu leurs repères. Jaurès réfléchit beaucoup aux conditions à réunir pour affirmer un combat politique et social orienté à gauche qui permette de s'insérer dans des alliances diverses selon les sujets. Il me semble que cela entre en résonance avec la société française actuelle. Il y a une différence : du temps de Jaurès, on est très conscient que la lutte doit être menée au niveau international.

CHARLES SILVESTRE Pour moi, le fait le plus saillant chez Jaurès est qu'il est un républicain qui se refonde dans le peuple, dans le mouvement ouvrier parce qu'il découvre que la République s'arrête aux portes des usines et au droit social. Sa refondation de la République s'inscrit dans le combat de classe. La question de refonder la République sur ses bases sociales est toujours posée aujourd'hui. La République est-elle sociale ? Va-t-elle « jusqu'au bout » ?

MONIQUE PINÇON-CHARLOT Je répondrai à cette interrogation. Aujourd'hui, nous sommes face à une République censitaire ! On peut chercher des tendances lourdes qui demeureraient et réhabiliteraient Jaurès mais en tant que sociologues, nous assistons à des bouleversements de fond impossibles à nier. La République censitaire a balayé la démocratie et les droits de l'homme bien que la bourgeoisie avance sous ce masque. La classe politique, à l'exception des élus du Front de gauche, est favorisée. Elle est complice du diktat de la finance à l'échelle mondiale. Rien que les produits dérivés, qui sont des paris spéculatifs sur des contrats d'assurance, représentent plus de 70 fois le produit intérieur brut mondial. Imagine-t-on seulement la bulle financière au-dessus de nos têtes ? Il y a une violence inhérente. Jaurès le disait : « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* ». Lui pensait la guerre entre pays mais, aujourd'hui, nous montrons que cette guerre a mué en une « guerre des classes » menée par les plus riches. Il ne faut pas dénier cette réalité nouvelle par rapport à Jaurès.

En quoi Jaurès nous est utile ? Que reste-t-il de Jaurès aujourd'hui ?

CHARLES SILVESTRE Il reste l'*Humanité*. Il faut la lire et la faire connaître ! Ce journal qui vient de Jaurès n'est pas suffisamment connu. Et puis, il faut parcourir « Notre but », le premier éditorial du 18 avril 1904 qui synthétise les volontés et analyses éblouissantes de Jaurès. Pour ma part, je soulignerai deux dimensions très importantes : l'expression du mouvement ouvrier et la culture. Jaurès fait appel à toutes les communications ouvrières, y compris de syndicats avec qui il est en désaccord. Jaurès est aussi un grand homme de culture, le découvreur d'Arthur Rimbaud ! Jaurès a fondé *l'Humanité* sur ces bases formidables. Je suis ravi que *l'Humanité* existe toujours et essaie de faire la preuve, chaque jour, que s'y croisent toujours l'histoire sociale et la culture.

GILLES CANDAR Il faut lire Jaurès sous toutes ses formes. Je citerai le recueil de textes *Jaurès actuel* (4). Il y a aussi bien sûr le fameux éditorial évoqué dont vous pouvez retrouver, en ce moment, à l'hôtel de Soubise à Paris le document original prêté par le journal à l'exposition qui se tient aux Archives nationales jusqu'en juin. En le lisant, on se rend compte que Jaurès est toujours un peu plus complexe que l'on pourrait le croire. Il est adapté au monde d'aujourd'hui puisqu'il est à la croisée des chemins. Jaurès écrit souvent dans *l'Humanité* sur les découvertes et les inventions et, en même temps, sur les catastrophes et les régressions toujours possibles. Alors que nous sommes confrontés à une contre-offensive des possédants et que nous nous trouvons à une croisée des chemins, Jaurès me paraît un excellent auteur.

MONIQUE PINÇON-CHARLOT Toutes les personnes que nous avons interviewées pour nos travaux de sociologues sont celles qui possèdent les médias : Rothschild pour *Libération*, Matthieu Pigasse et Xavier Niel pour *le Monde*, Bolloré pour *Direct*, Bernard Arnault pour *les Échos*, Bouygues pour TF1, etc. Dans ce contexte, ça fait du bien de lire un journal au service des luttes. Nous lisons beaucoup d'ouvrages mais on se nourrit aussi beaucoup de ce journal créé par Jean Jaurès. Lire l'*Huma*, ça nous rafraîchit la tête. Et je dirai même que cela nous empêche de tourner notre veste comme le font de nombreux intellectuels que je ne nommerai pas. Merci à Jean Jaurès et à *l'Humanité* ! ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR PIERRE CHAILLAN

« Jean Jaurès est adapté au monde d'aujourd'hui puisqu'il est à la croisée des chemins. »

GILLES CANDAR

« Jaurès le disait : "Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage." »

MONIQUE PINÇON-CHARLOT

« Il y a de nos jours financiarisation de l'économie. À l'époque de Jaurès les patrons étaient bien identifiés. »

MICHEL PINÇON

« La grande leçon de Jaurès, c'est deviner longtemps à l'avance les germes de guerre. »

CHARLES SILVESTRE

PETITE CHRONOLOGIE

3 septembre 1859 Naissance (Castres).
1881 Professeur de lycée à Albi.
1885 Député du Tarn.
1886 Mariage avec Louise Bois.
1890 Maire adjoint de Toulouse.
1892 Grève des mineurs de Carmaux.
1895 Fondation de la CGT. Dégradation de Dreyfus.
1896 Verrerie ouvrière d'Albi.
1900 Débat avec Jules Guesde à Lille.
1902 *Histoire socialiste de la Révolution française*.
1903 Vice-président de la Chambre.
18 avril 1904 Création de *l'Humanité*.
1905 Unification des Partis socialistes.
1906 Réélu à Carmaux. Catastrophe de Courrières, puis grève des mineurs. Controverse avec Clemenceau.
1911 Voyage en Amérique latine. *L'Armée nouvelle*.
1912 Congrès de Bâle.
25 mai 1913 Meeting du Pré-Saint-Gervais.
31 juillet 1914 Assassinat par Villain à Paris au café du Croissant

(1) Éditions Fayard, 2014.
(2) Éditions Zones, la Découverte, 2013.
(3) Éditions Privat, 2013.
(4) Éditions l'Humanité, 2014.

Les contenus et l'avenir de l'enseignement supérieur bousculés

Les cours en ligne ouverts et massifs vont-ils tuer les universités ?

PIERRE MŒGLIN, professeur en sciences de l'information et de la communication à l'université Paris-XIII, fondateur du LabSic et de la Maison des sciences de l'homme (USR CNRS 3258).

ÉRIC BRUILLARD, professeur des universités, directeur du laboratoire Sciences techniques éducation formation (Stef) de l'École normale supérieure de Cachan et de l'Institut français de l'éducation.

BIBLIOTHÈQUE DE L'UNIVERSITÉ PANTHÉON-SORBONNE, À PARIS. PHOTO HYR MURATET/DIVERGENCE

Quels changements pédagogiques apportent les Mooc par rapport aux cours classiques de l'université, au-delà du plus grand nombre d'auditeurs ?

PIERRE MŒGLIN Nombre d'initiatives s'autorisent du label des Mooc tout en pratiquant des pédagogies très différentes. Au Canada et aux États-Unis, trois courants pédagogiques président à leur naissance, en 1988. Le premier privilégie l'apprentissage à plusieurs au nom de la théorie connectiviste. Le deuxième prône la méthode de la classe inversée selon laquelle les étudiants commencent par consulter des ressources, formulent des questions et les traitent ensuite avec le professeur. Le troisième s'inspire de l'idéal de l'enseignement pour tous cher aux tenants de l'éducation populaire, depuis Condorcet et les pédagogues progressistes du XIXe siècle. Incontestable volonté d'améliorer l'enseignement donc, mais rien de très nouveau du point de vue pédagogique. S'imposent alors les trois plates-formes californiennes, Coursera, Udacity et EDX, dont seule la dernière est « non profit ». Elles jouent la quantité au détriment de la qualité, proposant des cours qui sont pour la plupart des conférences plus ou moins illustrées et que ne suivent jusqu'au bout qu'un nombre infime d'inscrits. Élèves et étudiants sont d'ailleurs minoritaires sur les Mooc, par rapport aux personnels en activité et surtout aux amateurs éclairés, qui témoignent d'une forte demande sociale d'accès à la connaissance.

ÉRIC BRUILLARD Il est difficile de démêler ce qui ressort de la démocratisation du savoir et de la marchandisation de son acquisition. C'est typique de ce qui se développe avec Internet : la force du nombre, entre altruisme et barbarie. Outre l'aspect massif revendiqué des Mooc, on peut les définir comme une forme d'enseignement à distance basé sur Internet, associé à des réseaux sociaux et un cadrage, notamment temporel, fort. La grande majorité des étudiants (les 4/5) sont des diplômés de l'enseignement supérieur qui ont acquis l'autonomie suffisante pour suivre ce type de cours avec profit. C'est un public privilégié constitué de personnes souhaitant acquérir de nouvelles compétences afin de trouver un emploi, d'en changer ou d'améliorer leur situation. Deux effets à souligner : l'effet de « marque », suivre un cours d'une institution prestigieuse, du MIT, de Stanford ou d'une grande école française, est perçu comme une chance ; l'effet de proximité, voire de connivence : on travaille chez soi, sur ses propres machines, avec la possibilité de contrôler les vidéos de cours. Le phénomène Mooc apparaît moins comme un moteur de changements qu'un révélateur de changements déjà en cours, au mieux un catalyseur. C'est d'abord une innovation institutionnelle, pas vraiment pédagogique. Il s'agit plutôt d'un accroissement de l'offre de formation, venant d'institutions d'enseignement supérieur traditionnelles et d'autres sources. Les changements en cours viennent notamment de l'enseignement à distance, dans lequel les rôles et les métiers dans les universités traditionnelles sont en partie modifiés. Mieux accompagner les étudiants pour qu'ils réussissent devient une nécessité pour les universités, les Mooc ne règlent pas cette question mais offrent des compléments qui peuvent être utiles.

Les Mooc affectent-ils la finalité du métier d'enseignant (transmission de savoirs et de recherches, liberté pédagogique, et accompagnement des étudiants) ?

ÉRIC BRUILLARD Que le métier change, c'est déjà le fait des technologies, des politiques et de mutations générales qui dépassent très largement la question des Mooc. En particulier, le rythme accéléré de renouvellement des savoirs, les modes d'accès facilités à une partie de ces savoirs, le rapport des étudiants au savoir (est-il notamment toujours utile de l'acquérir ?), la pression croissante vers une meilleure employabilité… sont des facteurs de changement importants. C'est peut-être le rôle et la finalité de l'université qui sont en fait en question.

PIERRE MŒGLIN Les Mooc sont rarement lancés par des établissements. Souvent ce sont des initiatives isolées qu'ensuite ils rejettent ou récupèrent. Les missions fondamentales des enseignants ne sont donc pas directement menacées. En revanche, les plates-formes entendent dicter leur loi à ces établissements, dont elles mettent les cours en bouquets de manière à prélever au passage une partie des recettes. Le contrat entre Coursera et Stanford prévoit que 80 % des revenus tirés des certificats reviennent à Coursera. Ce que Google, Apple et les autres géants du numérique font à la presse, à la musique enregistrée, au cinéma, les plates-formes veulent donc le faire aux universités à l'échelle internationale. Mais avec beaucoup d'illusions selon moi.

Les Mooc représentent-ils une façon de résoudre les crises financières et l'insuffisance de locaux et d'enseignants-chercheurs des universités ?

ÉRIC BRUILLARD Ils n'ont pas ce pouvoir, du moins dans leur forme actuelle. Mais ils peuvent constituer le prétexte ou l'instrument de différentes politiques. L'idée récurrente de remplacer des enseignants par des machines ou par des technologies de diffusion de masse (radio, télévision, etc.) n'a pas connu un gros succès. L'université et l'école ont pour le moins coexisté avec le livre et sont en grande partie structurées autour du livre, elles ont à évoluer avec le déploiement des technologies issues de l'informatique.

PIERRE MŒGLIN Le mouvement des Mooc a été favorisé aux États-Unis par l'augmentation des droits d'inscription, qui touche surtout les classes moyennes. Aussi ne manque-t-il pas de bons esprits, y compris en France, pour penser qu'un cours rassemblant plusieurs milliers d'inscrits et dont, parfois, chacun corrige les copies des autres coûte beaucoup moins cher qu'un enseignant en chair et en os. Faux calcul : un enseignement au rabais n'a aucune chance de s'imposer. Ma crainte est cependant que l'échec prévisible des Mooc ne disqualifie toute la formation à distance. Or, celle-ci peut être porteuse d'un authentique projet de renouvellement démocratique de l'éducation. •

ENTRETIENS RÉALISÉS PAR ANNA MUSSO

Tribune libre

Lui reprocherait-on d'avoir vu juste sur « l'étrange défaite » ?

Jean Zay au Panthéon et le drapeau français

Par Christian de Montlibert,
professeur émérite de sociologie.

Partout l'extrême droite relève la tête. Des groupuscules ont vociféré dès que le président de la République a annoncé le transfert des cendres de Jean Zay au Panthéon. Ils lui reprochent d'avoir écrit, en 1924 (dans une correspondance privée, dérobée et diffusée en 1932), un poème contre la guerre qui, à leurs yeux, « *injurie* » le drapeau français. Oui, Jean Zay était pacifiste. Il savait ce qu'avait été l'existence dans les tranchées (la boue, les parasites et les rats y pullulaient). Il savait que les généraux français avaient été parmi les derniers à s'en préoccuper. Il savait que la mort était omniprésente et, qu'après les attaques d'artillerie, les morceaux des corps déchiquetés des camarades gisaient, éparpillés. Il n'ignorait pas que la guerre avait décimé des générations, que les gazés et amputés étaient nombreux et qu'on comptait nombre de suicides parmi les anciens combattants.

Il savait aussi que les soldats ne pouvaient que s'interroger sur les finalités d'une guerre qui n'en finissait pas. S'emparer des marchés coloniaux, dominer économiquement l'Europe ne faisait pas rêver. La réponse qu'on leur donnait tenait en deux mots : l'honneur devant eux et la répression derrière eux. Dans le dos des soldats, il y avait la police militaire chargée d'arrêter les « *fuyards* ». Les généraux, Pétain en tête, avaient très tôt institué des tribunaux militaires pour réprimer toute tentative de « *démoralisation* » (« *les mauvais sujets* » étaient déportés dans les colonies), pour sanctionner l'absence d'ardeur guerrière (des milliers de prévenus appartenant presque tous aux classes populaires furent déférés), pour condamner à la peine de mort les auteurs d'« *insubordination* » et de « *désertion* » (au moins 600 furent fusillés et plus de 2 000 virent leur condamnation commuée en peine de travaux forcés à perpétuité). Devant eux, pour les faire avancer, il y avait « l'*honneur* » accroché au drapeau. Pourtant, seule la solidarité des camarades de tranchée les faisait tenir, aussi est-il arrivé un moment où l'emblème est apparu comme souillé du sang et des parcelles de chair des copains. Reprocherait-on à Jean Zay d'avoir vu juste sur la « *boucherie* » de la guerre impérialiste de 1914-1918 ?

« Il savait aussi que les soldats ne pouvaient que s'interroger sur les finalités d'une guerre. »

Mais l'extrême droite lui reproche surtout d'avoir vu juste sur « *l'étrange défaite* » ? N'écrivait-il pas de sa prison : « *Pour les hommes de Vichy, le sentiment de la défaite acquise et irrévocable est une base indispensable, l'assise sur laquelle doit s'édifier leur alliance avec l'hitlérisme.* » Il avait, en effet, très vite compris la nature de la collaboration comme il avait compris la nature des régimes fascistes et pris position en faveur d'une intervention en Espagne. Il avait dénoncé la signature des accords de Munich, réclamé une intervention militaire contre l'Allemagne nazie après l'annexion des Sudètes. Il s'était opposé aux manœuvres d'un Bonnet stipendié par les nazis.

Ceux qui, aujourd'hui, se prétendent « *nationaux* » et accusent l'antifasciste et patriote Jean Zay sont les successeurs des factieux qui ont tenté un coup d'État en 1934, les nostalgiques du régime de Pétain, les héritiers de la Cagoule et de la milice, persuadés qu'il faut préférer une dictature au socialisme, en somme Hitler au Front populaire.•

Transition, attente des voyageurs et des territoires

Vers la fin des liaisons ferroviaires interrégionales ?

Par Jean Sivardière, président de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut).

Le réseau ferré français comprend 20 000 kilomètres de lignes ouvertes au trafic voyageurs : dans dix ans, si la politique de l'État et des régions n'est pas réorientée, le quart de ce réseau aura disparu à la suite des défaillances de l'exploitation et à cause de l'état dégradé des infrastructures. Les horaires des rares trains qui parcourent les lignes menacées sont souvent inadaptés aux besoins et les correspondances mal assurées, les suppressions de trains et les retards découragent la clientèle. Faute d'entretien, l'infrastructure se dégrade, les trains sont ralentis afin de maintenir la sécurité et la durée allongée des trajets accentue le déclin de la clientèle. À partir d'un certain seuil de dégradation, des travaux de « régénération » de l'infrastructure sont nécessaires. Mais la SNCF, RFF, l'État et les régions concernées les estiment trop coûteux. La ligne est alors fermée et les services transférés sur route, d'où une fuite importante de clientèle vers la voiture qui met en péril le maintien du service public pour les voyageurs non motorisés. Bien des lignes ont disparu selon ce scénario, elles sont nombreuses aujourd'hui à être menacées du même sort. Mais il ne s'agit plus seulement, comme dans le passé, de lignes régionales desservant des zones faiblement peuplées : ce sont des lignes interrégionales qui vont disparaître, comme déjà, fin 2013, la ligne Verdun-Châlons-en-Champagne. La fin des liaisons Clermont-Limoges et Clermont-Brive-Bordeaux par Ussel est programmée pour juillet 2014 : la section centrale Laqueuille-Eygurande (22 kilomètres seulement) ne sera pas régénérée, bien que les travaux nécessaires soient peu coûteux et que d'autres sections aient été rénovées récemment. Des capitales régionales sont pourtant concernées. Mais la région Auvergne refuse d'intervenir dans le cadre du prochain contrat de projets État-région, alors qu'elle pourrait bénéficier d'aides de RFF, de l'État et de la région Limousin.

« Les voyageurs ont besoin de relations ferroviaires interrégionales, et pas seulement de TER et de TGV. »

La disparition d'autres lignes interrégionales est vraisemblable dans un proche avenir. La rénovation de la section Thiers-Noirétable (22 km) de la ligne Clermont-Saint-Étienne (143 km) est devenue nécessaire, mais la région Auvergne s'en désintéresse. La fermeture de la ligne Clermont-Béziers (ligne des Causses), très dégradée et peu fréquentée (un seul aller-retour par jour…), renforcerait elle aussi l'enclavement ferroviaire du Massif central. Celle de la ligne Grenoble-Gap est annoncée. Quant à la ligne Nantes-Bordeaux, en très mauvais état entre La Roche-sur-Yon et La Rochelle, sa rénovation est actée, mais pas encore financée… À la contraction annoncée du réseau ferré s'ajoute celle de l'offre des trains interrégionaux Intercités, qui se poursuit malgré la signature, en 2010, de la convention État-SNCF qui a fait de l'État l'autorité organisatrice de cette offre : l'État approuve toutes les suppressions proposées par la SNCF. Mais l'autocar, plus lent et moins confortable, ne peut remplacer le train sur les distances concernées. Les voyageurs ont besoin de relations ferroviaires interrégionales, et pas seulement de TER et de TGV. Il est temps que l'État et les régions ne se contentent pas de renforcer le maillage autoroutier sans souci de rentabilité économique, tout en parlant de transition énergétique, et maintiennent ou remettent en état un réseau ferré maillé répondant à l'attente des voyageurs et des territoires. •

Tribune libre

Du mythe à la réalité, le besoin de la conscience des luttes et du rapport de forces

L'Europe des peuples comme alternative

Par Caroline Bardot et **Renaud Boissac**, coordinateurs du dossier consacré à l'Europe paru dans *la Revue du projet* (1).

Commençons par le commencement, le mythe d'Europe. Les textes et les représentations iconographiques sont aussi divers que les interprétations auxquelles cette figure a pu et peut donner lieu. Donnons une des versions récurrentes, qui fait d'Europe une princesse phénicienne enlevée par Zeus métamorphosé en taureau blanc.

Pourquoi repartir de ce mythe : faut-il y voir un lien entre cette figure féminine et le continent ? Si les historiens n'établissent pas de lien clair entre le mythe et le continent, d'autres qu'ils soient poètes ou politiques le font. Alors l'Europe : mythe ou réalité ? Autrement dit, l'Europe n'est-elle in fine qu'une construction politique fluctuante à travers les âges ?

Dans l'Antiquité, Hérodote et Hippocrate la font s'étendre de l'Adriatique à la mer Noire, soit, approximativement, le périmètre des Balkans. Et déjà cette définition n'est pas tant géographique que géopolitique puisque l'on se situe dans un contexte de guerre contre les Perses. Autre exemple plus récent : ce sont les cartographes de l'Empire russe qui, au XIXe siècle, ont déplacé les frontières de l'Europe jusqu'à la mer Caspienne afin de justifier l'annexion de la Géorgie et de l'Arménie.

Une définition géographique de l'Europe paraît dès lors très complexe. D'ailleurs, on ne trouve nulle part trace, dans le droit européen primaire, de ce que doivent être les limites de cette Europe. Le traité de Rome indiquait bien que « *tout État européen peut demander à devenir membre de la communauté* ». Si les frontières sont nettes au Nord et à l'Ouest, elles sont plus floues à l'Est et au Sud, si bien que le Maroc avait fait acte de candidature en 1992, la Turquie en 1986 ou encore la Macédoine en 2004.

S'il n'est donc pas aisé de délimiter l'Europe géographique, il n'est pas plus facile d'en donner une nature politique, un cadre juridique et institutionnel. Organisation internationale régie par le droit international public ? Nouvelle forme d'État ? Des juristes en viennent même à parler « *d'objet juridique non identifié* » tant l'ambiguïté est grande. Ainsi, si les États-nations du « Vieux Continent » se voient déposséder de certaines compétences propres et si l'intégration grandit, il serait faux de limiter le débat au classique « souverainistes contre fédéralistes », tant la part de l'intergouvernemental et du dialogue des juges entre les Cours joue un rôle important aujourd'hui.

Y aurait-il donc un fond commun européen fondant une Europe des consciences ? Les enquêtes menées sur le sentiment d'appartenance à l'Europe montrent que celui-ci est peu affirmé alors même que de plus en plus de gens aspirent à voyager, étudier, vivre librement partout en Europe. Ainsi, si l'Europe est devenue un objet historique, elle demeure une réalité à géographie et à significations variables, un horizon politique porté au nom d'une prétendue paix et prospérité économique alors que, dans sa forme actuelle, elle ne répond ni à ces objectifs et ne sert pas non plus les intérêts des peuples… Nous voilà proches, à nouveau, de la définition du mythe ! C'est justement ce mythe de l'Europe libérale, cette croyance dans la règle d'or budgétaire, cette fuite en avant dans la régression sociale, cette mise en concurrence entre les peuples, qu'il nous faut déconstruire.

« Il est flagrant de constater l'absence d'adhésion populaire à l'Europe politique. »

Car n'est-ce pas au nom de ce mythe que les oppositions se cristallisent encore aujourd'hui et notamment en Ukraine ? Jean Geronimo, spécialiste des questions économiques et géostratégiques russes, expliquait, dans un article paru dans *l'Humanité* dernièrement, que l'enjeu caché du renversement de pouvoir en Ukraine est la réduction de la puissance russe et l'affaiblissement de sa ceinture périphérique, en vue de renforcer l'Europe dite démocratique et de dissuader toute velléité de « retour impérial » de l'ancienne puissance communiste ; autrement dit, le contrôle par l'axe euro-atlantique d'un espace stratégique, sur les plans politique et énergétique.

Faisons nôtre cette analyse de Roland Barthes qui écrivait que « *la bourgeoisie se masque comme bourgeoisie et par là même produit le mythe ; la révolution s'affiche comme révolution et par là même abolit le mythe* ». À nous donc de démystifier cette construction de l'Europe et de construire une Europe des peuples.

Il est flagrant de constater aujourd'hui l'absence d'adhésion populaire à l'Europe politique, d'où l'autoritarisme qui vise à dessaisir les assemblées élues et les peuples de leur pouvoir de décision. Ainsi, en France, la large victoire du « non » au référendum sur le projet de traité constitutionnel en 2005 aura été bafouée quelques années plus tard. Avec la crise, les élites politiques européennes ont renforcé cette double oppression : celle de l'austérité et celle de l'atteinte au droit de décider librement de son avenir.

Cette crise de légitimité, crise politique par essence, est amplifiée par une crise sociale où même l'activité humaine perd son sens. Un certain nombre de discours préfèrent laisser croire qu'il est impossible d'influer sur le cours des choses dans une Union européenne qui serait exclusivement à la solde de « technocrates ou de groupes de pression ».

C'est pourquoi il faut que ces aspirations au changement trouvent une résurgence politique. Les opportunités existent pour mener une bataille sur les causes de la crise. Les résistances sociales sont fortes, et il en émerge une conscience européenne de la lutte, c'est-à-dire de la nécessité de mener les luttes au niveau national et européen.

Il est aisé de constater que la volonté des gouvernements nationaux influe sur les politiques européennes et qu'inversement celles-ci se mènent avec la complicité de ces mêmes dirigeants. La bataille se joue donc bien sur le terrain du rapport de forces politique à construire du niveau le plus local jusqu'au Parlement européen, des batailles syndicales à venir jusqu'aux élections européennes.

Il nous revient de proposer cette alternative, c'est-à-dire de travailler à un contenu différent mais aussi au chemin pour l'atteindre. ●

(1) Le numéro 36, avril 2014, de *la Revue du projet* est à télécharger sur le site www.pcf.fr.

LES LIMITES DU CONSEIL DE L'UE

Composé des ministres des gouvernements nationaux, le Conseil de l'Union européenne se décline en plusieurs configurations selon le sujet à l'ordre du jour. Moins connu que la Commission européenne, il décide pourtant des actes législatifs et budgétaires sur un certain nombre de sujets, en codécision avec le Parlement européen. Sont toutefois exclues les politiques économiques et monétaires de l'Union européenne.

LA CHRONIQUE PHILO DE CYNTHIA FLEURY

L'horizon bioéconomique

« Horizon 2020 », tel est le nom donné au nouveau programme-cadre de recherche européen (qui commence en 2014), qui regroupe, pour la première fois dans un seul programme, les programmes de recherche et d'innovation européens tels que le PCRDT, Euratom, les actions pour l'innovation du programme-cadre pour l'innovation et la compétitivité, l'Institut européen d'innovation et de technologie. Parmi les défis sociétaux prioritaires auxquels le programme doit répondre, celui de la bioéconomie. Ce n'est pas sans rappeler ce même défi, posé par le programme d'action de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), intitulé « La bioéconomie à l'horizon 2030 », qui cherche à favoriser la mise en place d'un modèle de développement au sein duquel l'exploitation et la manipulation technoscientifiques du vivant constituent la source de la productivité économique. Dans la même veine, le programme du gouvernement américain, « National Bioeconomy Blueprint » (2012).

« Les sciences de la vie et les politiques libérales se sont alliées pour former un biocapital »

Dans *le Corps-marché. La marchandisation de la vie humaine à l'ère de la bioéconomie* (Le Seuil, 2014), Céline Lafontaine revient sur les trois piliers de la bioéconomie : une connaissance approfondie des gènes et des processus cellulaires complexes, la biomasse renouvelable et l'intégration sectorielle des biotechnologies. « *Perçus comme une ressource renouvelable et non polluante, les organismes vivants incarnent l'espoir d'échapper à l'entropie et de poursuivre une croissance économique illimitée.* » On est très loin, à l'opposé même, de la philosophie inaugurale de l'économiste Georgescu-Roegen, qui a problématisé la notion de bioéconomie dès 1975 pour mieux remettre en cause les bases de l'industrialisme productiviste et l'ouvrir à la nécessaire décroissance. Voilà donc le monde vivant, « *considéré comme une mine à exploiter* » (Anders), que l'on peut marchandiser en pièces détachées (gènes, tissus, cellules, organes). La thèse n'est pas nouvelle mais techniquement tout à fait possible aujourd'hui. C'est aussi l'instauration de ce qu'a nommé Foucault le « *biopouvoir* » comme élément indispensable au développement du capitalisme. Le corps y est une réalité biopolitique, et la médecine une stratégie biopolitique. Le corps productif de l'ouvrier a donc laissé sa place au corps ressource de la bioéconomie, écrit Lafontaine. Les sciences de la vie et les politiques libérales se sont alliées pour former un biocapital, où les visions du monde vivant et de l'économie se façonnent mutuellement. S'ouvre alors un nouveau territoire, celui de la biocitoyenneté, « *centrée sur l'optimisation des potentialités biologiques et corporelles des individus* ». Il est étonnant de noter que les vieilles philosophies grecques et arabes envisageaient la notion d'âme collective. Qui sait si, avant de parvenir à cette finalité, les individus ne feront pas préalablement l'expérience d'un corps collectif, dans la mesure où le corps individuel est appelé à devenir de moins en moins subjectif et de plus en plus interconnecté. ●

L'entretien

Jacques Rancière
« La révolution a d'abord été l'œuvre des écrivains »

Pour le philosophe, la révolution dans les lettres subvertit les hiérarchies, déjoue l'ordre fictionnel et tisse de nouvelles formes de l'expérience sociale et de la subjectivation politique. Dans *le Fil perdu, essais sur la fiction moderne*, qu'il publie aux Éditions La Fabrique, le penseur du politique revisite les lectures de Flaubert, Conrad, Baudelaire ou Virginia Woolf. La « politique de la littérature » permet, d'après Rancière, de bouleverser « le partage du sensible », de refonder la liberté des sujets en donnant corps aux espérances démocratiques.

Comment s'est faite la révolution des lettres dans les pratiques d'écriture?

JACQUES RANCIÈRE Il y a entre le temps de Rousseau et celui de Flaubert un changement dans le tempo du roman. Un roman se devait de multiplier les événements et les rebondissements. Il se met, à l'époque de *la Nouvelle Héloïse*, au rythme d'existences quelconques auxquelles il n'arrive, sur un temps long, qu'un nombre limité d'événements significatifs. Avec *Madame Bovary*, il épouse le temps quasi immobile de la vie d'une fille de paysan dans une petite bourgade provinciale et manifeste un autre ordre d'événements : le temps quasi immobile d'une femme qui regarde filer les heures derrière sa fenêtre devient celui d'une existence en révolte contre un destin d'immobilité, d'une femme cherchant désespérément à vivre une autre vie que celle à laquelle sa naissance et sa condition la destinent. Pour en rendre compte, la narration doit changer sa texture, substituer aux grandes connexions de causes et d'effets une succession de microévénements sensibles. C'est cette démocratie littéraire nouvelle que Virginia Woolf systématise en 1922 lorsque, dans son texte sur la fiction moderne, elle dénonce la tyrannie de l'intrigue, l'obligation d'enfermer la vérité de la vie dans le corset d'une histoire. Cette dissolution de l'histoire dans la multitude des événements sensibles a souvent été considérée comme une dérive « *élitiste* » du roman. Mais elle est bien plutôt la conséquence d'une insurrection inédite : celle des femmes et des hommes du peuple qui refusent le partage entre une élite vouée aux grandes actions ou aux sentiments raffinés et une masse anonyme vouée aux travaux du quotidien.

Quelles sont les conséquences politiques du fait que la littérature ne soit pas que l'invention d'un monde imaginaire, mais aussi une structure rationnelle qui nomme des sujets, identifie des situations et relie des événements?

JACQUES RANCIÈRE Il est classique d'opposer fiction et réalité comme le domaine de la fantaisie sans règle et celui de l'action sérieuse. Mais c'est oublier qu'il n'y a de réalité qu'à travers une certaine grille perceptive et une certaine connexion des causes et des effets. Construction logique de la réalité quotidienne, la rationalité de la fiction était par excellence celle du poème tragique dont tout l'art consistait à faire produire par une connexion causale un effet logique et pourtant inattendu. Par rapport à cela, le roman a longtemps été un parent pauvre parce que les événements y arrivaient les uns après les autres sans lien causal fort. Le roman moderne a bouleversé la hiérarchie en faisant sa force de cet enchaînement faible, plus fidèle à la réalité de l'expérience vécue des individus. Par cela même, il se met dans un rapport paradoxal avec la politique. D'un côté, il en expose le fondement, la venue au jour des anonymes, la part des sans-part. Mais cette venue au jour signifie la ruine des identités établies, de la topographie sociale, de la hiérarchie des événements significatifs ou insignifiants, des enchaînements de causes et d'effets qui donnent normalement à l'action collective ses coordonnées. C'est comme une anarchie sensible qui est à la fois le fondement de la rationalité politique de l'action et sa ruine. C'est ce que j'ai essayé de résumer à propos de la trilogie *USA*, de Dos Passos, où la coexistence anarchique des destinées sociales se prête à deux lectures en termes de sens ou de non-sens.

En est-il de même pour la science sociale? Comment son regard, ses moyens, entrent-ils en relation avec la révolution littéraire, au cœur du *Fil perdu*?

JACQUES RANCIÈRE La science sociale, c'est d'abord l'idée d'une rationalité immanente au monde social, l'idée que celle-ci obéit à des lois qui peuvent être plus ou moins cachées mais dont les signes peuvent se lire à la surface des choses ou des faits les plus insignifiants. Par rapport à cela, la révolution littéraire a joué un rôle contradictoire. D'un côté, elle met à mal les grandes liaisons causales qui permettent de rassembler la diversité des phénomènes sociaux sous quelques types de description et d'interprétation exemplaires. De l'autre, le regard littéraire qui se détache des grands événements et des grands conflits de volontés s'attache aux petits faits qui expriment les mutations dans les manières de sentir et de vivre. Il initie cette forme de science qui pense la société non plus à travers les conflits des grands intérêts mais à travers les symptômes lisibles à la surface même des petits faits, du décor des rues et des maisons, des gestes insignifiants des individus, etc. Pensez à la façon dont les historiens décrivent la révolution qui a fait passer d'une histoire écrite d'après les rapports des secrétaires et des ambassadeurs aux faits significatifs de la civilisation matérielle. La révolution a d'abord été l'œuvre des écrivains.

> **« Le regard littéraire qui se détache des grands événements s'attache aux petits faits qui expriment les mutations. »**

Peut-on faire une lecture politique du destin humain à travers l'exubérance descriptive des romans balzaciens, l'impersonnalité du style flaubertien, la flânerie baudelairienne ou les épiphanies visuelles de Conrad?

JACQUES RANCIÈRE Le thème de la transformation des rapports humains en rapports entre les choses a été au cœur des analyses de Lukacs sur le roman et explique l'importance prise par la description au détriment de l'action dans le roman réaliste et dans sa descendance. Il est évidemment commode, quand on se trouve devant les longues descriptions balzaciennes du décor d'une maison, d'y voir le triomphe de la réification capitaliste ou de lier la flânerie baudelairienne au règne de la marchandise. Il l'est, de même, d'interpréter l'impersonnalité revendiquée par Flaubert comme la transcription, au niveau de

Photo Olivier Corsé

UNE RÉFLEXION ENGAGÉE SOUS LE SIGNE DE L'ÉGALITÉ

Né en 1940, ancien élève de Louis Althusser, Jacques Rancière découvre Marx et participe en 1965 à *Lire le Capital*, avant de s'en démarquer en 1974 avec *la Leçon d'Althusser*. Il coanime le collectif Révoltes logiques et étudie l'émancipation ouvrière dans sa thèse d'État de 1981 : *la Nuit des prolétaires. Archives du rêve ouvrier*. En 1983, *le Philosophe plébéien* rassemble des écrits de l'ouvrier parquetier Louis-Gabriel Gauny, et *le Maître ignorant* s'intéresse au pédagogue égalitaire Joseph Jacotot (1770-1840). De *la Mésentente* (1995) jusqu'aux *Figures de l'histoire* (2012), Rancière mène une réflexion engagée sur l'espace public, le partage du sensible et la capacité démocratique à constituer une communauté politique sous le signe de l'égalité.

l'écriture, de l'équivalence marchande. Mais, d'une part, on n'explique rien par là ; on ne fait que renvoyer à un schéma narratif global qui n'a pas plus de puissance que ceux qu'il est censé expliquer. Et puis surtout, on manque l'essentiel : la présence des choses, des petits faits, des existences insignifiantes, est justement la marque d'une bascule de l'économie du roman qui est liée à l'entrée sur la scène d'existences qui jusque-là ne comptaient pas. Ceux qui ont commencé à déplorer la transformation des rapports humains en choses n'étaient pas des marxistes. C'étaient des nostalgiques d'une imaginaire grande communauté chaleureuse détruite par la révolution démocratique. La volonté d'explication sociologique et progressiste de la littérature a trop souvent repris des thèmes d'abord véhiculés par les nostalgies réactionnaires.

Si la démocratie romanesque refonde la liberté des sujets et des corps et redéfinit le sens de la frontière et de la communauté, quels espoirs d'émancipation historique peuvent être liés à la république poétique ?

JACQUES RANCIÈRE L'émancipation, c'est le fait de sortir de la condition à laquelle on était assigné, des manières d'être, de penser et d'agir qui étaient attachées à cette condition. D'un côté, la démocratie romanesque rend compte de ces insurrections des existences contre un destin qui les fixe à une place et avec une identité définies. De l'autre, sa propre parole se situe dans ce même contexte : elle n'a pas vocation à instituer son lecteur ou sa lectrice comme des individus sur lesquels la fiction doit produire des effets calculables de mobilisation. Et elle ne sait pas bien quand et comment elle le fait. J'ai déjà souligné que les ouvriers émancipés des années 1830 prenaient bien plus la mesure de leur situation à travers les souffrances des héros inactifs comme René ou Werther qu'à travers les situations de misère évoquées par Eugène Sue.

« La poésie de Mallarmé s'installe au ras de ce que j'ai appelé le partage du sensible. »

Parmi vos travaux sur la capacité de la littérature à instaurer un nouveau rapport entre mots et choses, il y a *Mallarmé – la Politique de la sirène*. En quoi ses poèmes reconfigurent le partage des temps et des espaces ?

JACQUES RANCIÈRE Il y a chez Mallarmé deux extraordinaires poèmes en prose, *Conflit* et *Confrontation*, qui mettent en scène la rencontre difficile du poète avec l'ouvrier. Les cheminots de *Conflit* viennent troubler la tranquillité du poète face au cours de la rivière et aux jeux de la lumière. Le terrassier enfoncé dans son trou de *Confrontation* semble demander à l'homme de lettres en promenade dans la campagne ce qu'il vient faire là. Là encore, il se produit un déplacement du regard poétique et de l'objet même de la poésie. Les ouvriers allongés sur le sol après un dimanche un peu trop arrosé ne sont plus les importuns qui s'interposent entre le poète et son coucher de soleil : ils l'obligent à repenser la fonction même de cette poésie qui veut transcrire la gloire solaire par rapport à la multiplicité des « *naissances sombrées dans l'anonymat* ». Cette mise en scène renverse la conception courante qui fait de la poésie une élévation au-dessus des réalités sociales. À l'inverse, la poésie de Mallarmé s'installe là au ras des rapports topographiques qui définissent la matérialité des rapports de classes, au ras de ce que j'ai appelé le partage du sensible, et essaie de se penser comme une sorte de contre-économie qui oppose une grandeur commune à la fausse égalité des échanges marchands.

Votre travail sur l'émancipation ouvrière montre que les artisans se révoltent contre la distribution des identités. Contre quoi les artistes se révoltent-ils, comme Baudelaire, dans sa rêverie sur « le goût infini de la République », Edgar Poe et le Salon de 1859 ?

JACQUES RANCIÈRE Le mot de révolte fait peut-être écran, même si Baudelaire a connu un moment de fièvre insurrectionnelle en 1848. En l'occurrence, il s'agit plus d'un déplacement du regard poétique. Et ce déplacement vient rencontrer la rupture par laquelle les artisans de son temps essaient de sortir du monde sensible dans lequel ils étaient enfermés. C'est ce que Baudelaire commente lorsqu'il préface les *Chansons* de Pierre Dupont. Dans le célèbre *Chant des ouvriers* qui est le grand refrain de 1848, ce qui lui paraît important, ce n'est pas l'expression de la misère. C'est le regard que les artisans portent depuis cette misère sur le monde dont ils sont exclus : pas le monde des riches, en tant que tel, mais le monde où l'on peut jouir de toutes les formes d'expérience sensible qui sont soustraites à la tyrannie de l'utile. C'est la façon dont ils ne se contentent pas de se plaindre mais se déclarent et se prouvent eux aussi capables d'apprécier la beauté des palais ou des parcs. C'est cela le « *goût infini de la République* » : un sentiment d'égalité comme capacité de partager un même monde sensible. On parle du « *dandysme* » de Baudelaire, mais l'image parfaite du dandy, il la trouve non pas dans les élégants parisiens mais chez les chefs indiens déchus peints par Catlin.

La dernière partie du *Fil perdu* est consacrée au théâtre et à la rupture dramaturgique des premières répliques de *la Mort de Danton*, de Georg Büchner. Comment renverse-t-il le rêve hugolien d'un théâtre universel, coïncidant avec l'apparition du peuple sur la scène de l'histoire ?

JACQUES RANCIÈRE En 1833, dans la préface de *Marie Tudor*, Hugo développe le projet d'un nouveau théâtre, national et populaire, qui doit répondre à la manifestation du peuple politique lors de la révolution de juillet 1830 : un théâtre démocratique en un double sens et parce que les gens du peuple y occupent les grands rôles réservés jusqu'ici aux héros aristocratiques et aussi parce que toutes les manifestations de la vie y sont prises en compte. On pourrait appeler cela un panthéisme démocratique. Or il se trouve que le traducteur allemand du drame d'Hugo est le jeune Georg Büchner. À la différence du monarchiste libéral Hugo, Büchner est un révolutionnaire. Mais c'est un révolutionnaire que l'échec des tentatives d'insurrection de ses camarades engage dans un examen lui-même radical du lien causal le plus fondamental : celui par lequel une pensée détermine une action. Son Danton n'arrive pas à franchir le gouffre qui sépare la pensée de l'action. Son Robespierre agit mais il agit selon une logique d'hallucination qui s'avère commune au théoricien révolutionnaire et au soldat illettré Woyzeck. Le théâtre était par excellence le lieu de l'action, de l'enchaînement rigoureux des pensées et des actions, des causes et des effets. Or l'action se trouve envahie par l'inertie, la causalité, par les fantômes. C'est le grand paradoxe du XIXe siècle : le moment où s'élaborent les grandes explications causales de la vie des sociétés et les grandes théories révolutionnaires est aussi celui où les schémas classiques de l'action, de ses fins et de ses moyens entrent en crise. Cette tension est au cœur de mon travail sur les rapports entre littérature et politique et sur l'émancipation ouvrière, tension entre l'égalité sensible et la logique stratégique des transformations sociales. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR ALIOCHA WALD LASOWSKI

C'est vous qui le dites

LE BLOC-NOTES DE JEAN-EMMANUEL DUCOIN

Éducation(s)

ÉMILE. Imaginez la scène. Vous vous promenez tranquillement bras dessus bras dessous, vous pénétrez dans un magasin de jouets pour acheter quelques cadeaux à un enfant, là, comme il se doit, vous réfléchissez au sens de votre achat, à quoi il se réfère et surtout à quoi il servira et comment l'enfant l'utilisera – ou non – pour affiner sa réflexion personnelle quand il se retrouvera seul à s'instruire par les yeux ou par les mains, beaucoup plus que par les oreilles, finalement. Saisis de craintes légitimes, vous pensez soudain à l'Éducation, avec la majuscule qui sied à son importance, vous cherchez du réconfort idéologique, alors vous songez, émus, à *l'Émile*, à Jean-Jacques, aux références communes qui vous ont portés toute votre vie, vous vous remémorez, un instant, le chemin parcouru avec un minimum de sens critique et vous vous dites les yeux dans les yeux que, avec vos progénitures, vous avez fait tout ce que vous avez pu, que c'est déjà formidable et réconfortant, des larmes surgiraient presque malgré vous. Et puis, attablés à la terrasse d'un café, sur un boulevard parisien, vous ouvrez *Ainsi nous parle Jean Jaurès*, publié aux Éditions Pluriel, un recueil de textes pour certains méconnus, et vous allez directement à la page 221 lire « La part de l'aventure », l'un de ses derniers articles, donné à la *Revue de l'enseignement primaire*, en mai 1914. L'homme s'y veut pédagogue. Il est d'abord philosophe. Grand philosophe.

JAURÈS. S'appuyant donc sur certaines valeurs rousseauistes et revisitant au passage Alain, La Bruyère et surtout Tolstoï en tant que disciple avéré de Rousseau et son « *souci passionné d'écarter de l'enfant tout ce qui n'est pas le vrai et tout ce qui n'est pas en harmonie avec les facultés enfantines* » avec le risque de n'avoir « *à soumettre aux enfants aucune œuvre d'imagination où l'esprit de l'enfant fut vraiment à son aise* », Jean Jaurès aborde dans ce texte étonnant la question éducative des méthodes de l'auteur des *Rêveries* et du *Contrat*, et s'emploie, si l'on peut dire, à en fixer les limites. Car Jaurès redoute par-dessus tout les effets de certaines théories éducatives qui, par excès d'application, pourraient conduire à « *mutiler* » ou à « *troubler le jeu de l'esprit qui est fait de pressentiments obscurs et d'heureuses audaces comme d'exacte perception* ». En guise de métaphore, souvenons-nous de la fillette évoquée par Rousseau, qui, après voir lu la fable *le Loup et le Chien*, pleurait de n'être pas le loup, bête sauvage certes mais incarnation de la liberté absolue. Jaurès commente : « *N'est-ce pas déjà son expérience propre de la vie qui commençait à se marquer par là et n'avait-elle pas senti déjà à sa manière les servitudes de l'existence sociale ?* » Et il ajoute : « *Si vous surveillez trop sévèrement toutes les émotions obscures, vous appauvrissez l'âme, vous diminuerez le sens de la vie, vous dessécherez toute l'existence.* »

Quand Jaurès aborde dans un texte étonnant les méthodes éducatives de Rousseau.

ESPRIT. Adultes, parce que nous en avons la possibilité intellectuelle, nous essayons de déconstruire nos actes passés pour mettre à distance – autant que nous le pouvons – nos pensées dominantes ou hégémoniques, et nous affranchir de tout dogmatisme. Enfants, nous ne percevons pas forcément (sauf exceptions rares) que l'esprit humain est comme la nature, comme la vie elle-même, qu'il procède, écrit Jaurès, « *par tâtonnements, par perceptions incomplètes et rectifications successives* », que l'intelligence humaine en mouvement, surtout chez l'enfant, ne conduit pas mécaniquement à la précision et qu'elle n'est pas toujours compatible ni avec la nature de l'esprit ni avec les lois de sa croissance. Si les sens attendaient, pour s'exercer, d'avoir atteint leur perfection, et si l'esprit s'interdisait toute anticipation et toute référence aux œuvres humaines dûment enseignées et analysées, l'enfant ne resterait-il pas plongé à jamais dans le sommeil de la pensée ? Oui, Jaurès tente toujours de réunir l'idéal et le possible… •

Les lecteurs en direct

PRENEZ LA PAROLE, RÉAGISSEZ À L'ACTUALITÉ !

Par courriel à **filrouge@humanite.fr**

Par courrier à **l'Humanité, 5 rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex**

Valls séducteur ?
Michel Wissmann
par Internet

Un sondage BVA indique que 55 % des Français ont trouvé le discours de Manuel Valls convaincant : dans *le Parisien*, cela devient 77 % des sympathisants de gauche auraient été séduits. Raccourci saisissant : convaincu donc séduit. De quelle gauche parle-t-on ? Sûrement pas celle qui était dans la rue samedi 12… Pour ma part, ce discours m'a convaincu que Manuel Valls nous informait qu'il allait faire une politique de droite conforme aux vœux du Medef, mais cette perspective ne me séduit absolument pas. Une fois de plus un sondage qui ne sert à rien car la question posée est fermée : discours convaincant, pourquoi pas, mais convaincant de quoi ? Autre sondage, celui de l'Ifop, la popularité du couple exécutif : Hollande 18 %, Valls 56 %. Bizarre, serions-nous en cohabitation, pour penser que le premier ministre ferait une politique différente de celle voulue par le président de la République ? De Gaulle refusait que la politique se fasse « *à la corbeille* », elle ne peut pas non plus se faire par des sondages biaisés. Cependant, je ne commettrai pas l'erreur de réclamer à François Hollande de me rendre mon bulletin de vote de 2012, simplement qu'il respecte ses engagements de campagne, ce pour quoi il a été élu par toute la gauche, y compris la gauche de sa gauche. •

Des « bonnets rouges » bleu horizon
Piero Rainero
Quimper (Finistère)

Mairie de Quimper, dimanche 30 mars, 20 heures. Une foule importante attend la proclamation des résultats des municipales. À leur annonce, la droite sarkozyste locale exulte et avec elle les têtes connues du Front national, qui, en sous-main, ont fait voter UMP. Un groupe de « bonnets rouges » se joint à leurs applaudissements et manifeste bruyamment sa joie. Rien d'étonnant quand on sait comment a été organisée ici même le 2 novembre dernier la manifestation dite des « bonnets rouges », initiée par le Medef, la FDSEA, les patrons de l'agroalimentaire et l'Institut de Locarn (think tank patronal ultraréactionnaire piloté par un industriel breton richissime), avec le soutien actif de toute la droite et de l'extrême droite bretonne. En se réjouissant de la victoire de la droite, les leaders des « bonnets rouges » sont dans la parfaite logique de leur entreprise. •

Le beurre des traders
Albert Apelbaum
Gagny (Seine-Saint-Denis)

À propos des algorithmes (l'Huma du 3 avril), je vois une contradiction quand on affirme : « *Si un trader pense avec certitude qu'un titre va baisser, il vend. Dans le cas contraire, il achète.* » Je pense que ce serait plutôt l'inverse ! Des millions d'achats sur un titre provoquent en une milliseconde une hausse instantanée de ce titre (quelques centimes par des millions de titres, cela fait une très bonne opération). J'en vois la preuve quand une entreprise annonce des licenciements, on voit son titre monter. Depuis le début de l'année, Peugeot voit sa cote augmenter de 47,75 % ; Renault de 22,75 %. À l'inverse de L'Oréal qui, bien qu'affichant des profits considérables, voit son cours baisser de 6,38 % depuis le début de l'année. Les traders n'ont que faire des performances industrielles, ils n'en ont pas besoin pour faire leur beurre. Ce comportement n'a rien d'économique, mais c'est ce qui produit des bénéfices juteux aux traders (et aux financiers) au quotidien ! •

Les fourberies de Scapin à l'Élysée
François Millereux
par Internet

Les dirigeants socialistes se succèdent à la barre des tribunaux (est-ce une mode ?). Le plus souvent, ils en sortent condamnés. Quand ils ne défraient pas la chronique judiciaire à Marseille, au Carlton de Lille, c'est rue de Solferino qu'ils siègent, une sale habitude ! Un secrétaire chassant l'autre, Harlem Désir et Jean-Christophe Cambadélis ont en commun d'avoir écopé de condamnations pour abus de confiance, recel d'abus de biens sociaux, pour avoir perçu un salaire réel pour un travail fictif. Si ce n'était le peu de présence du parlementaire européen qui se fait Désiré, on sourirait quand il se présente comme un Européen pur sucre, un démocrate épris de liberté, intègre et sincère. Mon pote a été pris la main dans la caisse des collectivités. La démagogie n'a pas de limite sauf la longueur des chaînes que lui concède le maître de l'Élysée. Harlem a aussi été, contrairement à l'opinion répandue dans les médias, récompensé pour sa servilité : pendant la campagne électorale, il n'a pas parlé du pacte de responsabilité, des politiques d'austérité, de la casse du modèle social à la française, cela aurait fait désordre et surtout perdre plus de voix encore au parti qui, comme le désire Valls, n'a plus rien de socialiste. Les étiquettes Valls mais l'ivresse du flacon reste la même : au menu, l'austérité a un goût amer. Il n'est pas sûr que les salariés continuent à avaler cette potion sans rechigner… Le prix de l'indignité à celui qui n'a pratiquement pas fréquenté les bancs de l'Assemblée de Strasbourg, un secrétariat d'État aux Affaires européennes. Normal, pour le président. •

La prison, marché libre et non faussé
Marie Vanier
Isère

Au Royaume-Uni, les détenus n'ont plus le droit de recevoir des livres de la part de leurs familles et amis. Ils peuvent seulement en emprunter à la bibliothèque de la prison ou les acheter… devinez à qui ? À Amazon bien sûr ! Croissance oblige. Double peine pour les détenus, qui sont otages du libéralisme destructeur des valeurs humanistes. Le don, le partage sont désormais empêchés, interdits, car considérés – comme diraient les rédacteurs du mandat de la Commission européenne, qui prépare le grand marché transatlantique – comme des pratiques sociales « déraisonnables » entravant le marché libre. Si les citoyens n'y mettent pas le holà, ces requins ne s'arrêteront pas là, et à ce compte-là, demain, interdiront aussi les bourses aux livres, aux jouets, aux skis, aux vélos, les SEL (service d'échange local), les associations de secours, les bibliothèques publiques, tous ces lieux, et j'en passe, où nous échangeons, prêtons, donnons ou monnayons pour trois fois rien. La gratuité, la générosité, l'entraide devront-elles se réfugier dans la clandestinité ? Ce monde, déjà inhospitalier pour ceux qui n'ont rien, va devenir invivable même pour ceux qui ont encore quelque chose à donner. Au secours ! •

Parlons-en !

Un « regard froid » sur l'action du chef de la diplomatie française

Alain Juppé et le Rwanda

Jean-Pierre Cosse, éditions L'Harmattan, 570 pages, 32 euros.

Vingt années ont passé depuis le génocide perpétré au Rwanda en 1994. Deux décennies durant lesquelles les autorités françaises se sont obstinées à repousser toute interrogation sur le rôle qui fut le leur durant les trois mois de carnage planifié (un million de morts en une centaine de jours) ainsi que durant la période précédente, celle de la guerre civile amorcée en novembre 1990. La seule évocation des complicités diplomatiques et militaires dont bénéficia le régime clanique, raciste et mafieux, alors en place à Kigali, de la part du gouvernement de cohabitation Mitterrand-Balladur vient encore d'être dénoncée comme outrage à l'honneur national par Alain Juppé, ancien titulaire des Affaires étrangères. Une injonction au déni prononcée sur le mode théâtral et déjà utilisée à maintes reprises pour faire barrage à l'avalanche de publications révélatrices antérieures aux récentes déclarations du président rwandais Paul Kagame, en particulier de travaux d'investigation concernant certaine « opération Turquoise » (juin-août 1994)... Le négationnisme est en soi chose simple. Un exemple, expert dans l'art de rejeter sur les Nations unies la responsabilité de la résolution 912 décidant, le 21 avril 1994, du retrait de la majorité des casques bleus d'un pays en pleine fureur meurtrière, Alain Juppé « oublie » une seule chose : le représentant au Conseil de sécurité du gouvernement auquel lui-même participait, Hervé Ladsous, mettait alors tout son poids dans la balance pour obtenir la diminution des effectifs de la Mission de l'ONU (Minuar) en « *la réduisant à un niveau minimal* ». Autant dire que, sous prétexte de donner priorité à un éventuel et alors impossible cessez-le-feu, notre pays se prononçait officiellement pour que la Minuar cesse d'être opérationnelle afin de protéger les Rwandais de l'extermination raciste en cours !

La décision prise par l'Élysée à la veille du 7 avril 2014 d'annuler la participation de la ministre de la Justice aux cérémonies du vingtième anniversaire du génocide des Tutsi contraste avec le comportement du gouvernement belge, pourtant lui aussi mis en cause. Elle confirme l'entêtement des autorités nationales successives (François Hollande avait par avance entendu Alain Juppé !) à refuser d'assumer les fautes du passé et à tirer les leçons de l'histoire.

L'ouvrage de Jean-Pierre Cosse survient à point nommé : rendu inattaquable par sa documentation méthodique (sauf lorsque l'omerta générée par un « secret défense » nettement abusif n'a pu être contournée), il apporte l'objectivité de ce que Roger Vailland aurait appelé un « *regard froid* » sur l'action et la ligne de conduite du chef de la diplomatie française. Une action constamment réinscrite dans la stratégie mitterrandienne de soutien au système d'apartheid servant de base à un véritable fascisme tropical. Quel qualificatif juridique appelle aux yeux d'Alain Juppé une telle complaisance politique ? ●

JEAN CHATAIN

Qu'est-ce qu'est une vie bonne ?

Judith Butler, éditions Payot, 112 pages, 13.50 euros.

« Le Sahel de tous les périls »

Recherches internationales, numéro 97, 216 pages, 15 euros.

La Face cachée de l'Univers. Une autre histoire de la cosmologie

Thomas Lepeltier, éditions du Seuil, 256 pages, 20 euros.

Idées reçues sur les générations issues de l'immigration

Peggy Derder, éditions le Cavalier bleu, 2014, 172 pages, 18 euros.

Une vie bonne, la décence de la vie vraiment vécue avec tous les autres

Voici un livre qui peut permettre de sortir Judith Butler des clichés développés par les réactionnaires qui l'ont réduite à une supposée « théorie du genre ». Vient de paraître en effet la traduction du discours que la philosophe américaine prononça à l'occasion de la réception du prix Adorno en 2012. Elle y reprend un questionnement de ce dernier : « *Peut-on mener une vie bonne dans une vie mauvaise ?* »

Loin de répondre sur un plan moral et individualiste, Judith Butler marie avec verve ce souci éthique d'une vie bonne et l'exigence politique, en évoquant l'importance des précaires, des asservis, de tous ceux dont la vie ne vaut rien, ou presque, au regard de la biopolitique, de tous ces « *sans-deuil* » qui forment une « *sorte de pénombre de la vie publique* ». Selon la philosophe, « *une organisation sociale et économique est mauvaise en ce qu'elle ne fournit pas à tous les conditions d'une vie vivable* ». D'où le virulent appel lancé à la politique : « *Si je dois vivre une vie bonne, ce sera une vie vécue avec les autres, une vie qui ne serait pas une vie sans ces autres.* » ●

NICOLAS MATHEY

Une géopolitique au service d'États africains dégagés de l'impérialisme

Le dossier que la revue *Recherches internationales* consacré à la géopolitique du Sahel invite à y interroger les effets du « désordre mondialisé » qu'évoque l'anthropologue André Bourgeot dans sa contribution. L'économiste franco-égyptien Samir Amin, président du Forum mondial des alternatives, soutient que le « *capitalisme des monopoles généralisés, mondialisés et financiarisés* » vise sciemment l'affaiblissement des États, voire leur effacement, pour mieux s'accaparer les ressources naturelles et mettre à l'écart à la fois « *l'État (le pouvoir), la nation et les classes sociales* ».

De son côté, Saïd Haddad affirme que « *les peuples de la région sahélo-maghrébine se trouvent toujours confrontés au défi du dépassement de la fausse alternative qui leur est proposée, entre islamisme et néolibéralisme autoritaire qui sont les deux faces d'un même bloc social* ».

Ce riche numéro de la revue partenaire de la Fondation Gabriel-Péri montre la nécessité de la (re)construction d'États africains justes et de structures plus puissantes, dégagées de tout impérialisme. ●

N. M.

La théorie de la relativité générale ou big bang, le nouveau mythe du Savoir ?

Est-il si simple de prendre pour objet de science ce qui dépasse toute limite, l'Univers ? Dans son dernier ouvrage, l'historien des sciences Thomas Lepeltier remet en cause l'évidence de la cosmologie contemporaine, ainsi que le rôle de ses hérauts. Depuis 1917 et le développement de la théorie de la relativité générale, ils auraient transformé les hypothèses du big bang et de l'expansion de l'Univers en mythes de la science contemporaine.

Alors même que certains scientifiques n'ont pas depuis cessé de proposer d'autres modèles explicatifs, la tendance de la science contemporaine à rechercher l'unification des forces physiques cosmologiques aurait couvert leurs voix. Selon l'auteur, « *la victoire du big bang au milieu des années 1960 marque la naissance d'un nouveau mythe. Un mythe du Savoir. (...) C'est ainsi que les figures du divin se renouvellent...* ».

En ramenant les grandes hypothèses cosmologiques au rang de mythes des origines, modernes genèses, cet ouvrage bien documenté se révèle à la fois iconoclaste et provocateur. ●

N. M.

Les jeunes des familles immigrées au-delà des clichés et des préjugés

Première, deuxième, troisième, quatrième génération... Jusqu'où irons-nous, sachant que le statut d'immigré n'est pas héréditaire ? L'auteur de cet ouvrage nous prévient gentiment : « *Si l'expression "jeunes issus de l'immigration" est fréquemment utilisée, elle mérite de l'être avec précaution, la jeunesse ne s'éternisant pas !* » Ce qui paraît éternel, par contre, ce sont les clichés, poncifs et autres préjugés qui collent à la peau des jeunes dont le visage ou le patronyme indiquent une origine (parfois bien lointaine) étrangère. Peggy Derder, historienne et responsable du département éducation au musée de l'Histoire de l'immigration, a décidé de faire tomber quelques-unes de ces idées reçues. Une vingtaine d'assertions servent de tête de chapitre à cette entreprise opportune de clarification : échec scolaire, délinquance, déracinement, marginalisation sociale, échec de l'intégration, place de la religion... L'auteure ne délaisse aucune question et s'appuie sur les travaux des sociologues, historiens, anthropologues, sur les enquêtes des démographes pour abattre quelques lieux communs et approcher la réalité vécue par ces jeunes. ●

DANY STIVE

Les horizons de *l'Humanité*

Le gaz russe comme arme de dissuasion massive

Face à une partie de l'Ukraine qui rêve d'un avenir « made in Europe », la Russie a répondu par la menace énergétique. En quasi doublant le prix de son gaz, la Fédération russe met non seulement la pression sur Kiev, mais aussi sur l'Union européenne. Une stratégie qui ne date pas d'hier.

Le président russe, Vladimir Poutine, détenteur d'une thèse de l'université de Saint-Pétersbourg sur la « sécurité énergétique », a compris depuis longtemps l'intérêt d'utiliser l'arme énergétique dans les affaires étrangères. Aussi, pour ne plus dépendre des États situés à ses marches et qui lui servent de débouchés, la Russie tente-t-elle depuis longtemps de multiplier ses clients en lorgnant vers l'Asie mais aussi vers des pays situés dans l'est de l'Union européenne. Cette « géopolitique des tubes » fait que le gaz russe connaît aujourd'hui de nouveaux et nombreux cheminements. Au Nord comme au Sud et même à l'Est. Les voies de transport du précieux produit passent dorénavant sous la mer Baltique et contournent ainsi les États baltes et la Pologne (membres de l'Otan) pour arriver en Allemagne. Le gazoduc Yamal transite par la Biélorussie et le Blue Stream Pipeline passe sous la mer Noire, évitant consciencieusement l'Ukraine. De plus, le gazoduc nord-européen, considéré comme stratégique par Vladimir Poutine, est protégé par la marine russe, ce qui lui permet de reprendre pied dans la Baltique et d'assurer un débouché vers les mers chaudes. Par ailleurs, le président russe s'est attaché à doter son pays d'un bras armé puissant à travers Gazprom, une entreprise issue du ministère du Gaz de l'époque soviétique, détenue depuis 2006 à 50,1 % par l'État et disposant de fait du monopole pour l'exportation du gaz naturel.

Une machine de guerre économique redoutable

Ce mastodonte de l'énergie est une machine de guerre économique redoutable qui a été très active lorsque les pays satellites de la Russie ont libéralisé leur secteur énergétique, en acquérant une part considérable de l'infrastructure, des entreprises, et des gazoducs servant au transport vers l'Europe occidentale. En Europe de l'Ouest, la Russie a su également réaliser son marché. Gazprom, qui s'est engagé à offrir un gaz peu cher aux Russes, se doit en effet d'engranger des bénéfices, donc de vendre sa production à l'Occident. Pour cela, quel meilleur moyen que de créer une forme de connivence avec les firmes énergétiques européennes ? La compagnie russe a ainsi favorisé la création de consortiums avec l'Allemagne transformée en cheval de Troie pour pénétrer ce marché communautaire. Ses participations nombreuses sont aussi disséminées sur tout le Vieux Continent.

Le gaz n'est pas la seule source énergétique des pays importateurs

Le géant possède toutefois des pieds d'argile. En effet, cette Russie exportatrice est très dépendante de ses clients, le gaz n'étant pas la seule source du mix énergétique de ces pays-là. Si la Russie fournit plus de 75 % des importations de gaz naturel de la plupart des membres orientaux de l'Union européenne – on atteint un niveau de 100 % pour la Finlande, les pays Baltes, la Slovaquie et la Bulgarie –, on oublie que ce même gaz représente aussi une part relativement petite du mix énergétique dans la consommation des pays de l'Ouest européen. Cela peut atteindre certes 35 % en Allemagne, mais pour d'autres pays comme la France, l'Italie ou les Pays-Bas, le niveau de dépendance est presque toujours inférieur à 12 %. Fermer le robinet aujourd'hui, dans le contexte de « guerre tiède » ukrainien, serait donc une manière de jouer à la roulette russe.

La Russie a besoin des investissements occidentaux pour mettre à jour ses installations.

En effet, à l'époque de la guerre froide, l'URSS n'a jamais coupé son approvisionnement énergétique à l'Europe occidentale. De plus, la Russie, dont les réseaux de distribution sont parfois anciens, a énormément besoin des investissements occidentaux pour mettre à jour ces installations. Or, malgré les augmentations du prix du gaz vis-à-vis des pays importateurs, Gazprom ne dispose pas de capacités financières suffisantes. L'Europe ne peut donc faire sans la Russie, mais les deux entités sont aujourd'hui tellement imbriquées qu'elles ne peuvent se payer le luxe d'un refroidissement de leurs relations. •

ÉRIC SERRES

Les horizons de *l'Humanité*

« Le nouveau couple fort, c'est le couple germano-russe »

Philippe Migault, directeur de recherche à l'Iris, spécialiste des questions de sécurité des pays de la CEI.

La crise ukrainienne est très intéressante du point de vue des relations diplomatiques « cordiales » germano-russes. L'Allemagne possède plus de 6 000 entreprises en Russie, qui exporte 35 % de son gaz vers Berlin. Le flux des échanges économiques entre les deux pays est de l'ordre de 80 milliards d'euros par an. L'Allemagne a d'ailleurs financé le gazoduc russe North Stream qui traverse la Baltique. Pour Berlin, il y a un marché de 145 millions de Russes, et 300 000 emplois sont directement liés aux échanges avec la Russie.

C'est pourquoi depuis le début de la crise ukrainienne, au sein de l'UE, l'Allemagne prône la modération. Verbalement je suis ferme ; dans les faits, je ne fais rien. La crise ukrainienne fait émerger une nouvelle réalité : le nouveau couple fort est le couple germano-russe et non plus le couple franco-allemand. Une réalité qui prend racine dans un passé lointain. Au XVIIIe siècle, les tsars russes choisissaient leurs favoris au sein de l'aristocratie prussienne. Les derniers Romanov étaient tous d'origine aristocratique allemande. L'Allemagne sert de référence culturelle mais aussi de modèle militaire, et ce, jusqu'à l'alliance franco-russe de 1892. Une première rupture que réparera le traité de Rapallo signé en 1922 (accords économiques et militaires), faisant sortir l'Allemagne et la Russie de l'isolement international dans lequel la guerre de 14-18 et la révolution de 1917 les avaient plongées. Le pragmatisme l'emporte jusqu'à l'opération « Barbarossa » déclenchée par Hitler, en 1941, trahissant le pacte de non-agression de 1939. Après la Seconde Guerre mondiale, l'« Ostpolitik » du chancelier ouest-allemand Willy Brandt renoue les relations tandis que la RDA va vivre pendant quarante-cinq ans sous la tutelle soviétique. C'est là que l'actuelle chancelière Angela Merkel (qui parle russe) verra le jour tandis que Vladimir Poutine fera carrière au KGB en RDA où il apprendra l'allemand. Toutes ces connivences font qu'aujourd'hui l'Allemagne et la Russie ne sont pas étrangères l'une envers l'autre. Le plus puissant symbole étant peut-être la présence de l'ex-chancelier allemand Gerhard Schröder dans le conseil d'administration de Gazprom. •

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANE AUBOUARD

« Nous sommes entrés dans une guerre tiède »

Jean Geronimo, universitaire, expert en questions géostratégiques et économiques russes.

Depuis l'effondrement de l'URSS, l'énergie est devenue pour la Russie une arme politique, ce qu'elle n'a jamais été sous la guerre froide. Le fait est que la géopolitique des tubes a changé. L'espace des oléoducs et gazoducs appartient désormais à des États indépendants. Nous sommes entrés dans ce que j'appelle la guerre tiède. Celle-ci, qui se déroule aussi bien en Syrie qu'en Ukraine, est une forme moderne, désidéologisée de la guerre froide, recentrée sur le contrôle des États stratégiques sur le plan politique et énergétique.

Il y a donc une redistribution des cartes avec la formation d'un axe euro-atlantique (USA, Otan-UE) contre un axe eurasien dominé par le leadership sino-russe. Dans le dossier ukrainien, ce sont les Américains, via l'Otan et l'UE, qui se jettent brutalement sur l'Ukraine pour détacher l'espace post soviétique de l'influence russe. Dans cette stratégie de contournement, les États-Unis se servent de la Turquie et de l'Azerbaïdjan et désormais de l'Ukraine. À l'inverse, Moscou s'appuie sur le cœur de l'ex-URSS et sur l'Allemagne. Pour les États-Unis, il s'agit donc de pénétrer ces États satellites d'Asie centrale et d'Europe centrale : l'Ukraine et la Géorgie à cause du trajet des tubes ; le Kazakhstan du fait de leur énorme réserve énergétique. Parallèlement, l'actuel accord de libre-échange proposé par l'UE ouvrira, s'il entre en vigueur, la porte aux multinationales américaines, qui finiront de dépecer l'État ukrainien. C'est pour cela que la Russie répond par la menace énergétique. L'Ukraine joue la carte européo-américaine, la Russie augmente le prix du gaz.

C'est la règle du jeu d'une partie d'échecs où tous les coups sont permis. Un jeu dangereux au cours duquel les Américains ont commis une erreur. En déstabilisant Viktor Ianoukovitch, Washington a en effet offert une opportunité stratégique inespérée à Poutine. En s'appuyant sur une partie du texte de la doctrine de sécurité russe, Moscou a le droit d'intervenir en toute légalité pour aider ses ressortissants. La sagesse consisterait à aller vers une fédéralisation de l'Ukraine car les risques de guerre civile sont bien présents. Ce serait enfin la seule voie pour juguler la montée de groupes néonazis qui se multiplient dans la région. •

PROPOS RECUEILLIS PAR S. A.

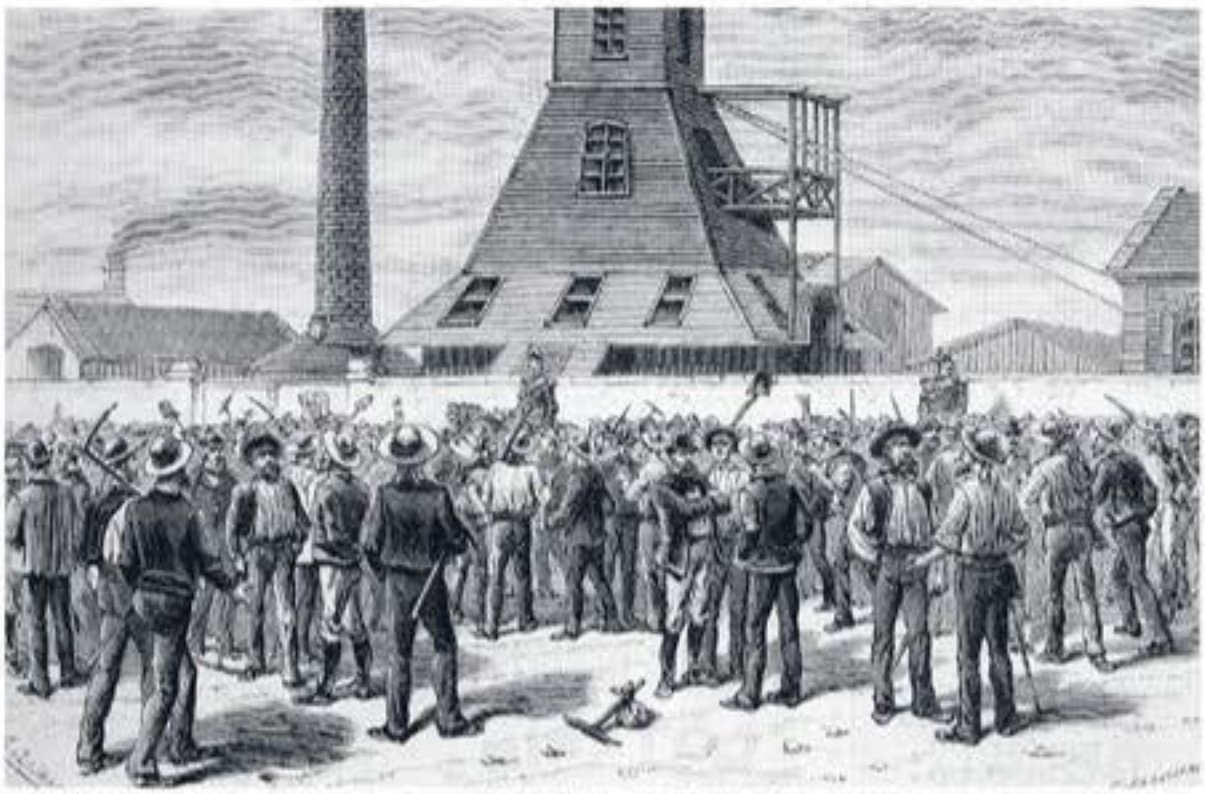
Histoire

REPÈRES

1874 Un arrêt est prononcé contre l'Union des ouvriers des métaux de Lyon. Les syndicats n'ont pas de cadre légal.

1876 Lockroy propose la légalisation des syndicats professionnels, critiquée par le Congrès ouvrier de Paris.

1884 La loi du 21 mars 1884 abolit la loi Le Chapelier de 1791. Les syndicats peuvent se constituer librement.



LA GRÈVE DES MINEURS D'ANZIN (PAS-DE-CALAIS) DURA DE FÉVRIER À AVRIL 1884 ET INSPIRA ZOLA POUR SON GERMINAL. G. JULIEN/ROGER-VIOLLET

Il y a cent trente ans, la loi affirmait la liberté syndicale

En pleine effervescence sociale et politique de la fin du XIXe siècle, la loi du 21 mars 1884 définit les droits collectifs de l'organisation syndicale. Elle encadre le périmètre de l'action revendicative et favorise le développement des œuvres. Le but de Jules Ferry : assurer le rééquilibrage social.

« *La tolérance de l'autorité à l'égard des associations illicites ne saurait équivaloir à une autorisation.* » L'arrêt prononcé en 1874 contre l'Union des ouvriers des métaux de Lyon résume la précarité juridique des chambres syndicales. Dix ans plus tard, la loi du 21 mars 1884 y met fin qui, à la suite des textes de 1881 sur la presse et les réunions, garantit l'exercice d'une nouvelle liberté collective refusée aux autres associations, toujours soumise, jusqu'en 1901, au très arbitraire régime de l'autorisation administrative préalable.

Décapitées par la répression de la Commune, les chambres syndicales parisiennes refont surface

Clemenceau est cependant fondé à noter que la loi « *confirme une liberté déjà prise* ». Depuis les années 1860, en effet, les chambres syndicales se multiplient, inspirées du modèle des unions britanniques et encouragées par l'Association internationale des travailleurs. En 1868, un rapport officiel prend acte de cet essor. Décapitées par la répression de la Commune, les chambres syndicales parisiennes refont bientôt surface.

En 1876, un « *congrès ouvrier* » rassemble 151 organisations, en majorité syndicales, quelques semaines après le dépôt, par le radical Édouard Lockroy, d'une proposition de légalisation des syndicats. La question, posée au grand jour, interpelle la majorité républicaine. En novembre 1880, le gouvernement reprend la main avec un projet dont les multiples va-et-vient entre députés et sénateurs se concluent en mars 1884. En quatre ans, la situation a changé. Sur fond de crise économique et de montée en puissance des grèves, telle celle qui, de février à avril 1884, entraîne 40 000 mineurs de la Compagnie d'Anzin. De 1880 à 1883, le nombre d'adhérents des chambres syndicales augmente de 45 % pour atteindre 94 000. Chez les chapeliers, les typographes, les mineurs et les mouleurs, des fédérations nationales ont vu le jour. Année après année, les « *collectivistes* » renforcent leur audience dans les congrès ouvriers. En 1879, à Marseille, ils emportent la majorité et appellent à la constitution d'un « *parti ouvrier* », la Fédération des travailleurs socialistes de France (FTSF).

La loi élève une frontière avec la sphère partisane, sinon politique.

Ministre de l'Intérieur ouvert aux questions sociales, Waldeck-Rousseau attache son nom à la loi du 21 mars 1884 à la rédaction de laquelle participe également, depuis son bureau des sociétés professionnelles, l'ancien syndicaliste modéré Jean Barberet. L'un et l'autre partagent l'avis de Jules Ferry, le président du Conseil : « *En autorisant les syndicats professionnels, ce gouvernement a mis en place une administration composée de l'élite des ouvriers prompte à l'arbitrage de la préfecture et capable d'isoler les agitateurs professionnels !* »

Outil de rééquilibrage de l'infériorité des salariés face aux employeurs, les syndicats doivent concourir à la paix sociale. Ce qui suppose de les maintenir, hors de toute influence ou action politique et religieuse, sur l'unique terrain de « *la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles* » (article 3). À cette fin, il convient de ne pas les enfermer dans une pratique exclusivement revendicative, mais de les aider à développer des œuvres. L'article 6 énumère quelques-uns de ces services : bibliothèques, cours d'instruction professionnelle, offices de renseignements, caisses de secours mutuel et de retraites, etc. De là découle l'octroi de la personnalité civile grâce à laquelle les syndicats peuvent intenter des actions en justice et acquérir des biens, dans la stricte limite, toutefois, de leurs besoins.

Les fonctionnaires sont maintenus par la loi en dehors du droit syndical

Attentive à circonscrire le champ des syndicats professionnels, la loi élève une frontière avec la sphère partisane, sinon politique. Par là, elle précipite la décantation entre les diverses composantes d'un mouvement ouvrier protéiforme, dont les dénominations et les activités de maintes organisations traduisaient auparavant les multiples ambitions. La loi abandonne aux syndicats le soin de fixer les conditions d'adhésion selon l'âge, le sexe ou la nationalité. Elle réduit, en revanche, son aire d'application au territoire métropolitain, à l'Algérie et aux vieilles colonies des Antilles et de la Réunion. Par son silence, elle maintient les fonctionnaires en dehors d'un droit syndical perçu comme attentatoire à l'exercice de la puissance publique. Point litigieux entre tous, l'administration fait obligation aux syndicats de déposer leurs statuts ainsi que l'identité de leurs responsables, impérativement de nationalité française. En l'état, la loi ne se contente pas de reconnaître le fait syndical, elle l'encadre et s'efforce de promouvoir ses potentialités pacificatrices. Très critiques, les militants ne se privent pas d'user de ses facilités. En 1895, année de la fondation de la CGT, les 2 314 syndicats de salariés recensés totalisent déjà 430 000 membres. ●

MICHEL PIGENET,
HISTORIEN, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE POUR L'HISTOIRE DES MONDES DU TRAVAIL.

LES CRITIQUES DES MILITANTS

Les délégués des 130 syndicats représentés, en 1884, au congrès de Rennes de la Fédération des travailleurs socialistes de France ne sont pas les derniers à opposer la tolérance antérieure à la nouvelle loi, œuvre de police et de réaction, contre laquelle l'Assemblée engage « *les chambres syndicales et les groupes ouvriers de chaque région à se grouper pour résister solidairement* ». Deux ans plus tard, le congrès de la Fédération nationale des syndicats n'est pas moins tranchant dans sa condamnation de la déclaration obligatoire. À une forte majorité, les délégués se prononcent pour l'abrogation de la loi, qu'ils proposent de remplacer par un texte dont les deux articles autoriseraient « *les ouvriers de toutes corporations (…) à se syndiquer et les syndiqués à se fédérer* », conditionnant la personnalité civile à une simple déclaration de constitution. Pendant plusieurs années encore, nombre d'organisations rechigneront à déposer leurs statuts et à livrer les noms de leurs dirigeants. En 1893, plusieurs dizaines de syndicats parisiens seront dissous pour cette raison.

CONDAMNÉE PAR LA CEDH
La France a été condamnée jeudi par la Cour européenne des droits de l'homme à dédommager les proches d'un jeune gitan tué, en mai 2008 dans le Var, par un gendarme. Celui-ci avait été acquitté en 2010.

68 859
C'est le nombre, record, de détenus dans les prisons françaises au 1er avril 2014, soit une hausse de 2 % en un an.
(source : administration pénitentiaire)

SANTÉ

Servier mort, reste à juger son système

Attendu début 2015, le procès du Mediator devrait permettre de décortiquer le réseau d'influences du dirigeant, décédé mercredi.

Jusqu'au bout, Jacques Servier aura craché son mépris au visage de ses victimes. En mai 2013, il lançait sur un plateau télé : « *On s'en fout du procès !* » Presque aussi cruel que cette formule, lâchée début 2011 : « *Le Mediator, ce n'est que trois morts* »… Derrière ses allures de vieux monsieur respectable, Jacques Servier, qui s'est éteint mercredi à l'âge de quatre-vingt-douze ans, cachait donc un terrible cynique. La justice n'aura pas eu le temps de dire s'il était aussi un assassin. L'homme qui a marqué la France par ses scandales sanitaires – l'Isoméride, au milieu des années 1990, puis le Mediator, depuis quatre ans – est mort quelques mois avant le début de son procès.

JACQUES SERVIER S'EST ÉTEINT MERCREDI DE VIEILLESSE À L'ÂGE DE QUATRE-VINGT-DOUZE ANS, QUELQUES MOIS AVANT LE DÉBUT DE SON PROCÈS. PHOTO MARTIN BUREAU/AFP

33 ANS
C'EST LA DURÉE DE COMMERCIALISATION DU MEDIATOR, QUI POURRAIT ÊTRE RESPONSABLE, À LONG TERME, DE 2 100 DÉCÈS.

La justice poursuivra son cours

Son nom « *restera associé au scandale gigantesque* » du Mediator, a souligné jeudi la ministre de la Santé, Marisol Touraine. Toujours en cours d'instruction, cette affaire est l'objet de deux enquêtes au pôle santé du tribunal de Paris. La première porte sur les faits de « *tromperie, d'escroquerie et de trafic d'influence* ». La seconde sur ceux d'« *homicides et blessures involontaires* ». Un procès est attendu début 2015 dans le premier volet, mais le second risque, lui, de ne pas se tenir avant plusieurs années. Jacques Servier a été plusieurs fois mis en examen, pour « *homicides et blessures involontaires* », « *tromperie* » et « *escroquerie* ». Son décès entraîne l'extinction de l'action publique le concernant.

Mais la procédure judiciaire continue, tient à souligner celle par qui le scandale a été révélé. En mai 2010, dans son livre *Mediator, combien de morts ?*, la pneumologue Irène Frachon indiquait les dysfonctionnements cardiaques que ce médicament provoquait chez certains patients. « *Le principal mis en examen disparaît, mais ses complices et sociétés restent inculpés*, souligne-t-elle (1). *La mort de Servier n'empêche pas la justice de poursuivre son cours.* » Jusqu'à un procès qui devra répondre à de nombreuses questions : « *Comment a-t-on pu laisser cet homme corrupteur, escroc, poursuivre ses œuvres de malfaisance ?* interroge Irène Frachon. *Pourquoi les autorités ont-elles été si complaisantes ? La question principale est l'absence de capacité de notre société à ériger des barrières de protection vis-à-vis de tels gangsters.* » Si la disparition de Jacques Servier est sans conséquence procédurale sur le sort des autres mis en examen, elle reste une déception pour les victimes du Mediator. Utilisé par cinq millions de personnes en France, le médicament prescrit comme coupe-faim est à l'origine de graves lésions des valves cardiaques et pourrait être responsable, à long terme, de 2 100 décès, selon une expertise judiciaire. Quelque 4 400 victimes ont déposé plainte dans le cadre de la procédure en cours. « *Certaines m'ont confié qu'elles auraient espéré vivre aussi longtemps que Jacques Servier, mais, à cause de lui, elles n'auront pas cette chance* », a déclaré à l'AFP Me Jean-Christophe Coubris, avocat de l'Association des victimes du Mediator. « *Le laboratoire Servier, lui, n'est pas mort et nous espérons que sa condamnation sera exemplaire* », insiste le conseil.

Un chiffre d'affaires de 4,2 milliards

Le procès devrait permettre de détricoter le « système Servier ». Une trentaine de personnes sont déjà mises en examen, dont onze personnes morales, comme des sociétés du groupe Servier ou encore l'Agence nationale de sécurité du médicament. Les autres sont des personnes physiques, parmi lesquelles des dirigeants de Servier, des fonctionnaires, des médecins qui ont favorisé le maintien du Mediator sur le marché ou encore une ex-sénatrice soupçonnée de liens avec Servier, alors qu'elle a rédigé un rapport parlementaire sur le sujet. Depuis ses débuts en 1947, où le pharmacien emploie neuf personnes, son ascension a été fulgurante : il a construit le deuxième laboratoire français – derrière le géant Sanofi – avec 20 000 collaborateurs dans le monde, dont 5 000 en France. Durant ce demi-siècle, le dirigeant n'a jamais rien laissé au hasard dans les rapports entretenus avec les décideurs, grâce à une pratique du lobbying très efficace. Auprès de ministres, d'élus locaux, de médecins, de visiteurs médicaux comme de journalistes. Une stratégie payante. Malgré le scandale, le chiffre d'affaires du groupe a atteint, en 2013, 4,2 milliards d'euros. Servier et sa famille occupent la 23e position du classement des grandes fortunes françaises, avec un patrimoine évalué à plus de 2,3 milliards d'euros. Toujours aussi cynique, il déclarait aux juges en juin 2013 : « *Le Mediator représentait 0,7 % de notre chiffre d'affaires. Fait-on du machiavélisme avec 0,7 % du chiffre d'affaires ?* » Malheureusement, Jacques Servier ne sera pas là pour entendre la réponse de la justice. •

MARIE BARBIER

(1) Entretien à écouter sur www.humanite.fr

Habitat La loi Alur bientôt adoucie par la ministre du Logement ?

« *Des mesures de simplification sont nécessaires* » pour atteindre l'objectif de 500 000 constructions par an, a déclaré Sylvia Pinel, la nouvelle ministre du Logement, interrogée, jeudi matin, sur i-Télé. « *La loi Alur, vous allez la simplifier, la corriger ?* » a interrogé Christophe Barbier. La réponse de Sylvia Pinel ne rassure pas sur l'avenir de cette loi de régulation. Il y a « *environ 200 décrets d'application* » à prendre sur la loi Alur, a expliqué la ministre, membre du Parti radical de gauche. Et d'ajouter : « *Ce que je m'emploie à faire, c'est de rencontrer l'ensemble des acteurs et des partenaires pour trouver les bons équilibres, des compromis, et essayer d'apaiser…* » Et l'ex-ministre de l'Artisanat de souligner sa volonté de « *réconcilier l'aspect social du logement (avec) sa dimension économique, pourvoyeuse d'emploi* ». Inquiétant de la part d'une ministre qui va devoir fixer les tarifs des agences immobilières, et veiller à la bonne mise en œuvre des observatoires nécessaires à l'encadrement des loyers. • P. DU.

Pauvreté 38 associations appellent à rejeter le plan Valls, jugé « irresponsable »

« *La mise en place du pacte de responsabilité et la réduction du déficit public se feront bien au détriment des plus pauvres* », a réagi jeudi le collectif Alerte, qui regroupe 38 organisations de lutte contre l'exclusion. ATD Quart-Monde, la Fnars, l'Uniopss, le Secours catholique, Emmaüs France, entre autres, appellent les parlementaires à ne pas voter ce plan d'économies, qui va se faire sur « *le dos de ceux qui n'ont déjà rien* ». Ce collectif dit sa « *colère* » concernant la suspension de l'augmentation du RSA de 10 % jusqu'en 2017, engagement du plan pluriannuel. « *Les 2 millions d'allocataires et leur foyer, qui survivent avec moins de 500 euros par mois (pour une personne seule), (vont être) les premiers sacrifiés* » du plan Valls. Autre injustice, le gel de l'APL, « *qui va toucher plus de 6 millions de bénéficiaires* ». « *Qui parle d'austérité ? Les locataires !* » a de son côté dénoncé la Confédération nationale du logement, qui relance sa pétition Touche pas à mon APL !, déjà signée par 10 000 personnes. • P. DU.

Cancer Deux ans après le diagnostic, près d'une personne sur trois n'a plus d'emploi

Le troisième rapport de l'Observatoire sociétal des cancers, publié jeudi par la Ligue contre le cancer, dresse un panorama des difficultés des patients pour se maintenir au travail ou y retourner après un arrêt. Principal enseignement : deux ans après le diagnostic, près d'une personne sur trois a perdu ou quitté son emploi. Si certains l'ont quitté « *naturellement* », parce que la fin de l'arrêt de travail coïncidait avec l'âge de la retraite par exemple, d'autres ont en revanche perdu ou quitté leur poste à la suite de discriminations ou à cause d'un manque d'anticipation de la réinsertion professionnelle. Un salarié sur trois estime n'avoir bénéficié d'aucune mesure pour l'aider pendant son traitement. Les personnes travaillant sous le régime général et agricole moins de dix-sept heures et demie par semaine ne peuvent pas bénéficier des indemnités journalières en cas de maladie. Quant aux travailleurs indépendants, interrogés pour la première fois, ils ont tous déclaré avoir continué leur activité malgré les traitements. • M. B.

DE L'EAU À GOGO
« Le niveau actuel des réservoirs souterrains d'eau en France permet d'envisager sereinement l'été. » Le Bureau de recherches géologiques et minières

45 %
C'est la part des 119 entreprises lancées dans l'écoconception, en 2013, qui ont amélioré leurs profits grâce à cette pratique de production écoresponsable.

INCINÉRATEUR

Les fumées noires de Sénerval

La confrontation des analyses des fumées de l'usine d'incinération des déchets de Strasbourg fournies par l'exploitant Sénerval et de celles des salariés en lutte semble indiquer à l'autorité de contrôle que les rejets polluants dans l'atmosphère s'avèrent plus importants qu'annoncé.

Un nuage de soupçons flotte bel et bien au-dessus de l'usine d'incinération de Strasbourg. Comme nous l'indiquions dans notre édition d'hier (jeudi 17 avril 2014), alerté par les grévistes de l'usine d'incinération d'ordures ménagères de Strasbourg, le préfet du Bas-Rhin a demandé une enquête à la Dreal (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) au sujet des rejets de polluants dans l'atmosphère. Une réunion tripartite s'est tenue ce mercredi qui a placé l'exploitant Sénerval sur le gril.

L'entreprise est soupçonnée de manipuler les données

La délégation de la Dreal a demandé à Sénerval de lui expliquer des données transmises à l'organisme public de contrôle. Elle s'est focalisée sur quelques dates, entre fin 2013 et début 2014. L'autorité publique ne les a pas choisies au hasard. Elle soupçonne Sénerval de manipuler les données. Trois éléments lui paraissent étranges.

Le premier concerne la fréquence des interruptions de prise en compte des mesures de la pollution. Sénerval prétend n'avoir pas changé les procédures établies. Cependant, selon les salariés en lutte, l'entreprise aurait réduit le temps de prise en compte des mesures de rejets lors d'un changement d'équipement courant 2013.

Deuxième bizarrerie : les rapports mensuels transmis à la Dreal indiquent des arrêts de fours alors qu'ils restent en activité et émettent des polluants. Ces rejets ne sont alors pas comptés dans les statistiques de pollution transmises à la Dreal. Par exemple, pour le 17 décembre 2013, le rapport fourni par Sénerval affirme que le four numéro trois n'est pas en fonctionnement. Mais les données enregistrées par le système de contrôle de production (PCS), transmises à la Dreal par les grévistes, indiquent le contraire. Or, seules les données du PCS permettent de connaître la réalité de la marche de l'incinérateur.

LE 15 AVRIL, LES SALARIÉS DE SÉNERVAL MANIFESTAIENT DEVANT LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE STRASBOURG. PHOTO JEAN-CHRISTOPHE DORN

Troisième élément à charge : il arrive que les émissions enregistrées dépassent les normes maximales. Ce même 17 décembre 2013, elles sont au moins deux fois plus élevées que les limites maximales autorisées pour les oxydes d'azote et plus de six fois pour les poussières. Il s'agit là de polluants qui font partie de ceux mesurés en continu, seconde après seconde. On ne sait rien des rejets de polluants qui ne sont mesurés que quelques fois dans l'année. Ainsi, la dioxine n'est prise en compte que deux fois par an. Le jeu de questions-réponses auquel se livre la Dreal comporte une leçon : il démontre la vanité du système actuel de contrôle de la pollution des incinérateurs. En effet, si la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement doit comparer les rapports transmis par un exploitant avec les données PCS que lui fournissent des grévistes, c'est qu'elle n'a plus foi dans le système en vigueur. C'est tout un édifice de contrôle qui se lézarde et mérite d'être revu.

Les salariés en lutte s'estiment encouragés dans leur combat

Satisfaits du déroulement de la réunion, les salariés en lutte s'estiment encouragés dans leur combat. *« Cette réunion fut très positive. Elle confirme nos craintes »*, souligne Atef Labben, délégué CGT. La Dreal n'a pas voulu commenter ces informations. S'agissait-il seulement d'une réunion préliminaire ou bien s'en contentera-t-elle pour rédiger un rapport au préfet ? De son côté, la direction de Sénerval persiste : *« Nous respectons à tout moment les normes de pollution »*, affirme Henri Petitgand, responsable de la communication. Il s'appuie sur une étude réalisée par Aair Lichens suite à une émission de poussières, le 8 janvier 2014. Il souligne aussi que les examens sanguins réalisés en novembre 2013 par le service de santé au travail pour vérifier le dosage de plomb sont rassurants. Mais Henri Petitgand n'est pas crédible quand il dit n'avoir *« aucun élément »* au sujet de la réunion de mercredi. Et impossible de discuter avec un membre de Sénerval présent à la réunion.

ALAIN PETER

La Java
l'Humanité

26 AVRIL 2014 DE 15H À 20H
CENTENAIRE DU SUCCÈS DU RÉFÉRENDUM
SUR LE VOTE DES FEMMES
Victoire, la fille du soldat inconnu
de et par Sylvie Gravagna
SPECTACLE et DÉBAT
FFI Festival Féminin Itinérant
La Java
105 rue du Faubourg-du-Temple
75010 Paris
Tarifs : 10 € et 5 €
Résa : FFI@comeprod.fr
Programme : www.corinnemerle.fr
MAIRIE DE PARIS

ISRAËL-PALESTINE
Des milliers de Palestiniens ont manifesté, ce jeudi, en Cisjordanie et à Gaza, en solidarité avec les prisonniers détenus par Israël tandis que les pourparlers de paix achoppent sur cette question.

7,7
C'est, en milliards d'euros, le budget prévu pour les infrastructures des jeux Olympiques d'été de 2016. Soit 25 % de plus que le budget initialement prévu.

CRISE

L'Ukraine sur le chemin de la guerre civile

Les pourparlers entre les principales puissances à Genève impliquées dans la crise ukrainienne sont déjà une première étape. Mais il faudra que chacun joue la désescalade ou bien l'embrasement aura bien lieu.

DES MILITANTS ARMÉS PRORUSSE BLOQUENT UNE COLONNE DE BLINDÉS UKRAINIENS AUX ABORDS DE LA VILLE DE KRAMATORSK DANS L'EST DU PAYS LE 16 AVRIL. PHOTO ANATOLIY STEPANOV/AFP

« *Nous voulons vivre paisiblement et travailler, sans avoir à subir toute cette agitation qui dure depuis fin novembre. Notre pays marche sur la tête* », confie Victoria, une enseignante qui habite Donetsk (est de l'Ukraine). La capitale du Donbass fait partie de la dizaine de villes (Marioupol, Slaviansk, Kharkov, Lougansk) devenues le théâtre de soulèvements et de l'occupation de bâtiments publics (mairies, administrations, parlements, etc.) contre le gouvernement de Kiev. La partie orientale de l'Ukraine, frontalière de la Russie, est traversée par ces mouvements depuis le début du mois. « *Les protestations qui ont débuté après la fuite du président Viktor Ianoukovitch et le non à l'accord du 21 février se sont radicalisées. La coalition au pouvoir qui développe un discours antirusse et ultranationaliste ukrainien en est responsable. Désormais, les séparatistes ont le vent en poupe* », s'agace Volodia Bidiovka, député communiste de Donetsk.

Malgré l'escalade militaire, la plupart des habitants poursuivent leur quotidien. Nadejda, qui habite en périphérie de Donetsk, s'inquiète de la situation sociale : « *On sent bien que les gens craignent de revivre la fin des années 1990, où les magasins étaient pleins et personne ne pouvait rien acheter. Certains commerces n'ont rien vendu depuis deux jours.* »

5 NAVIRES DE L'OTAN SERONT ENVOYÉS EN MER BALTIQUE AFIN DE RENFORCER SA PRÉSENCE EN EUROPE À LA SUITE DE LA CRISE UKRAINIENNE.

Traiter son peuple de terroriste, c'est le pousser dans les bras des séparatistes

Les décisions gouvernementales (abrogation de la loi qui accordait à langue russe le statut de langue régionale, accord de coopération avec l'UE) n'ont pas rassuré la population de l'est et du sud de l'Ukraine, largement russophone. « *La plupart ont surtout peur que le pouvoir les traite en citoyens de seconde zone* », estime Philippe Migault, directeur de recherche à l'Iris. Pourtant, une majorité de l'opinion publique du sud et de l'est du pays avait soutenu le soulèvement contre l'ex-président Viktor Ianoukovitch. « *J'avoue être perdu car on parlait de combattre la corruption, d'augmenter les salaires et les retraites. Au final, ils n'ont rien fait et nous demandent encore davantage d'efforts alors que les oligarques s'enrichissent* », constate Svetlana, qui travaille dans une entreprise exportant vers la Russie.

À Marioupol, au bord de la mer d'Azov, des affrontements entre la garde nationale et des protestataires, qui auraient fait trois morts dans la nuit de mercredi à jeudi, a déclenché d'importants rassemblements hier devant la mairie. Déjà peu populaire dans la partie orientale, le gouvernement en envoyant une « *opération antiterroriste* » contre des citoyens ukrainiens se met un peu plus la population à dos. Pour Volodia Bidiovka, « *traiter son peuple de terroriste, c'est le pousser dans les bras des séparatistes, et si le sang coule, de risquer une guerre civile* ».

Une partie de la presse ukrainienne s'interroge sur la décision du premier ministre intérimaire, Arseni Iatseniouk, de déclencher une telle opération avant les pourparlers à Genève ? Pour le quotidien *Kiev Times*, « *heureusement, la plupart des soldats sont réticents à se battre contre des civils et ignoreront les ordres* ». Mais c'est la légitimité du gouvernement qui interpelle. « *Ce pouvoir n'est pas pro-européen mais antirusse. Il s'avère incapable de rassembler tous les citoyens autour d'un projet national, en tenant compte des diversités* » et « *se dirige vers une guerre civile* », analyse l'ancien diplomate Andréi Gratchev (voir l'*HD* de cette semaine).

Pour éviter un tel scénario, l'idée d'une fédéralisation de l'Ukraine est largement reprise par de nombreux partis et syndicats. Un projet défendu par la Russie, au sommet quadripartite de Genève, jeudi, avec l'Ukraine, les États-Unis et l'Union européenne, qui a eu au moins le mérite de s'être tenu. « *L'opération militaire dans l'est de l'Ukraine, lancée juste avant, démontrait l'envie de désescalade qui régnait* », croyait-on bon d'ironiser du côté russe. « *La volonté d'une fuite en avant du pouvoir ukrainien, pour faire réagir Moscou et, par contrecoup, les Occidentaux, s'avère un jeu terriblement dangereux* », commente Philippe Migault, de l'Iris.

Car le véritable problème, c'est l'Otan. La Russie en a fait sa ligne rouge d'où la présence de forces russes à la frontière et la possibilité de secourir les citoyens russes et russophones en Ukraine. Dans son intervention télévisée, Vladimir Poutine a clairement évoqué l'envoi de troupes russes dans cette région mais espéré « *résoudre toutes les questions pressantes via des moyens diplomatiques* ». Pour Andréi Gratchev, « *cette fois, le pouvoir russe entend avoir des garanties réelles à la non-extension de l'Otan et non verbales comme celles faites à Mikhaïl Gorbatchev* ». ■

VADIM KAMENKA

MOSCOU ET BUCAREST EN DÉSACCORD SUR LA TRANSNISTRIE

Après l'appel à l'indépendance lancé mercredi par le Parlement de Transnistrie, territoire séparatiste pro-russe de Moldavie, le président russe, Vladimir Poutine, a estimé hier que les 500 000 habitants de cette région frontalière de l'Ukraine, située à l'est de la Moldavie, « *pouvaient décider de leur propre sort* ». La Russie, qui a soutenu la Transnitrie pendant sa guerre d'indépendance, au début des années 1990, maintient depuis lors quelque 1 500 soldats dans la région. De son côté, la Roumanie a au contraire assuré de son soutien le pouvoir moldave contre les volontés séparatistes.

L'Humanité a 110 ans

l'Humanité — L'HUMANITÉ DIMANCHE

Participez à son développement avec le « Fonds solidaire pour le développement de la lecture de *l'Humanité* ».

À l'occasion des 110 ans de *l'Humanité*, l'Association Presse et Pluralisme et *l'Humanité* se mobilisent pour développer la lecture de la presse dans les quartiers populaires. Elles vous proposent de verser au « Fonds solidaire pour le développement de la lecture de *l'Humanité* », qui vous permettra d'abonner une personne de votre choix pour trois mois, six mois ou un an de lecture.

JE PARTICIPE À LA CRÉATION DU « FONDS SOLIDAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA LECTURE DE *L'HUMANITÉ* »
(opération valable du 1er avril 2014 au 30 novembre 2014)

➔ **JE LIBELLE MON CHÈQUE À L'ORDRE DE : PRESSE ET PLURALISME - 110 ANS**

❑ **JE PRÉCISE MES COORDONNÉES** (afin que Presse et Pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction sur mon impôt l'année suivant mon versement)

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
Téléphone.....
Adresse e-mail.....

❑ **JE VERSE** (cocher la mention utile)

- ❑ **50 € pour un abonnement de trois mois**
- ❑ **100 € pour un abonnement de six mois**
- ❑ **200 € pour un abonnement d'un an**

Votre don vous donne droit à une réduction d'impôt de 66 %, dans la limite de 20 % du revenu imposable. Par exemple, lorsque vous faites un don de 100 euros (prix d'un abonnement pour une période de six mois), vous déduisez 66 euros de votre impôt. Par conséquent, il vous en coûtera seulement 34 euros.

❑ **JE REMPLIS LE COUPON CI-DESSOUS**

Je vous propose le nom suivant pour recevoir *l'Humanité* pour une période de (cocher la mention utile)

- ❑ **trois mois au tarif de 50 €**
- ❑ **six mois au tarif de 100 €**
- ❑ **un an au tarif de 200 €**

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
Téléphone.....
Adresse e-mail.....

Ce coupon est à compléter et à retourner accompagné de votre chèque directement à Presse et Pluralisme, TSA 32649, 91764 Palaiseau Cedex, ou à l'Humanité - Secrétariat du directeur - 5, rue Pleyel - Immeuble Calliope - 93528 Saint-Denis Cedex (chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme).

Annonces classées

comédiance 01 49 22 74 53

Vacances

T.L.C. Vacances
Vacances de Pâques
Dernières possibilités pour en profiter !
Locations Mer - Montagne - Campagne
Promotions en ligne
www.tlcvacances.fr
02.35.21.69.63

LES VACANCES DE PRINTEMPS SE PASSENT EN FAMILLE
vacances ulvf
★ OFFERTS ★
1 ENTRÉE dans un parc de loisirs
+ 1 ENTRÉE d'un site touristique
Pour chaque membre de la famille
www.vacances-ulvf.com

Au cœur du Parc National des Cévennes...
Chambres et table d'hôtes, gîte rural
Gérard et Sabine Lamy
Tél. : 04 66 45 91 94
gerardsabine.lamy@wanadoo.fr
http://vernetcevennes.com

Immobilier
68 000 € - Maison 4 pièces
Bourgogne Nièvre à 2h30 de Paris
Belle maison habitable de suite, 4 pièces, cuis., salle d'eau, cave, garage, jardin. Tous commerces et transports sur place.
PIERRE FRANÇOIS tél. 03 86 25 08 01 www.pierrefrancois-immobilier.com

LVJ Voyages association loi 1901
BERLIN Festival des lumières
du 10 octobre au 12 octobre 2014 : 610€
• PRAGUE du 14 au 17 mai 2014 : 705€
• CUBA du 1er au 12 novembre 2014 : 1770€
Spécial anniversaire 50 ans LVJ à CUBA
• VENEZUELA du 28 novembre au 10 décembre 2014 : 1 490€
Contactez-nous au 01 80 51 35 20 ou contact@lvj-voyages.com

comédiance
Annonces Classées
un réseau de compétences au service de votre recrutement
tél. 01 49 22 74 53
fax 01 49 22 72 68
retrouvez tous nos services sur www.humanite.fr/services/offres_emploi

vous avez des annonces légales pour les départements 91, 92, 93, 94
confiez-les à l'Humanité
tél. 01 49 22 74 89
fax 01 49 22 72 68
laure@comediance.fr
ou legale@comediance.fr

UNE PAUSE AU PROCÈS PISTORIUS
À Pretoria, l'audience a été interrompue jeudi pour deux semaines après l'éprouvante déposition de l'accusé. Celui-ci continue de nier avoir tiré volontairement sur sa petite amie Reeva Steenkamp.

ABIDAL BEAU PERDANT
« Avec le match qu'ils ont fait, Guingamp mérite de gagner la coupe. » Éric Abidal, de l'AS Monaco, battu 3-1 mercredi par les Bretons, en demi-finale de la Coupe de France.

FOOTBALL

La Coupe de la Ligue continue à faire débat

Vingt ans après sa création, l'épreuve, dont la finale oppose samedi Lyon au PSG, n'est toujours pas reconnue par les supporters et notamment le collectif SOS Ligue 2 qui demande sa suppression.

EN 2013, AFIN DE PERMETTRE AU PUBLIC POPULAIRE D'ASSISTER AUX MATCHS, LE COLLECTIF SOS LIGUE 2 DEMANDAIT QUE LES RENCONTRES AIENT LIEU LE SAMEDI.
PHOTO AMANDINE NOËL/ICON SPORT

La Coupe de la Ligue fête ses vingt ans, samedi, au Stade de France avec la finale opposant Lyon au PSG (21 heures, France 2). Deux décennies après avoir été créée par la Ligue de football professionnel (LFP), cette compétition, accusée d'alourdir le calendrier et boudée par les clubs qui alignent souvent leur équipe B, ne s'est toujours pas imposée dans le cœur des supporters. Le collectif SOS Ligue 2, en lutte contre la marchandisation du football, demande même purement et simplement sa « suppression ».

Cette coupe symbolise le foot business

Connu pour son combat pour la tenue des rencontres de L2 le samedi soir à 20 heures, le collectif, qui regroupait à l'origine les associations de supporters de L2 avant de s'élargir aux autres divisions, s'est imposé ces dernières années comme le poil à gratter du football français et surtout de la Ligue qu'il accuse d'être guidée par les retombées économiques au détriment des passionnés de football. Active sur plusieurs fronts, l'association milite pour la disparition de la compétition la moins prestigieuse du foot hexagonal. *« Cette épreuve a été créée par la Ligue, elle symbolise le foot business car seuls les clubs pros (L1, L2 et équipes de National ayant conservé le statut pro – NDLR) ont le droit d'y participer*, souligne Pierre des Red Tigers de Lens et un des responsables de SOS Ligue 2. *Elle alourdit le calendrier et ce n'est pas une coupe historique. La seule coupe, c'est la Coupe de France, tous les clubs mêmes amateurs y sont représentés, c'est le foot populaire dans tous les sens du terme. »* Romain Gaudin de la Brigade Loire, supporter du FC Nantes, abonde dans son sens : *« On souhaite la voir disparaître. Trop d'argent est redistribué par rapport à la Coupe de France et le vainqueur est qualifié directement en Coupe d'Europe contrairement au 5e du championnat… »*

POUR LA PREMIÈRE FOIS, UNE TRIBUNE EST RÉSERVÉE AUX FAMILLES AVEC LA MISE EN PLACE D'ANIMATIONS, DE SERVICES ET DE RESTAURATION.

Le collectif a tenté de nombreuses fois de nouer un dialogue avec la Ligue mais depuis la seule et unique réunion du 10 novembre 2012, le contact est rompu. *« C'est le néant*, explique Pierre. *J'ai appelé Jean-Pierre Hugues (directeur général LFP) plusieurs fois et, depuis un an, j'attends de ses nouvelles malgré mes relances et mes mails. Il nous avait pourtant dit qu'il y aurait d'autres réunions. » « La LFP refuse le débat*, déplore Yann Simon, un des leaders des Barbarians havrais. *Elle favorise le téléspectateur au détriment du supporter avec les horaires de diffusion en semaine. À force, les stades vont se vider. Si vous allez au théâtre et qu'il n'y a pas de public, ça fait bizarre. C'est pareil pour le foot, quand un stade est presque vide, le spectacle est moins attractif. »*

En octobre dernier, SOS Ligue 2 a assigné en justice la LFP pour entrave à la liberté d'expression. À l'origine, une circulaire émise par Frédéric Thiriez, patron de la LFP, demandant aux présidents des clubs d'interdire l'introduction dans les stades de toute banderole (« Le foot le samedi pour des stades en vie » ou « Éteins ta télévision, rallume ta passion ») liée aux revendications de SOS Ligue 2 sous peine de sanctions. L'AS Nancy-Lorraine ou le RC Lens ont ainsi écopé de 5 000 euros d'amende. *« La ligue voudrait imposer sa propre ambiance*, indique Yann Simon, *avec des gens qui viennent pour consommer. Elle veut standardiser les matchs de football. Ce qui les dérange, c'est la liberté de penser et la démarche ultras qui représentent une pensée discordante dans le football. »* ●

NICOLAS GUILLERMIN

Tennis Tsonga en quart sur le Rocher

Jo-Wilfried Tsonga a fêté de la plus belle des manières son 29e anniversaire, jeudi, par une qualification pour les quarts de finale du Masters 1000 de Monte-Carlo. Sa victime du jour ? L'Italien Fabio Fognini, écarté en trois sets (5-7, 6-3, 6-0), et sorti sous les sifflets du public après avoir complètement lâché la partie, au milieu de la deuxième manche. Demi-finaliste du tournoi l'an passé, comme Tsonga d'ailleurs, Fognini restait pourtant sur une bonne série sur terre battue : 16 victoires en 18 matches disputés depuis le début de la saison. *« Je savais qu'il fallait s'accrocher*, a souligné le dernier Français en lice. *(Fognini) joue très bien, mais a aussi des failles par instants. On s'attend à tout avec lui. »* En quart, Tsonga sera opposé au Suisse Roger Federer.

Vallaud-Belkacem La laïcité, un pilier du sport

En présentant la *« feuille de route »* du gouvernement pour le sport français jeudi, Najat Vallaud-Belkacem a tenu à ajouter un 4e principe à sa devise (« liberté, égalité, fraternité »), avec la laïcité, soulignant également la nécessité d'impliquer plus les femmes. *« De la même façon que l'olympisme pose en principe la neutralité politique, je suis très attachée à ce que le sport reste un espace de neutralité où ne transpirent que l'effort et la joie de partager un dessein collectif »*, a insisté la ministre des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, devant le Comité national olympique et sportif français.

Rugby Bientôt le verdict en Top 14

Au grand bonheur de son diffuseur (Canal Plus), c'est suspense à tous les étages dans le Top 14 ! D'où l'intérêt de cette avant-dernière journée. Dans le haut du tableau, le leader Montpellier (70 pts) se déplace dès vendredi soir chez le champion Castres (6e avec 62 pts). En plein renouveau, le Racing Métro (4e avec 65 pts) reçoit Clermont (3e avec 69 pts), ce samedi à 18 h 30, avec pour objectif de consolider sa place dans les 6 premiers. Un fauteuil qu'espèrent encore retrouver le Stade Français (8e) et son capitaine italien Sergio Parisse : ils affrontent un concurrent direct pour ces phases finales, Bordeaux-Bègles (7e). Autre match décisif, en bas de tableau : Grenoble (10e avec 51 pts) accueille Bayonne (12e avec 48 pts). ●

COURSES HIPPIQUES AVEC P. ROSSO

NOTRE CHOIX POUR LE QUINTÉ

Vendredi à Vincennes-Soir ● R4 ● 2e course à 20h25 ● Trot attelé ● 16 partants ● 2.850 mètres Grande Piste ●

BASES
5. UN VENT D'OUEST
3. UNDER BLUE
1. UNDICI
15. SAGE DE GUÉRINIÈRE

CHANCES
14. SOUMOULOU
9. UN CHARME FOU
16. QUOTIENT GÉDÉ
6. TINA JOLIE

LE BON FAVORI :
UNDER BLUE
L'OUTSIDER REPÉRÉ :
SOUMOULOU

Samedi à Enghien ● R1 ● 6e course à 15h08 ● Trot attelé ● 15 partants ● 2.150 mètres - Autostart ●

BASES
14. RED RED RED
1. TORNADO DE L'OCÉAN
3. UPRINCE
7. ARMANDO KIEVITSHOF

CHANCES
10. NEFERTITE DEL RIO
4. ORIONE DEGLI DEI
5. ELLES W.PHEDO
9. SONIA DES BORDES

LE BON FAVORI :
RED RED RED
L'OUTSIDER REPÉRÉ :
NEFERTITE DEL RIO

Dimanche Auteuil - 1re impression - Q+ - Px du Président de la République - (4.700m. Steeple-chase): EXTRÊME SUD - BILOUTE DE HOUELLE - SUNDAHIA - TITO DELA BARRIÈRE - SUNDREAM - TZAR'S DANCER - SIDI BOUKNADEL - KIPOUR'SON - PEARSE - VENT SOMBRE

Culture & Savoirs

CHANSON

« L'érotisme est une matière éternellement libre »

Après *l'Or noir* célébrant les poèmes de la Caraïbe, Arthur H revient avec l'album *l'Or d'Éros*, où il se livre à une magnifique lecture de grands classiques de la poésie érotique sur des musiques de Nicolas Repac. Un registre très hot qu'il présentera au CentQuatre en mai.

L'exercice était périlleux. Mais, avec Arthur H, il faut souvent s'attendre au meilleur. Après *l'Or noir* dédié à la poésie caraïbe d'Aimé Césaire ou Édouard Glissant, il le prouve une fois encore avec *l'Or d'Éros*, album de poèmes érotiques paru dans la collection « Poétika Musika », magnifiquement lus par le chanteur. James Joyce, Georges Bataille, Pierre Louys, Apollinaire font partie des écrivains dont il a souhaité partager le goût pour l'érotisme à travers un opus sous-titré avec humour « Poésie sexuelle du XXe siècle ». Un registre très hot suscitant le désir, servi par l'interprétation chaude et caressante d'Arthur H. Un univers mis en valeur grâce à la musique aux contours cinématographiques, composée par son complice Nicolas Repac. Avec en prime la voix de Lou Doillon sur le texte l'*Amour*, d'André Breton et Paul Éluard. Un voyage délicieux au cœur d'une poésie libertine signée d'un chanteur qui a l'art de semer le trouble en chanson.

Avec *l'Or d'Éros*, vous célébrez la poésie érotique écrite par plusieurs auteurs du XXe siècle. Comment avez-vous procédé pour le choix des textes ?

ARTHUR H J'ai choisi ceux qui avaient une émotion palpable, ceux qui suggéraient le plus d'images. Tout d'un coup, à la lecture, il y avait un paysage qui apparaissait de manière un peu miraculeuse devant nos yeux. Quelque chose de très cinématographique. Des textes qui, pour moi, avaient le plus de musicalité quand je les dis, qui sonnent tout de suite. L'émotion et les images, tout cela est lié finalement et donne la musicalité. Dans l'érotisme, ce qui me plaît, c'est le côté irrécupérable. C'est comme la musique, c'est impossible d'en parler, impossible de contrôler l'érotisme parce que c'est une matière éternellement libre, qu'on ne peut pas vraiment représenter. On peut suggérer, simplement s'en approcher, mais jamais vraiment de manière frontale. Cela touche à quelque chose de trop impalpable.

Il y a des poésies audacieuses, comme *la Lettre à Nora*, de James Joyce…

ARTHUR H C'est mon texte préféré. Ce n'est pas un poème, c'est une vraie lettre qu'il a écrite à sa femme. On est dans leur intimité. James Joyce a une espèce de dévotion amoureuse à sa femme. On sent qu'il a un amour puissant pour elle. Il décrit avec des termes poétiques et, tout d'un coup, il passe sans transition à des descriptions très crues de leur manière de faire l'amour. Ce que je trouve beau c'est qu'il est libre avec ses émotions, ses sentiments. Il n'a aucune autocensure. C'est une lettre de 1909 écrite en Irlande, pourtant il n'y a aucune trace de religiosité, de moralisme bourgeois. C'est la liberté totale, absolue. La liberté de ce que l'on ressent, sans filtre.

Alors que nous vivons dans une société où la pornographie est partout, comment expliquez-vous que l'on soit presque gêné à l'écoute des mots très imagés de cette lettre ?

ARTHUR H En tant qu'interprète, je trouve ça drôle le potentiel malaise que cela crée naturellement, sans vouloir spécialement choquer. Cela vient sans doute de mon côté punk ! (rires). On est habitué à voir des images pornographiques, mais finalement cela n'a plus aucun impact parce que c'est une image publicitaire. On nous la vend comme quelque chose de choquant, mais en fait ça ne l'est pas. C'est juste vulgaire. Elle essaie d'être manipulatrice, en fait elle est souvent mécanique. Alors que là, dans la lettre de James Joyce, il y a un imaginaire complètement libre. L'imagination, c'est quelque chose de fondamentalement personnel, qu'on ne peut pas nous prendre…

Il y a aussi le sentiment de désir que vous faites transparaître au long de l'album…

ARTHUR H Le désir est une énergie vitale, dans ce qu'il a de noble. Un fluide qui nous traverse, qui basiquement fait naître les bourgeons au printemps, fait que les animaux ont envie de copuler. Une espèce de grande copulation cosmique qui nous traverse également. C'est une histoire d'énergie libre. Dans Bataille, c'est plus tourmenté. Mais il y a aussi cette espèce d'élan, de célébration du désir de la femme, de la vie, du sexe. Comme une apologie de la liberté.

Votre propre lecture et votre interprétation très charnelle jouent beaucoup dans l'émotion et la visualisation des images érotiques ?

ARTHUR H En fait, dans les textes qu'on a choisis, avec Nadine Eghels, de la collection « Poétika Musika », qui m'avait déjà aidé à trouver des poèmes sur *l'Or noir*, c'est plus l'émotion qui parle. ●●●

ARTHUR H NOUS EMMÈNE DANS UN VOYAGE DÉLICIEUX AU CŒUR D'UNE POÉSIE LIBERTINE. PHOTO FRANK LORIOU/ AGENCE VU

●●● Les textes qui étaient trop crus, descriptifs, ne sont pas excitants. Au cinéma, je trouve ça toujours un peu ennuyeux de montrer le sexe, parce que par essence, c'est quelque chose qu'on ne peut pas voir. C'est une expérience intérieure. Les poèmes qu'on a choisis et la musique de Nicolas Repac suggèrent l'émotion et le côté poignant qui nous traversent quand on est en train de faire l'amour, plus qu'une espèce de construction érotique.

Pourtant, il y a quelque chose de la construction érotique à travers l'alphabet de *l'Amour*, que vous avez interprété en duo avec Lou Doillon ?

ARTHUR H C'est un texte de Breton et d'Éluard. André Breton était quelqu'un de cérébral, qui n'aimait pas la musique. Là, c'est une espèce de *Kama-sutra* surréaliste, hallucinant, où il y a des positions de plus en plus dingues, qui sont belles. J'ai renoncé à toutes les visualiser ! (rires). C'était marrant de dire ça avec Lou Doillon parce qu'on parlait de toutes ces positions qu'on n'arrivait pas du tout à imaginer ! (rires). C'est un moment léger du disque, pour respirer.

Les textes sont essentiellement masculins. Pourquoi ce choix ?

ARTHUR H C'est vrai qu'il n'y a que des textes d'hommes. Je voulais dire des textes de femmes, mais on n'en a pas trouvé qui correspondaient à ce que l'on imaginait. Il y avait des textes de Marguerite Duras qui étaient beaux, mais un peu durs à dire, qui ne faisaient pas naître des images. Des textes littéraires, en fait, qui ne sonnaient pas comme je le souhaitais. La poésie contemporaine féminine est souvent crue et trash. Je voulais quelque chose de poétique, de doux.

Comment imaginez-vous transposer l'univers de l'Or d'Éros sur scène ?

ARTHUR H Il va y avoir des représentations au CentQuatre en mai. Au début, je ne voulais pas le faire parce que je craignais d'être trop dans une espèce de personnage qui séduit par sa voix. Ça me gênait. Je me suis habitué aux textes, aujourd'hui j'ai envie de les dire et de les partager. Cela met quelque chose dans l'atmosphère qui est de l'ordre du trouble. On a rarement l'occasion d'installer comme ça un mouvement d'air inhabituel. Le rapport public-artiste est tellement prévisible. Je n'y arrive pas toujours, mais j'essaie de provoquer des moments qui échappent à la « normativité » de la représentation des concerts. Je pense qu'avec ces textes, automatiquement, on va créer, de par leur aspect sexuel et inhabituel, des moments intéressants. Ce que j'aime dans l'idée de ce projet, c'est qu'il n'y a rien, un décor sobre, peu de lumière… On ne peut pas faire moins sur une scène. Il n'y a que le pouvoir d'évocation des mots, la présence de quelqu'un qui raconte. On revient à la base. Quand je fais *l'Or noir* en spectacle, il y a quelque chose d'incantatoire, d'hypnotique durant une heure, où les images naissent, meurent, s'envolent. Cela m'intéresse de voir comment je peux captiver un auditoire avec rien, juste des textes qui sont beaux. Il n'y a aucune esbroufe. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
VICTOR HACHE

Album *l'Or d'Éros* chez Naïve, collection « Poésika Musika ». Représentations, les 20 et 21 mai au CentQuatre, Paris 19e.

DEUX CHANTS INTÉRIEURS – L'UN, VOCAL, ET L'AUTRE, INSTRUMENTAL – S'ÉCOULENT EN UNE OSMOSE NATURELLE. PHOTO THOMAS DORN

SPECTACLE

Michael Lonsdale et Titi Robin, rencontre en poésie

Le comédien parisien et le musicien auteur-compositeur angevin présentent leur CD *l'Ombre d'une source*, au Café de la danse. Un hymne à la fragilité à l'infime beauté.

Avec *l'Ombre d'une source*, Michael Lonsdale et Titi Robin font offrande, en duo, d'une ode à la lenteur, à la simplicité, à la sérénité. Le premier récite des textes du second, qui l'accompagne à la guitare, à la vièle rohâb (ou rehab) et, le plus souvent, au luth bouzouq. On est saisi par la densité émotionnelle qu'ils distillent dans un délicat goutte-à-goutte, à l'ombre d'une source… « *Un intense dialogue fusionnel* », souligne Titi Robin, qui a conçu pour et avec le comédien cette œuvre singulière, aux fragrances méditerranéennes.

« *Nous nous sommes rencontrés au Festival de la poésie de Sète, où Michael se produisait également*, rappelle-t-il. *Je lui ai montré mon travail d'écriture pour avoir son avis.* » Dans les textes du musicien, polyinstrumentiste, auteur et compositeur angevin, l'acteur franco-anglais a aussitôt reconnu l'essence d'un art qui le concerne éminemment : un minimalisme capable de dire la plénitude des choses. « *J'aime la limpidité de sa plume, la lente montée de l'émotion* », confie-t-il. Deux chants intérieurs – l'un, vocal, et l'autre, instrumental – s'écoulent en une osmose naturelle, pour se fondre à la manière de deux sources dans une rivière. Dénuée d'effets parasitaires, la sobre diction de Michael Lonsdale porte à merveille « *le frémissement imperceptible de la pierre* » qu'évoque Titi Robin dans *le Caillou et la brindille*, ou encore cette « *lumière égarée / Prise dans la brûlure verte des ronces* » (dans *Retour*).

> **« J'aime la limpidité de sa plume, la lente montée de l'émotion. »**
>
> MICHAEL LONSDALE

« Nombre d'artistes sont des blessés de la vie »

« *Titi me touche profondément, quand il parle de brindille, de ces petites choses sans gloire*, précise l'ancien étudiant de Tania Balachova. *Je suis sensible aux fleurs qui poussent entre deux pierres, à la fragilité, à l'infime beauté. Nombre d'artistes sont des blessés de la vie, ils n'admettent pas le monde et ses injustices. À travers leur art, ils expriment l'invisible.* » Depuis plus de trente ans, Titi Robin débusque les moindres flamboiements d'humanité, de solidarité, aux quatre coins du monde, avec une prédilection pour les musiques populaires tsiganes, orientales et méditerranéennes. Parmi ses chefs-d'œuvre : le disque *Gitans* (1993), le livre-CD *Gulabi Sapera, danseuse du Rajasthan* (2000), *Kali Sultana, l'ombre du ghazal* (2008), le triple CD *Rives* (2011), qui nous emmène sur les côtes du Maroc, de la Turquie et de l'Inde du Nord.

L'enregistrement de *l'Ombre d'une source* a eu lieu au studio Ferber, en juin. « *Michael y est venu chaque jour, depuis la clinique où il était en convalescence suite à un accident*, explique Titi. *J'ai beaucoup travaillé en amont, afin d'improviser le plus librement possible.* » Les deux troubadours ont choisi de ne pas répéter.

De leur accolade impromptue s'épanche un rare élixir. « *Je prends en général le parti de peu travailler les textes afin de préserver une fraîcheur et de puiser à l'imprévu comme à une matière première*, renchérit le radieux octogénaire. *Prendre des risques, c'est important, pour moi.* » Et, comme si de rien n'était, il souffle, avec une retenue bouleversante : « *C'est peut-être pour prouver que j'existe… Car je suis un fils adultérin, que ma mère a dû cacher à son père, lui-même enfant naturel.* »

On recouvre, en *l'Ombre d'une source*, cette même douceur de dire la douleur, de chanter les rêves et les révoltes. Avec une étonnante prégnance. Deux humbles virtuoses se sont reconnus. Deux petits Prince inventent une poésie miraculeuse, surgie de l'écume du silence. ●

FARA C.

Michael Lonsdale et Titi Robin, 23 et 24 avril, Café de la danse, Paris, www.thierrytitirobin.com.
CD *l'Ombre d'une source* (World Village/Harmonia Mundi).

NOTRE CHOIX TÉLÉ

CANDICE RENOIR
Vendredi, France 2, 20 h 45.
Série française avec Cécile Bois (saison 2, 1/10)

Revoilà l'extravagante Candice Renoir, enquêtrice intuitive et têtue qui avait su lors de la première saison séduire un large public.

IL EST MINUIT, PARIS S'ÉVEILLE
Samedi, Arte, 22 h 20.
Documentaire d'Yves Jeuland.

Jeuland, qui avait entre autres signé *Camarades*, *il était une fois les communistes*, s'attarde cette fois dans les cabarets de la rive gauche de l'après-guerre à la recherche de ces artistes mythiques que furent Gréco, Brel, Barbara ou Ferré. Preuve qu'il y a un après à Saint-Germain-des-Prés.

LES CHOSES DE LA VIE
Dimanche, Arte, 20 h 50.
Film de Claude Soutet avec Romy Schneider, Michel Piccoli, Léa Massari.

Deux Sautet pour le prix d'un. Le premier avec un accident de voiture désormais éternel. Et après, *Mado* avec le même Piccoli et Ottavia Piccolo mais sans Romy. L'assurance d'une bonne soirée ciné avec le cinéma des années soixante-dix.

CINÉMA

De l'audace, des habitués et des stars

Les organisateurs de la 67e édition du Festival de Cannes ont levé le voile sur la sélection du plus grand rendez-vous du 7e art.

C'est sous le regard de Marcello Mastroianni dans *Huit et demi* à peine masqué par des lunettes noires que Thierry Frémaux, délégué général du Festival de Cannes, a annoncé hier la sélection de la prochaine édition. Même s'il se réserve une marge de manœuvre pour rattraper des films à la dernière minute, Thierry Frémaux a communiqué la liste des dix-huit films qui concourront pour la palme d'or. Bien évidemment, la présence du prochain film de Jean-Luc Godard sur la croisette, *Adieu au langage*, ravive toutes les passions. À quatre-vingt-quatre ans, le réalisateur suisse, qui avait présenté *Film socialisme* en 2010, revient avec un nouveau film qui est vivement attendu.

À NOTER
LE FESTIVAL ANIMERA LA CROISETTE DU MERCREDI 14 MAI AU DIMANCHE 25 MAI 2014

Les stars seront bien là pour fouler le tapis rouge

Thierry Frémaux a souligné que cette sélection était marquée par « *une certaine audace* ». On va donc la chercher. Serait-elle du côté des États-Unis avec les films de Bennett Miller ou de Tommy Lee Jones ? Du Japon avec la présence de Naomi Kawase *(Deux fenêtres)* ? De la Russie par l'entremise d'Andrei Zvyagintsev ? Ou encore de la Mauritanie avec *le Chagrin des oiseaux*, d'Abderrahmane Sissako ? À moins que ce ne soit du côté de l'Argentine avec *Relatos Salvajes*, de Damian Szifron, ou de l'Italie avec *la Merveille*, d'Alice Rohrwacher ? En revanche, mieux vaudrait parler d'habitués, ou de valeurs sûres, lorsque apparaissent les noms des frères Dardenne *(Deux jours, une nuit)*, de Mike Leigh *(Mr Turner)*, de Nuri Bilge Ceylan *(Sommeil d'hiver)* et de Ken Loach *(Jimmy's Hall)*, tous déjà grandement récompensés à Cannes. Forte présence canadienne avec *Maps to the stars*, de David Cronenberg, *The Captive*, d'Atom Egoyan, et *Mommy*, du tout jeune Xavier Dolan, qui enthousiasme autant qu'il irrite. Côté français, on attend *Saint Laurent*, de Bertrand Bonello, version non adoubée par Pierre Bergé sur la vie et l'œuvre du grand couturier, le nouveau Olivier Assayas, et Michel Hazanavicius dans un registre assez éloigné de la comédie. Que les amateurs de glamour se rassurent. Les stars seront là pour fouler le tapis rouge qui mène au palais : Hilary Swank, Meryl Streep, Robert Pattinson, Julianne Moore, Juliette Binoche, Kristen Stewart, Bérénice Bejo, Marion Cotillard… Et pour les immortaliser une dernière fois, le boss, Gilles Jacob, flanqué de son éternel appareil photo. L'an prochain, ce sera Pierre Lescure qui les accueillera. ●

MARIE-JOSÉ SIRACH

CARNET

Robert Jeannès, militant communiste de Bagneux (Hauts-de-Seine), est décédé le 13 avril dernier à l'âge de soixante-dix-huit ans. Les obsèques ont lieu ce vendredi à 14 h 30 au cimetière communal, 15, avenue de Garlande à Bagneux. *L'Humanité* présente ses condoléances à la famille et à ses proches.

RENDEZ-VOUS

Espaces Marx et la Fondation Gabriel-Péri organisent une rencontre avec Jean Sève autour du thème : « Quelle analyse de la crise et quels possibles pour demain » qui aura lieu mardi 29 avril, à partir de 18 heures, à l'Espace Oscar-Niemeyer, place du Colonel-Fabien.

« Doit-on sortir de l'euro ? » Cette question sera débattue avec Dominique Plihon (Attac/les Économistes atterrés), Denis Durand (économiste du PCF), Frédéric Lebaron (sociologue, membre de Savoir/Agir) le 24 avril, au Lieu-dit, 6, rue Sorbier 75020 Paris, à 19 heures.

Abonnements

ABONNEMENT COUPLÉ l'Humanité quotidienne, avec le magazine l'Humanité Dimanche, chaque jeudi.

Par prélèvement mensuel :
❑ **abonnement postal 39 €** ❑ **abonnement au portage 42 €**
Tarif spécial : chômeur, étudiant et moins de 26 ans (justificatif obligatoire)
❑ **postal 27,50 €**

Par chèque :
❑ **un an postal 465 €** ❑ **6 mois postal 235€** ❑ **un an au portage 499 €**

ABONNEMENT à l'Humanité quotidienne.

Par prélèvement mensuel :
❑ **abonnement postal 30 €** ❑ **abonnement au portage 35 €**
Tarif spécial : chômeur, étudiant et moins de 26 ans (justificatif obligatoire)
❑ **postal 21,50 €**

Par chèque :
❑ **un an postal 360 €** ❑ **6 mois postal 185 €** ❑ **un an au portage 420 €**

ABONNEMENT WEEK-END l'Humanité quotidienne du vendredi/samedi/ dimanche avec le magazine l'Humanité Dimanche, chaque jeudi.

Par prélèvement mensuel un an postal :
❑ **abonnement postal 17,50 €**

Par chèque :
❑ **un an postal 205 €** ❑ **6 mois postal 115 €**

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal ..... Ville .....
Téléphone ..... Adresse e-mail .....

Joindre obligatoirement un RIB ou le règlement à ce bon et retourner le tout à l'Humanité, Direction des abonnements, 5, rue Pleyel, immeuble Colliope, 93528 Saint-Denis CEDEX.

Le coin du fou

n° 21404 par ÉRIC BIRMINGHAM
Niveau de difficulté : * facile, ** difficile, *** très difficile

Étude de A. Kasantjev 1926 ** Les Blancs jouent et annulent

SOLUTION : 1.Cé2 (1.Cf5 fonctionne également.) 1...a2 2.Cd4! a1T? (2...a1D+ pat) 3.Cé6+ Rf7 (pas mieux est : 3...Re7 4.Rg7 Tg1+ 5.Rh6 Th1+ 6.Rg7+) 4.Cd8+! Rg6 (4...Rf6 5.Rg8 Tg1+ 6.Rf8 Th1 7.Rg8+) 5.Rg8 Ta8 6.hBC+! Rf6 7.Ch7 0,5 - 0,5

CODE DES SYMBOLES : ! Très bon coup ■ !! Coup excellent ■ ? Coup faible ■ ?? Très mauvais coup ■ ?! Coup douteux ■ !? Coup intéressant ■ +- Avantage décisif pour les Blancs ■ -+ Avantage décisif pour les Noirs ■ + Échec au Roi ■ **1-0** Victoire des Blancs ■ **0-1** Victoire des Noirs ■ **0,5** Partie nulle ■ # Mat

PIF

D'après C. ARNAL

Sortir *ce week-end*

Côté agenda nos conseils

MUSIQUE

Cette année encore, le Disquaire Day célèbre les disquaires indépendants partout en France. Pour la 4e édition, 230 boutiques participent à la fête du vinyle samedi 19 avril. De quoi trouver la perle rare parmi les trésors des magasins participant à l'événement qui enchantera les amoureux de disques vintage. John Densmore, batteur des Doors, est l'invité exceptionnel de la manifestation à l'occasion de la sortie de son livre *The Doors, les portes claquent* sur l'héritage tumultueux du mythique Jim Morrison. Inspiré du Record Store Day né en 2007 aux États-Unis, décliné en Europe, d'abord en Angleterre avant de s'installer en France, le Disquaire Day est une vraie fête de la musique. Initiative du Calif (Club action des labels indépendants français) fondé par David Godevais, le Disquaire Day 2014 propose de nombreux concerts et showcases. À Paris dès 14 heures, une vingtaine de groupes seront présents sur quatre scènes, square d'Anvers (9e), place Sainte-Marthe (10e), bd Richard-Lenoir (11e) et place Charles-Bernard (18e). Un grand concert est également prévu à la Gaîté lyrique à 20 heures, un Disquaire Day Night avec notamment Texas et Miossec. Info : disquaireday.fr •

VICTOR HACHE

LIVRE

« *Qu'ont apporté les Argentins à la vie culturelle française ?* » À cette question, René de Ceccatty tente d'apporter une réponse en écho au Salon du livre qui a mis l'Argentine à l'honneur. Son essai, *Mes Argentins de Paris* (Séguier), évoque le parcours des artistes et écrivains qui ont fui, parfois dans des conditions dramatiques, leur pays pour créer librement en France : Julio Cortázar, Alberto Manguel, Hector Bianciotti, Arnaldo Calveyra… La traductrice et poétesse Silvia Baron Supervielle et l'écrivain et réalisateur Edgardo Cozarinsky seront à ses côtés pour présenter le livre. Rencontre animée par Thierry Clermont (*le Figaro*), mercredi 23 avril de 13 heures à 14 h 30, auditorium du Petit Palais, Paris, métro Champs-Élysées-Clemenceau (entrée libre). •

ALAIN NICOLAS

DVD

***JE FAIS LE MORT*, de Jean-Paul Salomé.**
DVD, Diaphana, 14,99 euros.

La comédie à la française ne jure plus que par cet acteur, belge de son état : François Damiens. Révélé, au milieu des années 2000, par ses caméras cachées souvent désopilantes, il a depuis connu le succès public de *l'Armacœur* (2010), puis l'adoubement critique de *Tip Top* (2013). Ici, c'est en comédien raté et donneur de leçons qu'il réapparaît, aux côtés de Géraldine Nakache. Juge d'instruction débutante, celle-ci a sur les bras une affaire de triple meurtre, à Megève. Lui devra prendre la place du mort, pour les reconstitutions judiciaires. Sauf que ce rôle de figurant ne lui suffira pas. À cheval entre comédie et polar, le film de Jean-Paul Salomé s'approprie les codes des deux genres avec bonheur. •

ALEXANDRE FACHE

Par ici les sorties par Vincent Ostria

CINÉMA

***MÉTABOLISME OU QUAND LE SOIR TOMBE SUR BUCAREST*, de Corneliu Porumboiu**

Artiste et modèle. Les aléas d'une relation amoureuse un peu floue entre un réalisateur et une de ses actrices, en contrepoint d'un tournage de film. Conversations au restaurant, en voiture, et répétitions à domicile émaillent ce fleuve tranquille et bavard, dont l'intensité réside dans la durée des plans-séquences et dans la façon dont le cinéaste regarde son métier en mêlant une légère ironie (à l'endroit de son alter ego, le cinéaste, un peu imbu de lui-même) à son introspection douloureuse, au propre et au figuré. Elle est métaphorisée par un ulcère à l'estomac, dont la réapparition constitue un des nœuds dramatiques de ce récit. Voir l'étrange affaire d'endoscopie qui vient parasiter l'histoire et la transforme presque en énigme policière. Fort minimaliste, il est vrai.

***TROIS SŒURS DU YUNNAN*, de Wang Bing**

Solitudes. Wang Bing, fidèle à lui-même, suit caméra à l'épaule trois petites filles, dont la plus âgée a dix ans, dans un village du Yunnan, à 3 500 m d'altitude. Elles sont quasiment livrées à elles-mêmes. La mère a déserté le foyer familial et le père, qui travaille à la ville, rentre rarement. Vaguement aidées par quelques proches, elles gardent les cochons et errent dans la campagne. Le documentariste chinois laisse le temps se dérouler et révéler cette micro-communauté, dont ces fillettes sont à la fois les princesses et les souillons. Comme souvent il transforme la misère en matériau pictural et compose de superbes tableaux en clairs-obscurs dans les scènes d'intérieur.

***TOM À LA FERME*, de Xavier Dolan**

Hystérie champêtre. Contrairement à ce que le titre pourrait évoquer, il n'est pas question de l'incursion pataude et joyeuse d'un citadin à la cambrousse. C'est plutôt une charge romanesque contre l'obscurantisme moral des habitants des zones reculées de la Belle Province. Un jeune gay de Montréal vient assister à l'enterrement de son amant dans un village. Confronté à la mère de celui-ci et à son frère, limite psychopathe, il tombe alors dans une sorte de piège affectif un brin sadomasochiste. Joli exercice de style pour le jeune Rastignac du cinéma québécois, qui fait des gammes un peu brouillonnes entre deux films plus élaborés. Mais si le climat est tendu à souhait, tout cela est un peu forcé. •

MUSIQUE & EXPOS…

Les coups de cœur de Fara C.

Les ogres du groove

Les Ogres de Barback fêtent vingt ans d'une ébouriffante inventivité lors d'une longue tournée qui passera par le Printemps de Bourges (24 avril) et l'Olympia (29 et 30 octobre). Le CD *Vous m'emmerdez !* illustre magnifiquement la joyeuse contestation du groupe culte. Son rock s'acoquine avec accordéon, violon, clarinette… Émouvant hommage à Allain Leprest et orgie de groove.

Les Ogres de Barback, en tournée jusqu'à fin 2014. Le 24 avril au Printemps de Bourges. CD *Vous m'emmerdez !* (Irfan). www.lesogres.com

Palpitant

Sophie Alour (notre photo) dégaine son saxophone pour un mélange volontiers explosif, en son CD *Shaker*. Pour se faire une idée, il suffit d'écouter le fameux morceau de Coltrane, *My Favorite Things*, gorgé d'un groove des plus surprenants, et donnant une furieuse envie de danser. Les compositions de la musicienne préservent, dans leurs strates les plus profondes, l'esprit du jazz, avec un fertile sens de l'improvisation. Ici et là, l'humour ne manque pas de piqueter l'humus sonore. Et le funk abreuve les sillons, avec jubilation. L'orgue de Frédéric Nardin, stimulé par le batteur Frédéric Pasqua, joue un rôle décisif dans l'appel à la danse. Des invités apportent leur belle énergie : Julien Alour (bugle), Hugo Lippi (guitare) et la palpitante rythmicienne Julie Saury. Sophie Alour s'est produite, le 17, lors d'Avoriaz Jazz Up. Ce festival met à l'honneur les jazzwomen. Avec la violoniste Fiona Monbet (le 18), la pianiste Tania Maria (le 19) et la chanteuse Kellylee Evans (le 20), Avoriaz Jazz Up se conclut en beauté.

Sophie Alour, les 21 et 22 au Duc des Lombards (Paris), le 29 avril à Eaubonne, le 15 mai au Marly jazz (57). CD *Shaker* (Naïve).

Jazz philosophe

Clovis Nicolas, contrebassiste, compositeur et leader, présente le convaincant CD « Nine Stories », enregistré avec son sextet (le trompettiste Riley Mulherkar, le guitariste Alex Wintz…) et publié sur le méritoire label Sunnyside. Emmenant la contrebasse hors des sentiers battus, il explore, entre autre, la fécondité mélodique de l'imposant instrument. Clovis Nicolas, établi à New York en 2002, a obtenu un prestigieux diplôme. Philosophe de formation, il sait imprimer un sens profond, singulier, à sa démarche musicale. En témoigne, en son disque, sa version du tube de Sonny Rollins, « The Bridge ». Ses compositions originales sont conçues avec autant de sagacité. Le morceau qu'il a dédié au trompettiste Tom Harrel parvient, malgré sa complexité, à une sorte de transparence. Avec les « neuf histoires » (« Nine Stories ») qu'il décline au fil des plages, Clovis Nicolas se révèle être un passionnant conteur sonore.

Clovis Nicolas, le 18 à Niozelle (Odalie) et le 19 avril à Saint-Etienne (le Fil). clovisnicolas.com ; CD « Nine Stories » (Sunnyside/Naïve). •

L'éditorial du premier numéro de **l'Humanité**, le 18 avril 1904.

Notre but

l'Humanité

5 — JOURNAL SOCIALISTE QUOTIDIEN — JEAN JAURÈS — 5

LA RÉDACTION — LA POLITIQUE — LA VEILLE — LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE

Notre but

ÉCHOS — CHRONIQUE

Par Jean Jaurès

Le titre même de ce journal, en son ampleur, marque exactement ce que notre parti se propose. C'est, en effet, à la réalisation de l'humanité que travaillent tous les socialistes. L'humanité n'existe point encore ou elle existe à peine. À l'intérieur de chaque nation, elle est compromise et comme brisée, par l'antagonisme des classes, par l'inévitable lutte de l'oligarchie capitaliste et du prolétariat. Seul le socialisme, en absorbant toutes les classes dans la propriété commune des moyens de travail, résoudra cet antagonisme et fera de chaque nation enfin réconciliée avec elle-même une parcelle d'humanité.

De nation à nation, c'est un régime barbare de défiance, de ruse, de haine, de violence qui prévaut encore.

Même quand elles semblent à l'état de paix, elles portent la trace des guerres d'hier, l'inquiétude des guerres de demain : et comment donner le beau nom d'humanité à ce chaos de nations hostiles et blessées, à cet amas de lambeaux sanglants ? Le sublime effort du prolétariat international, c'est de réconcilier tous les peuples par l'universelle justice sociale. Alors vraiment, mais seulement alors, il y aura une humanité réfléchissant à son unité supérieure dans la diversité vivante des nations amies et libres.

Vers ce grand but d'humanité, c'est par des moyens d'humanité aussi que va le socialisme. À mesure que se développent chez les peuples et les individus la démocratie et la raison, l'histoire est dispensée de recourir à la violence. Que le suffrage universel s'affirme et s'éclaire ; qu'une vigoureuse éducation laïque ouvre les esprits aux idées nouvelles, et développe l'habitude de la réflexion ; que le prolétariat s'organise et se groupe selon la loi toujours plus équitable et plus large ; et la grande transformation sociale qui doit libérer les hommes de la propriété oligarchique s'accomplira sans les violences qui, il y a cent dix ans, ensanglantèrent la Révolution démocratique et bourgeoise, et dont s'affligeait, en une admirable lettre, notre grand communiste Babeuf.

Cette nécessaire évolution sociale sera d'autant plus aisée que tous les socialistes, tous les prolétaires seront plus étroitement unis. C'est cette union, que tous ici, dans ce journal, nous voulons travailler. Je sais bien quelle est aujourd'hui, dans tous les pays, l'âpreté des controverses et des polémiques entre les socialistes. Je sais quel est le conflit des méthodes et des tactiques ; et il y aurait enfantillage à prétendre couvrir ces oppositions d'une unité extérieure et factice. L'union ne peut naître de la confusion. Nous défendrons toujours ici, en toute netteté et loyauté, les méthodes d'action qui nous semblent les plus efficaces et les plus sûres. Mais nous ne voulons pas aggraver, par l'insistance des controverses et le venin des polémiques, des dissentiments qui furent sans doute inévitables, et que le temps et la force des choses résoudront certainement. Socialistes révolutionnaires et socialistes réformistes sont avant tout, pour nous, des socialistes. S'il est des groupes qui, çà et là, se laissent entraîner par passion sectaire à faire le jeu de la contre-révolution, nous les combattrons avec fermeté. Mais nous savons que dans les deux fractions socialistes, les dévouements abondent à la République, à la pensée libre, au prolétariat, à la Révolution sociale. Sous des formules diverses dont quelques-unes nous paraissent surannées et par conséquent dangereuses, tous les socialistes servent la même cause. Et l'on verra à l'épreuve que, sans rien abandonner de nos conceptions propres, nous tâcherons ici de seconder l'effort de tous.

Nous voudrions de même que le journal fût en communion constante avec tout le mouvement ouvrier, syndical et coopératif. Certes, ici encore, il y a bien des divergences de méthode. Et ceux qui tentent de détourner de l'action politique le prolétariat organisé commettent, à notre sens, une erreur funeste. Mais que serait et que vaudrait cette action politique sans une forte organisation économique de la classe ouvrière, sans une vive action continue du prolétariat lui-même ? Voilà pourquoi, sans nous arrêter aux diversités et aux contrariétés de tactiques et de formules, nous serons heureux d'accueillir ici toutes les communications où se manifestera la vie ouvrière ; et nous seconderons de notre mieux tous les efforts de groupement syndical et coopératif du prolétariat. Ainsi la largeur même et le mouvement de la vie nous mettront en garde contre toute tentation sectaire et tout esprit de coterie.

C'est par des informations étendues et exactes que nous voudrions donner à toutes les intelligences libres le moyen de comprendre et de juger elles-mêmes les événements du monde. La grande cause socialiste et prolétarienne n'a besoin ni du mensonge, ni du demi-mensonge, ni des informations tendancieuses, ni des nouvelles forcées ou tronquées, ni des procédés obliques ou calomnieux. Elle n'a besoin ni qu'on diminue ou rabaisse injustement les adversaires ni qu'on mutile les faits. Il n'y a que les classes en décadence qui ont peur de toute la vérité ; et je voudrais que la démocratie socialiste unie à nous de cœur et de pensée fût fière bientôt de constater avec nous que tous les partis et toutes les classes sont obligés de reconnaître la loyauté de nos comptes rendus, la sûreté de nos renseignements, l'exactitude contrôlée de nos correspondances. J'ose dire que c'est par-là vraiment que nous marquerons tout notre respect pour le prolétariat. Il verra bien, je l'espère, que ce souci constant et scrupuleux de la vérité, même dans les plus âpres batailles, n'émousse pas la vigueur du combat ; il donne au contraire aux coups portés contre le préjugé, l'injustice et le mensonge une force décisive.

Mais tout cela ne serait rien et toute notre tentative serait vaine ou même dangereuse si l'entière indépendance du journal n'était point assurée et s'il pouvait être livré, par des difficultés financières, à des influences occultes. L'indépendance du journal est entière. Les capitaux, dès maintenant souscrits, sont suffisants pour nous permettre d'attendre le développement espéré du journal. Et ils ont été souscrits sans condition aucune. Aucun groupe d'intérêts ne peut directement ou indirectement peser sur la politique de *l'Humanité*. De plus, nous avons inscrit dans les statuts que l'apport de travail fait par les collaborateurs du journal serait représenté par des actions appelées « actions d'apport » qui permettent à la rédaction et à la direction politique de faire équilibre dans la gestion de l'entreprise aux actions en numéraire. C'est, dans la constitution de notre journal, une garantie certaine d'indépendance. C'est à mon nom, comme directeur politique représentant la direction, que se sont inscrites ces actions d'apport. Ai-je besoin de dire que ce n'est là une spéculation ni de ma part ni de la part de mes collaborateurs ? D'abord, les actions d'apport ne recevront une part quelconque de bénéfice que lorsque les actions représentant le capital en numéraire, celles qui ont été déjà souscrites et celles qui le seront plus tard, auront reçu un dividende de six pour cent. Mais surtout, par une lettre annexée à mon contrat de direction, je remets d'avance au conseil d'administration, composé d'hommes choisis parmi nos amis, les bénéfices éventuels qui pourraient ressortir aux actions d'apport, il devra en disposer pour développer le journal, pour améliorer la condition de tous les collaborateurs et pour contribuer à des œuvres de propagande socialiste et d'organisation ouvrière. Dans ces conditions, quand l'heure sera venue pour nous d'accroître le capital du journal, c'est en toute confiance que nous ferons un appel public à la démocratie et au prolétariat. Faire vivre un grand journal sans qu'il soit à la merci d'aucun groupe d'affaires est un problème difficile mais non pas insoluble. Tous ici, nous donnerons un plein effort de conscience et de travail pour mériter ce succès : que la démocratie et le prolétariat nous y aident.